



**LES CAHIERS DE L'OBSERVATOIRE**  
*économique et social de la Libre Pensée*

n° 8 - mai 2024

**«1848,  
en marche sur  
tous les fronts»**





## SOMMAIRE

- 5 • Éditorial par **Christian Eyschen**
  
- 13 • Le leader français de la protection sociale menacé de privatisation  
par **Martine Orange** (avec son aimable autorisation)
  
- 27 • Société civile et gouvernements par **Christian Eyschen**
  
- 35 • Du mouvement sur les retraites au soutien à la lutte du peuple  
Palestinien : Le syndicalisme ! par **Christian Mahieux**
  
- 45 • L'action interprofessionnelle dans le Syndicalisme est-il un moyen efficace  
dans le combat social ? par **Jean-Vincent Boudou**
  
- 51 • Les nouveaux rapports économiques et politiques entre les USA, la Chine,  
la Russie et des BRICS vont-ils changer fondamentalement la place des  
uns et des autres dans la situation économie mondiale ?  
par **Dominique Goussot**
  
- 73 • Le Nucléaire est-il moins polluant et une solution possible écologique ?  
par **Jean-Sébastien Pierre**
  
- 85 • Économie et Religions par **Christian Eyschen**

Emmanuel Todd

**LA DÉFAITE  
DE L'OCCIDENT**



Gallimard

---

**«Il ne crée pas, il décrète»  
(Victor Hugo parlant de Napoléon III)**

Cette phrase, on l'aura deviné, est destinée à **Emmanuel Macron**. À la différence que **Badinguet** avait une certaine base sociale et politique, contrairement au **Bonaparte d'Opérette** qui occupe l'**Élysée** actuellement. Là, on n'a même le plaisir de la chanson et de la musique. Mais on a la guerre comme subterfuge et les **Dépêches d'Ems** tombent tous les jours dans les médias télévisés à la Botte du **Capital financier** et de plus en plus de l'**extrême-droite**.

Malgré la mise en place d'une **véritable idéologie d'État**, totalitaire par essence, le **Pouvoir** perd pied de plus en plus. On restera longtemps stupéfaits de la sottise colossale des déclarations de **Macron/Amélie Oudéa-Castéra** qui ont eu pour seul effet de faire resurgir la question du **financement public de l'enseignement privé catholique** dans une dimension que l'on n'avait pas connue depuis 1960 avec le **Serment de Vincennes**, véritable fondateur du **Mouvement laïque**.

**Le Satrape-Nigaud**

Dans cette situation éperdue d'affolement total, le seul recours, comme à chaque fois dans l'histoire, c'est le **recours à la guerre** comme échappatoire et exutoire. Mais **Karl Marx** avait raison encore une fois, la deuxième fois, c'est très souvent une farce, doublée d'une dimension lamentable. L'appel à la présence de troupes au sol en **Ukraine** a fait passer **Emmanuel Macron** comme un «*aventurier guerrier*» qui n'aurait plus tous ses neurones. Il a tout le monde contre lui et s'isole encore un peu plus, ce qui va relever bientôt de l'exploit.

Il faudra garder soigneusement toutes les «*analyses*» des experts et de **Médias-Mainstream** sur «*la défaite inéluctable de Poutine en Ukraine*» et autres fadaïses. Il y aura matière à bien rire (peut-être jaune) dans des longues soirées d'hiver. Là aussi, c'est la bêtise poussée au maximum. J'ai chroniqué pour **la Raison** le remarquable ouvrage d'**Emmanuel Todd**, **La défaite de l'Occident**, même si on peut ne pas être d'accord sur tout, on a là affaire à une vraie réflexion basée sur des faits dûment établis et vérifiables et non sur des commandes vaseuses et dilatoires du **CAC 40**. Nous vous invitons à le lire avec soin pour que vous vous fassiez un point de vue.

Le côté «**République des copains et des coquins**» est aussi de plus en plus marqué pour la **Macronie**. La Justice va leur mordre la nuque. Ils devaient regarder du côté de ce qui arrive à **Nicolas Sarkozy** qui a de fortes chances de «*gouter la paille humide du cachot*», malgré toutes ses contorsions de plus en plus ridicules, elles aussi.

Le **Comité général de la Libre Pensée** sera saisi d'une proposition de la **CAN** de la **Fédération nationale de la Libre Pensée** pour la tenue d'un «**Procès du Macronisme**» en 2005/2006 pour établir tous les faits imputables à cette dégénérescence politique qu'est le **Macronisme**. Nous nous efforcerons d'établir avec précision toutes les attaques et destructions qu'ont occasionnées ces engeances à la solde du **Capital financier**.

Dans cette situation, comme le spectre de l'épouvantail de l'**utilisation de l'extrême-droite** se voit de plus en plus aussi et trompe de moins en moins de gens (la **Libre Pensée** a clairement identifié la question: ***l'extrême-droite est déjà au pouvoir, elle s'appelle la Macronie***), il ne reste plus que deux solutions à **Emmanuel Macron** pour espérer durer:

- L'entrée en guerre pour tenter de «*resserrer la Nation autour de lui*», mais là, il devrait aussi regarder du côté de **Netanyahou**.
- Un coup d'État du type du 13 mai 1958, mais sans avoir aucunement la légitimité de **de Gaulle**.

Les deux possibilités ne s'excluent nullement l'une l'autre. **Karl Kautsky** dans son aussi remarquable ouvrage, ***L'Origine du Christianisme***, que j'ai chroniqué pour **Recherches et Études** de l'**IRELP**, disait: «*Si les richesses marchandes qu'il transportait obligeaient le marchand à développer ses capacités militaires pour les protéger, d'un autre côté, ces mêmes capacités l'incitaient à les mettre à profit pour attaquer.*» C'était vrai hier, c'est toujours vrai aujourd'hui. **Guerres et rapines sont les deux mamelles du Capitalisme**, surtout financier.



Pour mener la guerre, il faut dégager des moyens et ce sont toujours les acquis sociaux et les services publics qui sont jetés en pâture aux appétits des **lobbys militaro-industriels**, on le voit bien aujourd'hui avec le plan d'austérité de **Gabriel Attal**. Qui trinque et qui encaisse?: toujours les mêmes.

### ***Acquis sociaux et Protection sociale dans le collimateur***

Prenons un seul exemple pour voir la casse réalisée: En 2017, 70% des embauches étaient des **CDD** d'un mois, alors que leur part s'élevait à 50% en 2000. Il y a donc eu une dégradation importante depuis 20 ans. La durée médiane de ces **CDD** est de cinq jours, alors qu'elle était de 20 jours en 2000. 30% des **CDD** conclus en 2017 sont d'une journée. On pourrait en prendre bien d'autres, ce n'est pas ce qui manque malheureusement.

Nous publions aussi dans ce **Cahier** un article de **Médiapart**, que nous remercions de son autorisation pour publication, sur ce qui se passe dans le monde de la **Protection sociale**

---

«collective» (de moins en moins). C'est à proprement effarant de voir l'offensive de destruction du caractère collectif de la solidarité en matière de protection sociale. L'individualisation de la «protection» va de pair avec sa financiarisation croissante.

J'ai été Président de la **Mutuelle Générale des Employés et Cadres des Organismes d'Assurance Maladie de la Région parisienne** pendant plus de 30 ans et j'ai mené une action résolue et continue contre la **disparition des Mutuelles**. Il y en avait 6500 en 2000, aujourd'hui quelques centaines, qui sont, par le biais des **directives assurantielles européennes**, quasiment totalement sous la coupe du **Capital financier**.

J'avais prévu et dénoncé les velléités financières des **Institutions de Prévoyance (ex-L4)** qui voulaient se partager le gâteau des **Mutuelles** avec les **Assurances privées**,

en leur disant clairement que si elles faisaient cela, demain cela serait leur tour. Cela n'a pas manqué, c'était écrit et inéluctable. Le processus d'absorption-destruction des Institutions de prévoyance collective par les Assurances privées ne pourra que se poursuivre, c'est la logique du processus entamé depuis 1985, soutenu et promotion par les dirigeants de la **FNMF**.



Lisez en détail l'article de **Médiapart**, le processus que je dénonçais il y a plus de 20 ans est décrit avec minutie. La volonté imbécile et suicidaire des dirigeants de la **Mutualité française** de vouloir proposer leurs «produits» partout dans l'**Union européenne**, comme si le monde les attendait, a eu pour conséquences des effets dévastateurs.

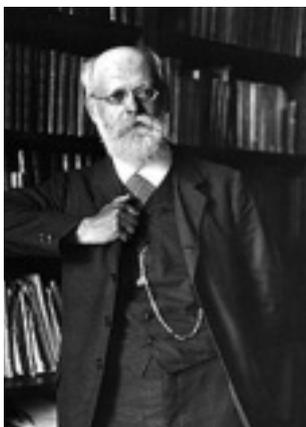
Le **Capital financier** et les **Assurances privées** (ce qui est la même chose) l'ont joué «*fine et rusée*». Ils ont dit banco, à condition que la **Mutualité française** rentre pleinement et totalement dans les **directives européennes**, qui assimilaient les **Mutuelles** et les **Institutions de Prévoyance** dans le modèle financier des **Assurances capitalistes** privées, non seulement le modèle financier, mais aussi le modèle de toutes les structures. Il y a même maintenant une **École de formation commune** pour les «*cadres dirigeants*» des **Institutions de Prévoyance**, de ce qui reste de «*Mutuelles*» et des **Assurances privées**. Une même formation quelque soient les «*métiers exercées*», qu'ils soient de «*répartition collective*» ou de «*capitalisation individuelle*», cela aurait été considéré comme une trahison et une hérésie il y a 50 ans. Et cela en est une.

Les Groupes financiers transgenres décrits dans l'article ont été promotionnés dans les années 1990 où l'on pouvait faire une entité financière avec une mutuelle, un IP et une

assurance privée. Il était même obligatoire de que cela soit des structures de natures différentes pour pouvoir bénéficier des «avantages» à la clé.

Les dirigeants de la **Mutualité française René Teulade, Jean-Pierre Davant** et son homme de main à tout faire **Guy Herry** portent une écrasante responsabilité dans cette destruction et ce désastre social, ils auraient dû être jugés pour «*intelligence avec l'ennemi*», même si le terme «*intelligence*» est sans doute de trop, vu l'incroyable absurdité de leurs positions.

Avec la financiarisation croissante arrive aussi nécessairement le retour de la charité. Devant La destruction de la **Protection sociale collective**, on voit fleurir partout à en vomir les appels à la charité. Toute la construction acquise et édifiée depuis **1945**, sur des bases antérieures acquises de haute lutte, est aujourd'hui en charpie.



Rappelons ce que disait **Karl Kautsky** dans l'ouvrage mentionnée plus haut: «*Ne confondons pas l'hospitalité avec la charité. L'hospitalité était amplement pratiquée dans l'Antiquité. Mais elle représentait une relation entre égaux, alors que la charité repose sur l'inégalité sociale. L'hospitalité comble celui qui est reçu comme celui qui reçoit. Au contraire, la charité élève celui qui la fait, rabaisse et humilie celui qui la reçoit*». Remplacez «*hospitalité*» par «*solidarité*» et vous êtes au cœur de la problématique d'hier comme d'aujourd'hui.

Les «*partenaires sociaux*» qui se réclament du **Paritarisme** et de sa défense devraient s'inquiéter sérieusement et agir. Mais le feront-ils, il est permis d'en douter sérieusement. Il faudra un mouvement social d'ampleur voire une **Révolution** pour reconstruire tout ce qui a été détruit, mais la **Reconstruction** sera, tôt ou tard, à l'ordre du jour de la classe ouvrière et de ses militants.

### **Encore et toujours 1848**

Il faudra pour cela tirer le bilan complet, car pas de perspective possible sans bilan, sinon c'est l'aventure. Il faudra trier le bon grain de l'ivraie, réfléchir sans sectarisme et dogmatisme. Nous constatons tous les jours qu'une telle **volonté militante** se manifeste toujours plus forte.

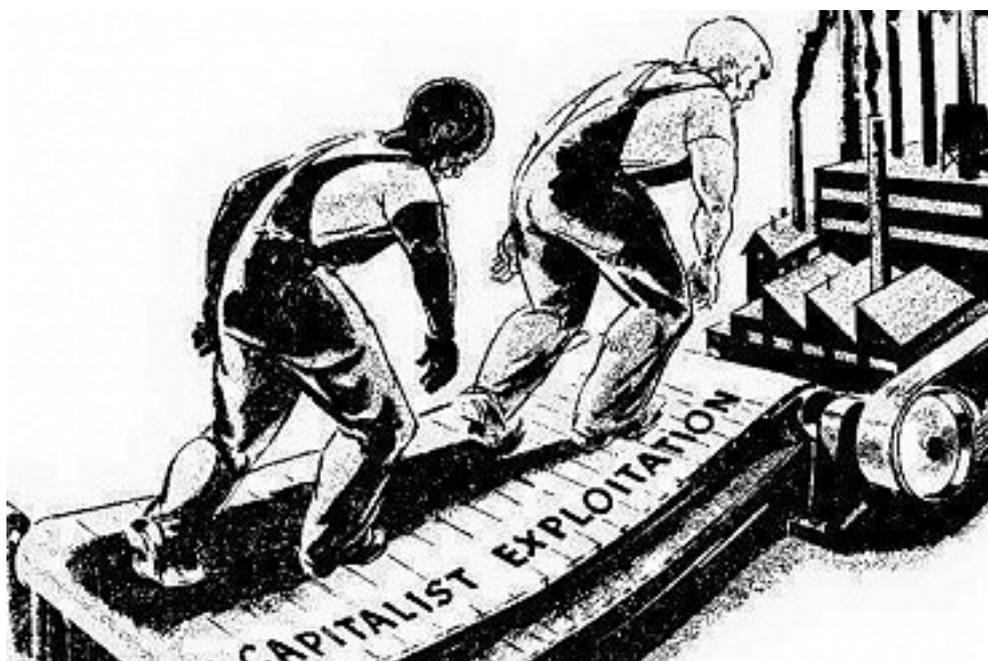
La **Libre Pensée** ne cesse de le répéter: nous sommes revenus en **1848**, tout se discute, tout est à construire et/ou à reconstruire. Ce qui veut dire que les anciens corpus s'effacent, la discussion entre militants n'est plus cloisonnée. Ce qui ne veut pas dire que les **Principes** ont disparu et que l'on doit tout mélanger dans une sorte de **gloubi-boulga**.

Si les rapports **Syndicats/Partis** ont évolué et fort heureusement, c'est la **thèse Anarchiste** qui a prévalu sur l'**Indépendance**, pour autant, il ne s'agit pas de deux mondes qui s'ignorent totalement. C'est plutôt « *marchons séparément et frappons ensemble* ». La **Charte d'Amiens** a gardé toute sa validité, notamment sur les deux tâches à accomplir de concert: défendre au quotidien les intérêts matériels et moraux des Travailleurs et en finir avec l'exploitation capitaliste. Il est là le lien entre la « **Politique** » et le **Syndicalisme**.

Dans mon ouvrage, *Compagnons et Camarades*, paru aux **Éditions libertaires**, à propos du dirigeant anarchiste d'ampleur **Rudolf Rocker**, j'écrivais: « *Il ne manquait pas d'humour; aux syndicalistes révolutionnaires français qui disaient: "Le syndicalisme se suffit à lui-même", il répondait: "rien ne suffit à lui-même, même Dieu a besoin de compagnie au ciel"* » Il avait tout dit.

Ces questions sont posées à tout le monde. C'est pourquoi la **Libre Pensée**, dont le quatrième pilier d'action est la **lutte contre l'exploitation capitaliste** et pour y mettre fin, fait la proposition d'une **Rencontre nationale militante**, avec qui voudra, sur le thème: « **Lutte des Classes, où en es-tu?** ». Sans ordre du jour, autre que la **discussion libre entre militants** et sans proposition de constitution de quelque ce soit, il s'agit d'ouvrir le débat et la dynamique propre du débat se justifie à elle-seule, elle.

De la confrontation libre naît toujours la Lumière.



Bien d'autres sujets sont abordés dans ce **Cahier N°8** de l'**Observatoire social de la Libre Pensée**, dont on peut estimer qu'ils ne sont pas si éloignés que cela du contenu de cet **Éditorial**. Il nous semble qu'ils font aussi partie des préoccupations des militantes et militants.



Ainsi **Christian Mahieux** analyse le **Syndicalisme** comme le trait d'union naturel entre le **Mouvement social** contre la **Réforme des Retraites** et la défense du **Peuple palestinien**, cela nous semble très intéressant et prometteur. Et **Jean-Vincent Boudou** donne son point de vue sur le **Syndicalisme interprofessionnel**. Ces deux articles se complètent et se nourrissent très bien l'un l'autre.

**Jean-Sébastien Pierre** se penche sur la question du **nucléaire** comme possible solution écologique? Notre intention est là aussi d'ouvrir le débat, nous sommes prêts à publier dans les numéros suivants d'autres points de vue sur cette question.

Enfin, j'ai commis deux articles sur la **société civile** comme mode de gouvernance politique et une étude historique sur «**Économie et Religion**», car le **Goupillon** n'est jamais loin du **Coffre-fort** et il est toujours intéressant d'analyser les choses dans leur profondeur historique.

**Dominique Goussot** analyse aussi en profondeur cette question économique dans l'actualité présente à travers la question des **BRICS**. Nous relient ainsi les choses dans le **Temps** et dans l'**Espace**.

Nous vous souhaitons une bonne lecture de ce **Cahier N°8**.

*Christian Eyschen*





# MEDIAPART

L'info part de là

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Éditrice de Mediapart

127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.

RCS Paris 500 631 932.

Numéro de CPPAP: 1224Y90071

Directeur de la publication: Edwy Plenel

## LE LEADER FRANÇAIS DE LA PROTECTION SOCIALE MENACÉ DE PRIVATISATION

Le groupe paritaire **AG2R La Mondiale**, spécialiste de l'assurance et de la protection patrimoniale, connaît une crise interne sans précédent. Les syndicats s'opposent à un projet de privatisation dont le risque est de casser le système de retraite par répartition. La direction s'entête.

Les portes claquent si fort que les bruits désormais s'entendent à l'extérieur. Dans l'univers d'ordinaire si feutré de la protection sociale, cela fait désordre. Mais en dépit des consignes de silence, voire des pressions, impossible de masquer plus longtemps la situation: **AG2R La Mondiale**, «*fleuron du paritarisme*», est à la dérive. Tout le monde tangué: le groupe de prévoyance, sa direction, ses salarié-es, le **Medef** et les **confédérations syndicales**. «*En temporisant, le Medef pensait gérer le dossier en douceur. Il a obtenu l'effet inverse. Nous sommes entrés en crise ouverte*», analyse un connaisseur de l'histoire<sup>1</sup>.

Depuis des mois, les quatre principales confédérations syndicales – **CGT**, **CFDT**, **CFE-CGC** et **FO** –, membres à part entière de la conduite du groupe de protection sociale, s'opposent aux projets de transformation juridique proposés par son directeur général **Bruno Angles**: un changement qui vise, selon elles, à organiser la privatisation rampante d'**AG2R La Mondiale** et la liquidation du paritarisme.



Plus le temps passe, plus les positions se durcissent de part et d'autre. Les éclats de voix, les coups de force, les démissions s'enchaînent à un rythme de plus en plus rapide. Par deux fois ces dernières semaines, le nouveau président du **Medef**, **Patrick Martin**, a convoqué le directeur d'**AG2R La Mondiale**, **Bruno Angles**, pour le rappeler à l'ordre et lui intimer de se conformer à son rôle de dirigeant d'une structure paritaire. Certains le disent sur la sellette, mais c'est la représentante du **Medef**, **Brigitte Bouquot**, qui a assuré par alternance les rôles de présidente et de vice-présidente du groupe depuis des années, qui, sous pression, a démissionné le 5 février dernier.

Ignorant les avertissements, le directeur d'**AG2R La Mondiale** a essayé de passer à nouveau en force. Sans attendre que le **Medef** ait désigné un nouveau représentant au sein du groupe de prévoyance, il a convoqué le 16 février un bureau pour tenter d'arracher les

<sup>1</sup> Toutes les personnes interrogées pour cette enquête, salarié-es, cadres ou représentants syndicaux, ont accepté de témoigner à la condition expresse que leurs propos soient anonymisés, «*par peur des représailles*». Ce que nous avons accepté mais qui en dit long sur le climat social dans ce groupe.

pleins pouvoirs afin de mener à terme ses projets de réforme. La manœuvre a échoué, les syndicats refusant de prendre la moindre décision sans le syndicat patronal.

Depuis, tout le monde attend, l'arme au pied, prêt à défendre jusqu'au bout ses positions. Car les enjeux dépassent largement le sort d'**AG2R La Mondiale**. Ils portent sur l'avenir de la **protection sociale**, des **retraites**, de toute l'architecture du **système social français**.



### ***Silence au Medef***

Ayant parfaitement saisi l'importance du moment, les confédérations sont unanimes pour demander l'arrêt des projets présentés par le directeur d'**AG2R**. *« Quand parle-t-on de protection sociale? Au moment où la Sécurité sociale se désengage, il est important de proposer un projet stratégique pour renforcer notre système de prévoyance, plutôt que de faire du Monopoly »*, insiste **Jocelyne Cabanal**, secrétaire nationale à la **CFDT** qui suit le dossier pour la confédération.

*« Visiblement, on a un directeur général qui ne comprend pas ce qu'est travailler dans un cadre paritaire. Il n'a pris en compte aucune des alertes passées et continue à piétiner l'avis de ses administrateurs »*, renchérit **Sophie Binet**, secrétaire générale de la **CGT**.

*« Bruno Angles a totalement outrepassé son rôle et nié la gouvernance paritaire du groupe. Ce projet n'aurait jamais dû voir le jour. Soit le Medef, comme nous, n'était pas au courant du projet de Bruno Angles, et c'est grave, soit il était au courant, et c'est très grave »*, enchaîne **François Hommeril**, secrétaire général de la **CFE-CGC**.

Alors que son rôle est déterminant pour la suite, le **Medef**, traversé par ses contradictions, semble peiner à arreter sa position. D'un côté, il y a les partisans du maintien du

paritarisme, emmenés par l'**UIMM** (l'Union des industries et métiers de la métallurgie – l'une des branches les plus influentes du syndicat patronal), de l'autre ceux qui, sous la houlette des **fédérations bancaires et des assurances**, veulent en finir avec les « *vieilles lunes* » du **système social français**. Pour l'instant, le **Medef** se tait. Il n'a toujours pas désigné son nouveau représentant pour siéger dans les instances du groupe. Interrogé, il nous a répondu un « *sans commentaire* » à toutes nos questions.

De son côté, la direction d'**AG2R La Mondiale** n'a pas répondu à nos questions.

### ***Dans l'univers byzantin du paritarisme***

Ce n'est pas la première fois que le monde des assurances part à l'assaut des autres structures non capitalistiques du secteur. L'exemple de **Claude Bébéar** qui, à partir des Mutuelles de Normandie, a créé **AXA**, un des géants mondiaux de l'assurance, donne des idées à certains. Mais **AG2R La Mondiale**, c'est autre chose, un groupe à part.

De l'extérieur, personne ne le connaît, hormis pour son équipe cycliste qui participe au Tour de France. Le groupe appartient à cette nébuleuse de l'assurance, un monde complexe, opaque. Mais il est plus qu'une assurance ou qu'une mutuelle. C'est un groupement de protection sociale qui est régi par le **code de la Sécurité sociale** et est dirigé et contrôlé par les **organisations syndicales** (entreprises et salarié-es).

### ***Un acteur clé du système de retraite par répartition***

Aux côtés des assurances et des mutuelles, il existe une dizaine de groupes qui ont le statut de groupement de protection sociale. **AG2R La Mondiale** en est un peu le chef de file, aux côtés de **Malakoff Humanis** et **Klesia** et **Audiens**.

Créés, conduits et contrôlés par les partenaires sociaux – **Medef**, **CGPME** et **confédérations syndicales** à égalité –, ces organismes placés sous le **code de la Sécurité sociale** pilotent un ensemble de structures qui contribuent aux **régimes de retraite complémentaire** et aux **régimes de prévoyance** (invalidité, dépendance, décès, fonds de solidarité).

Le premier rôle d'**AG2R La Mondiale**, c'est d'abord de récolter les fonds auprès des entreprises pour l'**Agirc-Arrco**, piliers de la **retraite par répartition**. Les liens avec ces caisses de retraite complémentaire sont étroits: l'**Agirc** et l'**Arrco** ont un devoir de surveillance sur le fonctionnement des **groupes paritaires de protection sociale** (GPS) et doivent donner leur agrément lors de la nomination d'un nouveau directeur. Les mêmes représentants siègent parfois dans les deux structures.

En parallèle, **AG2R La Mondiale** propose des contrats collectifs de prévoyance – soit à des branches professionnelles entières (alimentaire, coiffure, etc.), soit à des entreprises –, mais aussi des contrats individuels. En clair, c'est une énorme machine qui brasse des milliards chaque année au titre de la **protection sociale**. *«Et en tant que représentants syndicaux, nous sommes responsables de tout cela, des contrats de prévoyance, des fonds d'aide et de solidarité que nous apportons à tous les salariés»*, rappelle l'un d'entre eux, qui revendique d'offrir un contre-modèle par rapport aux assurances classiques.

En 2007, **AG2R** s'est rapproché de **La Mondiale**, mutuelle classique, grâce à un dispositif alambiqué, la société de **groupe d'assurance mutuelle** (SGAM). Celui-ci permet des alliances entre des structures aux formes juridiques différentes, sans nouer de liens capitalistiques. Grâce à ce rapprochement, les deux groupes ont consolidé leur assise financière, en promettant de se porter mutuellement assistance en cas de besoin.

À la faveur de la crise dans le groupe, les responsables des différentes **confédérations syndicales** ont commencé à réexaminer ce monde qu'ils regardaient d'un peu loin et dont ils avaient confié les clés à certains, sans trop s'en préoccuper. Tous en ont retiré la même impression de plonger dans un univers byzantin, à la limite du compréhensible, de sociétés, de règles qui se sont empilées au fil du temps. *«C'est loin d'être un système parfait, reconnaît un proche du dossier. On a des monstres qui sont difficilement gouvernables. Nous sommes tous persuadés qu'il faut faire évoluer la gouvernance, remettre de la clarté et redéfinir les missions et les rôles de chacun. Mais pas en tuant le paritarisme et en donnant les clés au capital comme le veut Bruno Angles.»*

Mobilisant des dizaines de représentants, pas toujours suffisamment formés, ce système favorise, selon un autre connaisseur, *«les manœuvres en coulisses, les jeux de barbichette»*. Certaines confédérations se sont aussi rendu compte que quelques-uns de leurs représentants prenaient beaucoup de liberté par rapport au mandat qu'elles leur avaient donné, allant jusqu'à négocier quelques avantages, comme être membre du staff de l'équipe cycliste du groupe.

***Des représentants de La Mondiale d'ailleurs ne s'en cachent pas:  
ce sera le capital qui déterminera le pouvoir à l'avenir.***

Nommé en 2022, le nouveau directeur, **Bruno Angles**, a vite mesuré l'intérêt de cette opacité, de ce flou, de ces *«petits arrangements entre amis»* pour avancer. Il s'en cache à peine: il veut le pouvoir sur l'ensemble des structures, en passant outre le contrôle des **partenaires sociaux**, et mettre la main sur l'ensemble des dispositifs de prévoyance, des contrats collectifs, de la clientèle d'**AG2R**. *«Et leur vendre des contrats de retraite par capitalisation»*, grince un salarié du groupe.

Cette position lui donnerait aussi un pouvoir d'influence non négligeable sur les **régimes de retraite complémentaire, Agirc-Arrco**, compte tenu des liens entre les deux entités.

Car il n'y a pas que l'**État** qui lorgne sur les réserves de l'**Agirc-Arrco**. Depuis plusieurs années, les assureurs, les fonds de pension, les gérants d'actifs, à l'instar de **BlackRock**, tournent autour de cette manne qui leur échappe et cherchent par tous les moyens à miner l'édifice de la **retraite par répartition**. «*Cela fait des années que les vautours tournent autour de notre système de retraite, insinuent le doute dans les esprits sur sa solidité pour le mettre à terre*», relève un proche du dossier. «*Réussir à privatiser AG2R porterait un coup terrible à l'ensemble du système*», reconnaît un représentant syndical qui redoute l'effet domino.



### *Dans la continuité de la réforme des retraites*

Pour les **représentants syndicaux**, c'est tout sauf un hasard. Alors que le **gouvernement** a imposé par la force sa **réforme des retraites** en avril 2023, le directeur général d'**AG2R** annonce la tenue d'un séminaire stratégique aux administrateurs du groupe dès le 22 mai. Ceux-ci se voient adresser des documents marqués «*secret confidentiel*» avant cette réunion. Ils sont tenus de garder le silence sur les projets qui leur sont présentés, y compris auprès de leur confédération dont ils sont les représentants. La direction prévoit même d'instituer des sanctions contre les administrateurs, assimilés à de simples salariés, qui enfreindraient ces règles, au mépris de celles du paritarisme et même de la gouvernance des entreprises.

Sans avoir reçu le moindre mandat du conseil d'administration, sans même l'avoir évoqué auparavant, **Bruno Angles** leur présente le plan élaboré dans le plus grand secret. Il prône le changement des statuts du groupe, la création d'une holding sous forme de société anonyme, qui superviserait l'ensemble, contournerait le pouvoir des représentants du système paritaire et lui donnerait les plus grands pouvoirs afin, explique-t-il, «*d'aligner la gouvernance économique sur la gouvernance politique*».

Pour parfaire cette réorganisation, il envisage dans le même temps de réunir tous les salarié·es d'**AG2R La Mondiale** qui travaillent actuellement sous des statuts et des conventions collectives différentes, compte tenu de leur histoire et de leur identité différente, sous la branche unique de l'assurance. **La Mondiale** prendrait ainsi le contrôle de tout **AG2R** sans déboursier le moindre centime et deviendrait le seul maître à bord.

Au fil des années de «*réformes*» menées toujours avec les mêmes outils, les **confédérations syndicales**, n'ont plus besoin de décrypteur pour comprendre les intentions qui se cachent derrière les projets de transformation avancés par le directeur d'**AG2R La Mondiale**: attaquant à la fois la base et le sommet, c'est une privatisation rampante d'**AG2R** que prépare **Bruno Angles** au moyen d'un coup de force juridique. Des représentants de **La Mondiale** d'ailleurs ne s'en cachent pas: ce sera le **capital** qui déterminera le pouvoir à l'avenir. **La Mondiale** ayant plus de poids qu'**AG2R**, c'est donc elle qui prendra les commandes.

### **Front uni**

Ce que le directeur d'**AG2R** n'avait pas mesuré, en revanche, c'est la transformation qui s'est opérée au sein des différentes **confédérations syndicales** à la faveur de leur combat contre la **réforme des retraites**. L'intersyndicale créée pour faire front contre le texte du gouvernement d'**Élisabeth Borne** a instauré un nouveau climat entre les centrales syndicales. «*Les échanges entre les responsables sont devenus plus fréquents, plus fluides*», constate un observateur.

Il ne faut pas très longtemps pour que tous se retrouvent sur la même ligne: il faut d'urgence arrêter cette folie. Le 25 juillet, les quatre confédérations (**CFDT, CGT, CFE-CGC, FO**) – la **CFTC** n'ayant pas souhaité se joindre à cette démarche commune – adressent une lettre au vitriol à **Bruno Angles** et la rendent publique par la suite.

*«Notre but n'est pas d'améliorer la rentabilité du capital et d'augmenter les dividendes. Notre mission est d'offrir les meilleures prestations de prévoyance à nos adhérents.»*

*Un représentant syndical*

Les accusations sont sévères: les responsables dénoncent ses pratiques depuis son arrivée dans le groupe, son non-respect des règles et des statuts, et lui rappellent les principes du paritarisme: ce sont les **organisations syndicales** (employeurs et salarié·es) qui ont le pouvoir dans le groupe, et non lui.

En réponse, **Bruno Angles** réaffirme «*son attachement profond au paritarisme et à la gestion paritaire du groupe*». Toutefois, rappelle-t-il, la situation financière d'**AG2R**

**Prévoyance** nécessite des mesures tant elle est préoccupante: en dix ans, elle a perdu 400 millions d'euros.

### **Au nom de la solidité financière**

L'argument sera repris maintes fois par la suite. La structure a perdu de l'argent et c'est **La Mondiale** qui doit assumer les résultats. *«D'abord, nous n'avons pas attendu Bruno Angles pour prendre des mesures de redressement. Le plan qu'il se vante d'avoir mis en œuvre avait été adopté avant son arrivée. Ensuite, il faut s'entendre sur ce qu'on qualifie de pertes. En face des pertes, il y a des provisions, comme nous le faisons toujours selon nos règles prudentielles. Pendant la pandémie, par exemple, nous avons provisionné tous les dossiers des personnes qui se déclaraient en arrêt de maladie, comme si elles n'allaient plus jamais travailler. Cela se traduit par 200 millions d'euros de provisions dans nos comptes. Forcément, cela diminue la rentabilité de nos fonds. Heureusement, toutes les personnes malades du Covid ne se sont pas arrêtées de travailler par la suite. Et ce sont des provisions que nous sommes en train de reprendre»*, explique un représentant au conseil d'administration.

*«Il faudrait peut-être aussi valoriser ce qu'AG2R a apporté à La Mondiale, en termes de notoriété, de clients, de solidité financière»*, ajoute une autre source.

Les **organisations syndicales** s'accordent sur le fait que des ajustements et des transformations pertinentes sont bien sûr nécessaires. Mais elles contestent le besoin d'un bouleversement radical et surtout la philosophie qui le sous-tend: *« Notre but n'est pas d'améliorer la rentabilité du capital et d'augmenter les dividendes. Notre mission est d'offrir les meilleures prestations de prévoyance à nos adhérents»*, rappelle un autre représentant. Prié de s'expliquer, **Bruno Angles** a été obligé de préciser son projet. Débouté une première fois par les confédérations syndicales, il insiste désormais sur la nécessité absolue de renforcer la solidité financière de tout l'édifice, en appelant à la rescousse l'**Autorité de contrôle prudentiel et de régulation**: la solvabilité d'**AG2R** n'est pas assez élevée. En septembre 2022, l'agence de notation **Standard & Poor's** avait pourtant confirmé la **notation A** du groupe en soulignant son *«exceptionnelle liquidité»*.

### **Derrière le masque de la réassurance**

Pour consolider l'ensemble, il faut à tout prix et le plus rapidement possible créer une **société de réassurance**, qui permettrait de *«mutualiser les risques»*, insiste désormais **Bruno Angles**. Cette société, qui jouerait le rôle de holding financière, serait naturellement une société anonyme à la main de **La Mondiale**.

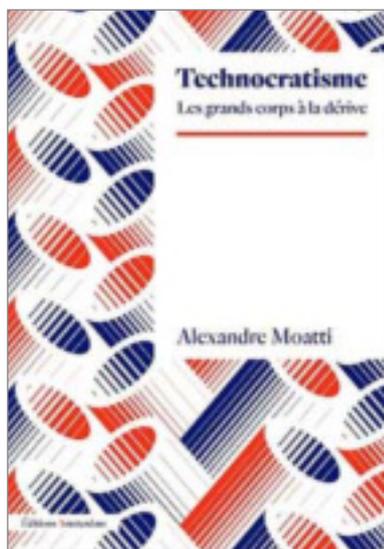
Les différentes structures du groupe ont déjà par traités et conventions des **accords de mutualisation des risques**. De plus, selon nos informations, le groupe a, comme tous les autres groupes du secteur, souscrit des contrats de réassurance auprès de partenaires extérieurs : **Axa**, **Scor** et **CNP** pour les **risques commerciaux**; **Partner Re** et **Hannover Re** pour les **grands risques**. En quoi une société de réassurance interne, sans nouvel apport de capitaux, consoliderait-elle la solidité financière de l'ensemble? Mystère. La direction du groupe n'a pas répondu à cette question.

Analysant la démarche de la direction d'**AG2R**, des observateurs extérieurs constatent que celle-ci part «*du postulat sur la nécessité de créer cette société*» sans avoir examiné l'existence d'autres solutions. Ils se demandent si «*la finalité affichée n'est pas autre que les finalités recherchées*», notant que ce montage conduirait inéluctablement à remettre en cause «*les schémas de gouvernance existants*».

### **Une aversion de l'État**

L'entêtement de **Bruno Angles**, l'impression qu'il donne de bénéficier d'une totale impunité, son mépris de règles de gouvernance y compris à l'égard du **Medef** finissent par susciter de nombreuses interrogations à l'intérieur et à l'extérieur du groupe: qu'est-ce qui lui donne une telle assurance? Pourquoi se sent-il intouchable?

Sa nomination à la tête d'**AG2R** est déjà en elle-même inexplicable. Par sa carrière, **Bruno Angles** a tout sauf le profil d'un responsable passionné par les **questions sociales** et convaincu des mérites du **paritarisme**. Il était même, jusqu'à sa nomination, étranger au monde de l'assurance. Un critère qui est pourtant exigé par l'**Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)**, l'organe chargé de la surveillance de l'activité des banques et des assurances) pour prendre la direction d'une société du secteur.



Cet ancien **X-Ponts** appartient plutôt à cette catégorie de la **haute fonction publique** qui a fait son apparition dans les dernières décennies. Au-delà des **pantouflages** et des **rétopantouflages** pour son seul **intérêt privé**, elle cultive une **aversion de l'État**, un abandon de l'**intérêt général**, travaillant pour mettre tous les outils publics au service des intérêts privés, comme le documente **Alexandre Moatti** dans son livre **Technocratie**.

Après un court passage au **ministère de l'équipement**, **Bruno Angles** passe ainsi chez **McKinsey**. La mission dont il reste le plus fier, comme il le racontera plus tard dans **La**

**Jaune et la Rouge**, la revue de **Polytechnique**, est la fusion entre **Pechiney** et le groupe canadien **Alcan**. Une fusion qui aboutira à la disparition du groupe français d'aluminium. Pour les connaisseurs de l'**histoire industrielle**, cette opération est le premier grand marqueur de la **désindustrialisation en France**.

Après un court passage dans le cabinet **Mercer**, **Bruno Angles** atterrit chez l'australien **Macquarie**, un fonds qui s'est spécialisé dans les investissements d'infrastructures les plus rentables (aéroports, ports, autoroutes). En 2015, les sept sociétés concessionnaires d'autoroutes le désignent comme l'interlocuteur unique pour négocier en leur nom la prolongation des concessions autoroutières face à l'État, représenté notamment par **Alexis Kohler** et **Élisabeth Borne**. Les concessionnaires ne regretteront pas leur choix tactique: ce contrat est considéré désormais, même par l'**Inspection générale des finances**, comme un des plus désavantageux et ruineux pour l'État. Cela n'empêche pas **Alexis Kohler** de lui adresser ses «*plus amicaux souvenirs*».

Après ce haut fait d'armes salué par les financiers, il atterrit chez **Crédit suisse** et devient directeur de la **banque pour la France et la Belgique**. C'est l'époque où la banque est poursuivie par la justice pour les mêmes faits que sa rivale **UBS**: démarchage illégal, blanchiment de fraude fiscale. L'enquête judiciaire estime que la banque a permis de dissimuler quelque 2 milliards d'euros au fisc français.

### «**Plusieurs vies à la fois**»

Avouant avoir été tenté aussi par la politique et la prêtrise, **Bruno Angles** dit vouloir «*vivre plusieurs vies à la fois*». Il semble y parvenir. D'un côté, il cultive ses réseaux notamment auprès d'**Augustin de Romanet** (patron d'**Aéroports de Paris**), d'**Alexandre de Juniac** (ex-**Air France**) et de tous les milieux catholiques ultraconservateurs. Il participe ainsi activement aux **entretiens de Royaumont**.



De l'autre, il veille à entretenir les meilleures relations avec les puissants du monde des affaires, notamment comme président de l'**Association des anciens élèves de Polytechnique (AX)** entre 2015 et 2019. C'est la période où de grands patrons du **CAC 40**, en particulier **Patrick Pouyanné (Total)** et **Bernard Arnault (LVMH)**, ont des vues très précises sur le devenir de l'école et souhaitent y laisser leur empreinte. **Bruno Angles** semble partager leurs vues. À la fin de son mandat, il se félicitera d'avoir participé à détricoter l'alliance entre l'**université d'Orsay** et l'**X**.

**À peine nommé, Bruno Angles instaure un mode de direction solitaire, autoritaire, brutal, à la limite du harcèlement.**

Comment **Bruno Angles**, qui a passé l'essentiel de sa carrière à défendre les seuls **intérêts privés**, a-t-il pu être sélectionné par un cabinet de chercheurs de têtes et atterrir à la tête d'un groupe dont la gouvernance est dominée par la **gestion paritaire**, sans avoir en plus la moindre expérience préalable dans l'assurance? *«Il est arrivé par la petite porte, par le biais du comité de rémunération de La Mondiale, ce qui fait que sa candidature n'a pas été soumise aux administrateurs. Personne n'en voulait. C'était à l'époque du Covid. Tout se passait par visio. Son prédécesseur, André Renaudin, qui voulait un X et pensait terminer son mandat tranquillement, l'a imposé»*, raconte un connaisseur du dossier.

### **«Nettoyer les écuries d'Augias»**

*«J'ai une vision humaniste de l'entreprise. Le respect des personnes, à tous les niveaux de l'organisation, est pour moi absolument essentiel, tout comme le travail en équipe»*, déclarait **Bruno Angles** dans le même entretien à la **revue de l'X** lors de sa nomination à la tête d'**AG2R La Mondiale** en mai 2022. Tout le personnel du groupe se demande aujourd'hui ce qu'il entend par *«vision humaniste»* et *«travail d'équipe»*.

Car à peine nommé, **Bruno Angles** instaure un mode de direction solitaire, autoritaire, brutal, à la limite du harcèlement. Il déclare d'emblée qu'il est là pour *«nettoyer les écuries d'Augias»*. Et pour bien montrer qu'il n'a aucun tabou, il commence par commander deux audits sur la gestion de son prédécesseur. Le résultat, dit-il par la suite, est accablant, sans montrer le rapport au conseil: **André Renaudin** aurait utilisé la carte du groupe à des fins personnelles et aurait détourné quelque 300000 euros. Selon nos informations, ces accusations seraient infondées et **André Renaudin** aurait été remboursé. Interrogée à ce sujet, la direction d'**AG2R La Mondiale** ne nous a pas répondu.

Mais ces accusations ont donné le signal: un climat de peur s'abat dans toute l'entreprise. La quasi-totalité de l'état-major est décimée en quelques mois. **Bruno Angles** remplace les partants par des femmes et des hommes à lui. Puis la chasse se poursuit dans les rangs

des cadres dirigeants, «des personnes qui connaissent parfaitement la maison, qui ont l'expérience et la mémoire». Du jour au lendemain, ils se voient priés de quitter leur bureau, leur carton sous le bras, avec interdiction de revenir. À l'américaine.

Plusieurs témoignages évoquent un management «toxique», fait de «menaces», d'«intimidations», de «souffrance». «Plus personne n'ose parler, ce qui est un comble dans un groupe de protection sociale», relève un représentant syndical. Selon une enquête interne menée par la **CFDT** en octobre 2023, 42,9% des commerciaux interrogés se disent «préoccupés», 34,5% «découragés», 26,1% «perplexes». Les démissions s'enchaînent, les arrêts de maladie aussi. Dernièrement, la **médecine du travail** a donné l'alerte, au vu du nombre de cadres qui se disent «en souffrance». Rien n'a changé après ces alertes.

### Conflits d'intérêts

L'atmosphère est encore alourdie avec l'arrivée de **Benoît Puga**, début 2023. L'ancien **chef d'état-major particulier du président de la République** de 2010 à 2016 s'est reconverti pour devenir **responsable de la déontologie** chez **AG2R** après son départ de la **chancellerie de la Légion d'honneur**. Pourquoi a-t-il accepté ce poste, très éloigné de ses expériences antérieures? **Benoît Puga** n'a pas répondu à cette question, comme à toutes les autres qui lui ont été adressées.



À peine arrivé, l'ancien général pose son empreinte dans tout le groupe, en ciblant en priorité les **administrateurs délégués par les confédérations syndicales**. Du jour au lendemain, ceux-ci se voient remettre des documents siglés «*secret confidentiel*», avec leur nom dessus pour s'assurer d'aucune fuite. Il leur est interdit de communiquer les informations à leur syndicat, sous peine de sanctions.

Mais les pressions vont plus loin, semble-t-il. Certains témoins n'hésitent pas parler de «*barbouzeries*», persuadés que **Benoît Puga** a utilisé ses anciennes relations pour obtenir des renseignements sur les uns et les autres. «*Il y a eu des enquêtes sur tout le monde. Et manifestement, la direction tient des gens: désormais ils se taisent et acquiescent à tout*», rapporte un témoin. Un des administrateurs a même été poussé à la démission.

Connaissant désormais certaines pratiques de **Benoît Puga** après les révélations de **Mediapart**, c'est en grimaçant que certains évoquent la promotion de la nouvelle DRH, **Claire Silva**, décorée de la Légion d'honneur dans la promotion du 14 juillet 2023.

Tout en traquant les conflits d'intérêts, voire la corruption chez les administrateurs salariés, **Benoît Puga**, en tant que déontologue, ne voit aucun problème à avaliser la position d'un nouvel administrateur du groupe choisi par **Bruno Angles, Nicolas Schimel**, comme l'a révélé le magazine *Tripalio*. Arrivé en 2023, ce dernier a été nommé quelques mois plus tard directeur général d'un fonds de gestion d'actifs, le **groupe Premium**, où sont entrés récemment **Eurazeo** et le **fonds Blackstone**. Heureux hasard! Quelques semaines avant sa nomination chez **Premium**, une des filiales d'**AG2R La Mondiale, Arpège prévoyance**, avait justement décidé de confier la gestion d'une partie de ses actifs à ce **groupe Premium**. Un changement complet de pied par rapport à la politique antérieure du groupe: jusqu'alors, il gérait tous ses actifs en interne.

Cette nomination a-t-elle fait l'objet d'une discussion en conseil d'administration? Y a-t-il une convention réglementée, compte tenu des nouvelles fonctions prises par **Nicolas Schimel**? Des mesures de déport ont-elles été prises? **Nicolas Schimel**, pas plus que la direction d'**AG2R La Mondiale** et **Benoît Puga**, n'a répondu à ces questions. Selon nos informations, l'**ACPR** s'est inquiétée de la situation et a signalé au groupe le risque possible de conflit d'intérêts. Mais cette alerte, pas plus que celles données par les **confédérations syndicales** ou le **Medef**, ne semble guère avoir amené le groupe à prendre des mesures ou à réviser sa position.



La situation au sein du groupe est devenue incontrôlable. Alimentant les peurs, la direction évoque le risque d'une implosion. «*AG2R est en danger. Bruno Angles divise le corps social. Il n'est plus en capacité de diriger le groupe*», affirme Sophie Binet. «*En moins de deux ans, on ne peut que constater que les dégâts internes et externes provoqués par la gestion de Bruno Angles sont considérables. Il faut que cela s'arrête. [...] Il est incompréhensible que Bruno Angles soit encore en place, sinon à considérer qu'il a de solides appuis dans un cercle très proche du pouvoir qui ne rêve que de donner aux fonds de pension les retraites complémentaires du privé*», complète **François Hommeril**.

Alors que le **Medef** avait décidé de démissionner en quelques semaines **Guillaume Sarkozy** – le frère de Nicolas – de la présidence de **Malakoff Humanis**, qui connaissait alors des

troubles assez comparables, il semble encore hésiter à trancher. Espère-t-il que la nomination d'un nouvel administrateur suffira à calmer les esprits et à rétablir les règles de base d'une bonne gouvernance? La crise au sein du groupe semble désormais avoir atteint un point de non-retour.

**Martine Orange**

25 février 2024 à 09h57

The image is a screenshot of the Challenge.fr website. At the top left is the logo 'Challenge.fr' with the tagline 'L'économie en temps réel'. To the right of the logo are three search boxes labeled 'Mots clés', 'Valeurs (bourse)', and 'Bilans (société)'. Further right is a small advertisement for 'Challenge IMMOBILIER'. Below the logo and search boxes is a navigation bar with tabs for 'ACTUALITE', 'BOURSE', 'ENTREPRISE', 'COACHING', 'PALMARES', 'VIDEO', and 'FINANCE PRIV'. Below the navigation bar is a secondary menu with links for 'Business', 'Politique Economique', 'Tech', 'Finance et Marche', 'Media', 'Monde', 'Sport', 'Opinion', 'Blog', 'Chat', and 'Quiz Actualité'. Below the menu is a large blue map graphic. Below the map is a white box containing the article header: 'ACTUALITÉS CHALLENGES < EDITORIALISTES DE CHALLENGES 04.10.2007'. Below the header is a link 'Réagir à l'article' and the main title 'Adieu 1945, raccrochons notre pays au monde !'. Below the title is the text: 'Le modèle social français est le pur produit du Conseil national de la Résistance. Un compromis entre gaullistes et communistes. Il est grand temps de le réformer, et le gouvernement s'y emploie.'

Si vous avez des informations à nous communiquer, vous pouvez nous contacter à l'adresse [enquete@mediapart.fr](mailto:enquete@mediapart.fr). Si vous souhaitez adresser des documents en passant par une plateforme hautement sécurisée, vous pouvez passer par SecureDrop de Mediapart, la marche à suivre est explicitée dans cette page.

**Christian Eyschen**



**Le livre des Rois**

**De la monarchie à la République**

*Avec une contribution de Jean-Marc Schiappa*

**Théolib • Résistances**

Le sujet que je voudrais traiter dans cet article est celui-ci: *la Société civile dans les gouvernements à la place du personnel politique traditionnel, est-ce un phénomène de crise ou une solution durable?*

Quand la bourgeoisie a pris le pouvoir à la suite de la **Révolution française de 1789**, elle a voulu rompre aussi avec le principe de l'**Ancien-Régime** qui consistait à faire Ministres des **Princes de sang** (on avait le sens de la famille en ce temps-là), mais aussi de prendre des «*techniciens*» ou des «*politiques*» dans certains milieux pour assurer la gestion des affaires de la **Monarchie**.

On pense ainsi à **Guillaume de Nogaret, Enguerrand de Marigny, l'Amiral de Coligny, Michel de L'Hôpital, Nicolas Fouquet, Jean-Baptiste Colbert, Richelieu, Mazarin, l'Abbé Dubois, Calonne, Necker, Talleyrand, Fouché, Martignac, Polignac, François Guizot, de Broglie, Adolphe Thiers**, pour les plus marquants des **Monarchies**.

Si les lecteurs veulent en savoir plus sur ces questions, et resituer les choses dans leurs contextes et dans l'Histoire, je leur conseille de se procurer mon ouvrage **Le Livre des Rois, de la Monarchie à la République**, au prix de 23€ pour 246 pages, soit 0,09€ la page. Ce n'est pas cher pour tout savoir sur les **Rois de France!**

Le cycle ouvert par **1789** va viser, dans sa forme républicaine, à sélectionner un personnel gouvernemental de type «*professionnel*». Sous la **III<sup>ème</sup> République**, la stabilité passe par le **professionnalisme ministériel**, on retrouve souvent les **mêmes Ministres** qui changent de spécialités souvent, appuyé par l'**Administration** toujours «*fidèle au poste*». La formule est connue: les **Gouvernements** passent, l'**Administration** reste.

**Karl Marx** appelait les gouvernements les «*Conseils d'administration de la bourgeoisie*», il fallait donc des «*professionnels*» pour cela. Les politiques de «*Droite*» et de «*Gauche*» finissant toujours par se ressembler, on pouvait passer à une autre étape: former des «*techniciens professionnels*» qui resteront toujours en place globalement quelle que soit la couleur du **Gouvernement**. De là est né le mythe de la Synarchie entre autres.

### *Au début était Vichy*

Le **Régime de Vichy** a sans doute le premier poussé le plus loin la constitution de cette «*couche sociale*» «*Au service de l'État, quoiqu'il en coûte!*». L'idée d'une **Grande École de Formation des cadres administrato-politiques** est née à **Vichy**, mais n'a pas eu le temps de se constituer du fait de la tournure des événements militaires.



**De Gaulle** la reprendra à la **Libération** et formera l'**École Nationale de l'Administration (ENA)**. C'était sans doute à cela qu'il pensait en partie, quand il écrivait dans ses **Mémoires** qu'il y avait de bonnes choses à reprendre à **Vichy**, mais que cela avait été compromis par la **Collaboration avec l'Allemand**. Une fois les **Teutons** partis et ramenés chez eux, **de Gaulle** n'avait qu'à puiser dans le panier de **Pétain** et de son **Régime**.

C'est ainsi que l'**ENA**, couplée souvent avec **Sciences-Po** au fil du temps, est devenu le creuset de formation de l'**élite gouvernementale**, toutes couleurs confondues. «**Dis-moi qui t'a formé et d'où tu viens, je te dirai pour qui tu travailles**». Ceci n'a pas été rien dans le fait que la «**Gauche**» s'est avalé l'**économie de Marché**, l'**Europe vaticane**, le **Corporatisme**, la **soumission à l'Église**, l'**alignement sur les États-Unis**. etc. Le même moule donnait le même produit, c'est vrai dans l'industrie, c'est vrai aussi en politique.

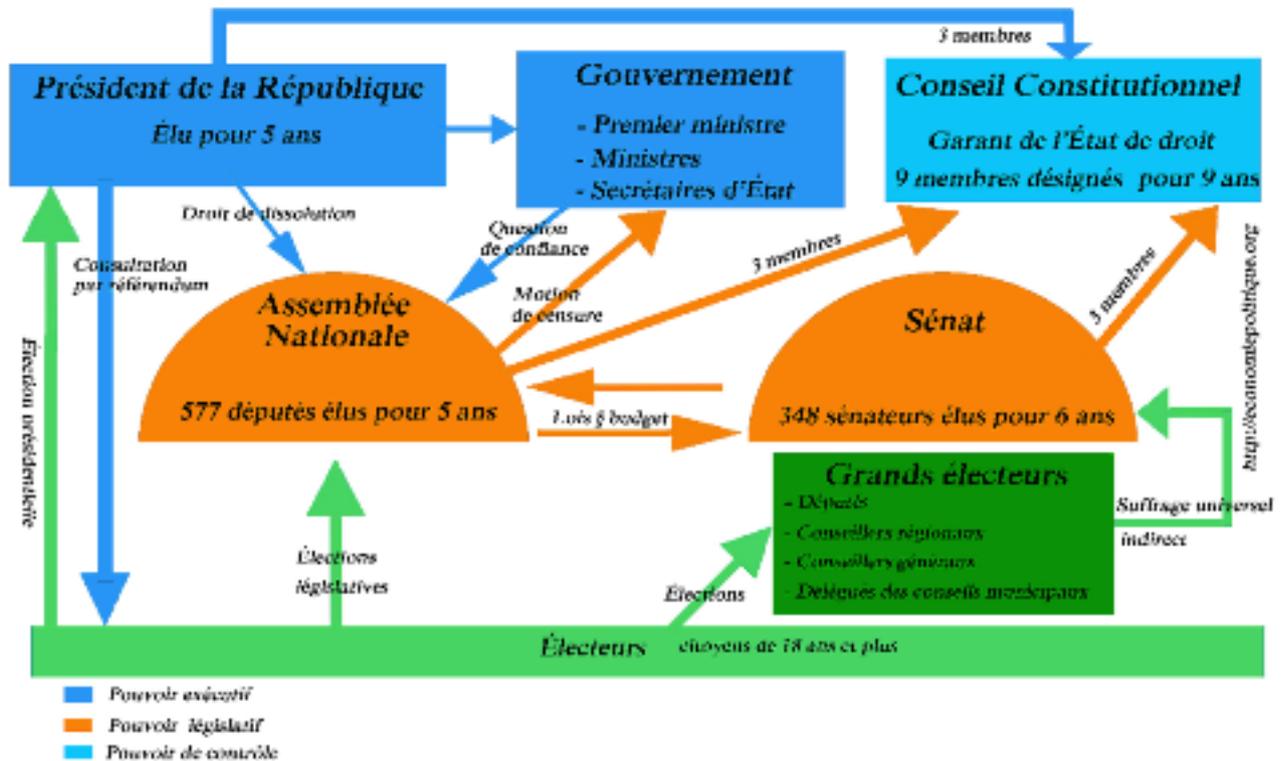
Il fut un temps où, sous la **III<sup>ème</sup> République**, la tradition politique était de mettre les meilleurs à l'**Assemblée nationale**, expression et lieu réel du pouvoir politique et d'en réserver quelques-uns pour être ministres, mission par définition temporaire et plus courte que le mandat parlementaire, comme un **bâton de Maréchal** de fin de carrière.

### ***La V<sup>ème</sup> République change la donne***

La **V<sup>ème</sup> République** a inversé le processus en constituant une majorité parlementaire aux ordres, mais en gardant une certaine représentation de délégation par les partis politiques; preuve de l'**impuissance du bonapartisme** à aller jusqu'au bout de sa mission: supprimer toute représentation politique par la libre organisation des citoyens, permise par la **loi de 1901** qui vit la naissance du premier parti politique, le **Parti radical et Radical-Socialiste**.

On envoyait les « *meilleurs* » au Gouvernement et on gardait les **Godillots** pour l'**Assemblée nationale**, le **Sénat** servant à récompenser les « *méritants* ».

## Les institutions de la V<sup>ème</sup> république



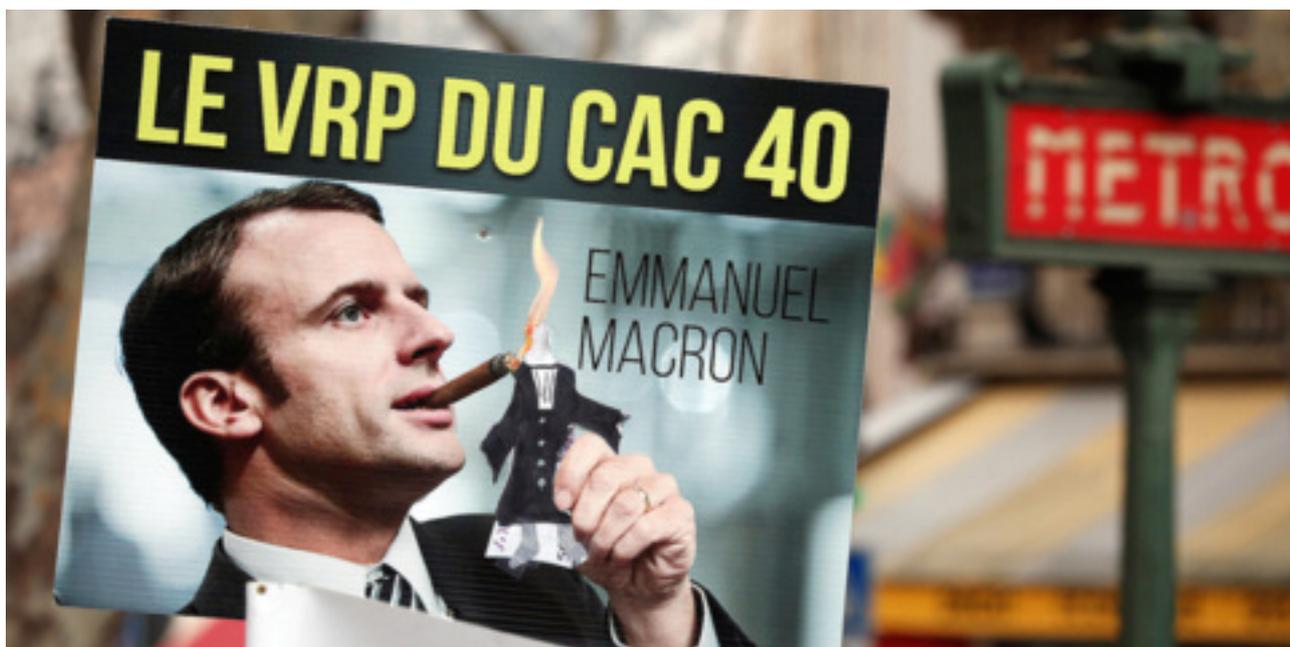
La crise des **Institutions de la V<sup>ème</sup> République** a fait que l'on a eu des gouvernements de Droite, de Gauche, des cohabitations Gauche/Droite, des cohabitations Droite/Gauche, à nouveau des gouvernements de Droite, puis de Gauche, puis de Droite. « *Gauche* » étant toujours entre guillemets et entre parenthèse.

On avait déjà eu droit à des tentatives sous le « **de Gaulle finissant** » avec **Michel Jobert**, né le 11 septembre 1921 à Meknès (Maroc), mort le 26 mai 2002 à Paris (Île-de-France). Français, gaulliste, puis gaulliste d'opposition, il fut **ministre des Affaires étrangères** entre 1973 et 1974 sous la présidence de **Georges Pompidou**, puis **ministre du Commerce extérieur** entre 1981 et 1983 sous la première présidence de **François Mitterrand**. Il participa à l'élaboration de la **Constitution instituant la V<sup>ème</sup> République**. (Source: *Wikipédia*).

Puis, il y a eu **Lionel Stoléru**, sous **Giscard**. Il est le fils de **Ilie Stoléru**, Juif originaire de Vaslui en Roumanie, et de **Fernande Blum**, Juive originaire d'Autriche. Sous le **Régime de Vichy**, toute sa famille est fichée en tant qu'israélite par la préfecture de la Loire-Inférieure (aujourd'hui Loire-Atlantique), mais elle échappe à la déportation. Son père est directeur technique des brasseries de la Meuse (situées sur le site de l'ancienne carrière de Miséry dans le quartier Chantenay à Nantes).

Il fait partie de tous les gouvernements sous la présidence de **Valéry Giscard d'Estaing** à partir de 1974. Il est **secrétaire d'État chargé de la Condition des travailleurs manuels** sous le premier gouvernement de **Jacques Chirac**, puis reconduit sous les gouvernements **Raymond Barre**. En 1988, il est élu député dans l'Oise avec l'étiquette «**Majorité présidentielle**», soutenu par le **Parti socialiste**, dans le cadre de l'ouverture au centre; il quitte son mandat au bout de deux semaines en raison de sa nomination au gouvernement de **Michel Rocard**. En 1993, il se représente sous la bannière de **Génération écologie**, mais est éliminé au premier tour. (Source: *Wikipédia*). Un vrai macroniste avant l'heure.

Enfin, **François Mitterrand** accélère le mouvement avec **Bernard Kouchner** et surtout **Bernard Tapie**. Entre le premier «**Un tiers-mondiste et deux tiers mondains**» et le second, l'affairiste en déroute, on a déjà une idée de la suite. Tous les mouvements de «**Droite comme de Gauche**» qui vont se succéder ensuite seront de la même veine avec des doses de «**Société civile**» plus ou moins fortes.



### *Le Macronisme, nec plus ultra de la Finance*

Devant cette impasse de gestion gouvernementale est survenu **Emmanuel Macron**, comme la possibilité d'une «**Troisième voie**», celle de l'éviction du **personnel politique traditionnel de la Bourgeoisie** par le remplacement par les **représentants directs de la Bourgeoisie**: la **Société civile**. On ne confiait plus le travail à un personnel fabriqué et formé pour cela, mais le **Capital financier** devait être directement aux manettes, sous la houlette du **Représentant-Président** de la **Banque Rothschild**. Plus d'intermédiaires, le **Capital** en direct. Les ministres sont maintenant sélectionnés pour être les **représentants-placiers** des intérêts directs du **Capital** et de la **Finance**. Être ministre revient à sa première signification: exercer un métier.

Le « **cycle perpétuel** » arrive à sa fin, plus rien ne marche, la crise se développe. Il ne reste plus que la menace de l'**extrême-droite** qui marche de moins en moins jusqu'au moment (proche) où cela ne marchera plus, et le résultat de toute cette instrumentalisation est que l'**extrême-droite au pouvoir** ne semble plus une idée incongrue pour certains. D'un certain point de vue, avec la **Macronie**, elle y est déjà.

On voit que **Macron** s'est livré à une véritable purge des **Énarques**. Cela ressemble étrangement à aux « **normalisations** » que l'on a connue dans les **Pays de l'Est**.

Mais les mêmes causes produisant les mêmes effets, **Macron** se retrouve dans la même situation que **de Gaulle** (le triomphe et le panache en moins). Celui-ci avait pris le pouvoir pour en finir avec « **le Régime des Partis** », mais dès 1958, il dut composer avec eux. On n'efface pas la tradition et la force de la représentation organisée de la politique par sa seule volonté.

La Politique, la « **Vieille Taupe** » de **Marx** creuse toujours.

### **Où en sommes-nous ?**

**Emmanuel Macron** a lessivé la ressource des cadres formés par l'**ENA**, en les remplaçant par la **Société civile**, parée des plus grandes vertus, ce qui a conduit à une impasse et une incompétence profonde. Il est obligé de composer avec « **le régime des Partis** » pour tenter, vainement de se trouver une majorité et une base politique. Il est dans une contradiction absolue : en finir avec les Partis, mais il a besoin d'un Parti, qui change de nom comme un caméléon. Il n'arrive ni à s'en passer, ni à le construire. C'est l'impasse.

C'est la même tragique impasse qu'a connu **de Gaulle** à la **Libération**, il ne s'en sortira que par le **Coup d'État du 13 Mai 1958**. Il est vraisemblable que **Macron** est dans la même problématique, d'où son instrumentalisation de l'**extrême-droite** qui ressemble fâcheusement à l'utilisation de l'**OAS** pour le **Général 2 étoiles**. C'est la volonté de s'en servir pour être un « **rempart** ».

Le **Bonapartisme** (même dans un état avancé de décomposition et d'impuissance, **impuissance** parce que **décomposé**, décomposé parce qu'impuissant) a toujours eu besoin de **Coups d'État** « *comme la nuée qui porte l'orage* ». Mais **Macron** n'est pas **de Gaulle**, loin s'en faut.

Il n'a plus rien dans sa besace, les renouvellements des gouvernements pour « **relancer** » les **quinquennats** sont une démonstration toujours croissante de la nullité et de l'inefficacité de sa « **politique** », toute entière soumise aux besoins du **Capital financier**. On pourrait

appliquer la désormais célèbre formule sur les albums des **Rolling Stones**: *Toujours pire que le précédent, toujours meilleur que le prochain.*

Là où la nullité apparaît de la manière la plus criante est sans doute au **Quai d'Orsay** où cette politique du « **Grand remplacement** » a fait des ravages et entraîne crise sur crise et ne débouche que sur l'impasse de l'effondrement du « **rayonnement de la France** », avec toutes les conséquences économiques désastreuses. C'est le paradoxe absolu: **l'Agent du Capital**, ardent défenseur de la **Mondialisation**, est celui qui nuit le plus aux intérêts du **Capital français** à l'étranger. Il fait d'ailleurs strictement la même chose du point de vue de **l'Armée**. C'est **Waterloo** tous les jours.

Et avec cela, il est doté d'un personnel « *politique* » frappé de nullité et d'incompétence. Dans les différents gouvernements d'**Emmanuel Macron** depuis 2017, hormis quelques ministres « **régaliens** », la majorité des ministres sont totalement inconnus, apparaissent et disparaissent aussi vite qu'ils sont venus.

### ***Le pouvoir est une passoire***

Depuis son entrée en fonction en mai 2017, le **Président Macron** a accepté la démission de **vingt ministres et secrétaires d'État**, notamment à la suite d'échecs électoraux ou d'affaires judiciaires: quatorze ministres, cinq secrétaires d'État, auxquels s'ajoute le Haut-Commissaire aux retraites auprès de la ministre des Solidarités et de la Santé, **Jean-Paul Delevoye**.



Ce décompte exclut les «*démissions de gouvernement*» présentées par les Premiers ministres **Édouard Philippe** et **Jean Castex**.

Le **bonapartisme macronien** n'a jamais eu aucune base sociale, et il en a de moins en moins. C'est le **Roi du Paradoxe** décidément! Le **Roi-Bonaparte-Jupitérien** est nu. Il suffira d'une poussée pour le faire tomber. D'où le recours toujours plus grand à la **violence policière d'État** pour réprimer tous les opposants. Mais les **chutes des dictatures** l'ont montré amplement, cela n'a qu'un temps et la réalité arrive toujours à se faire rappeler aux bons souvenirs des **Totalitarismes**.



La répression ne résout jamais rien, elle ne fait que faire tenir un peu plus longtemps, mais la fin est déjà programmée. Les seules inconnues sont le délai et la date. C'est la **Chute finale, Groupons-nous dès demain!**

*Christian Eyschen*



## DU MOUVEMENT SUR LES RETRAITES AU SOUTIEN À LA LUTTE DU PEUPLE PALESTINIEN : LE SYNDICALISME !

Un an après l'important mouvement syndical pour le droit à la retraite et contre la loi réactionnaire sur ce même sujet, qu'est-ce que celui-ci a-t-il su créer, quelles ruptures, quelles adaptations à un contexte qui a bien évidemment changé, quelles insuffisances persistantes? Ce court texte ne prétend pas répondre de manière exhaustive à toutes ces questions; et ces dernières ne couvrent sans doute qu'une partie des sujets à traiter.



Un des marqueurs importants du mouvement de 2023 a été le rôle joué par l'**intersyndicale nationale large**, rassemblant **CFDT, CGT, FO, CGC, CFTC, UNSA, Solidaires** et **FSU**. Nous ne revenons pas ici sur l'appui qu'elle offrait aux équipes syndicales menant campagne dans les entreprises et les services: l'unité est une demande récurrente des salarié·es et par son appel à «mettre la France à l'arrêt» début mars, suivi le soir-même d'un autre à «poursuivre et amplifier le mouvement», l'**intersyndicale** rompait avec de précédents refus confédéraux d'appeler à généraliser un mouvement reconductible, lors de mouvements similaires.

Lié à la dynamique nationale, l'**unité** fut forte au plan local. Nombre de collectifs militants ont mis cet aspect en avant: il était possible, souvent plaisant, et en tous cas efficace, de travailler ensemble, dans des configurations intersyndicales adaptées aux réalités locales. On parle bien ici du «local», au sens syndical des **Unions locales**; à l'échelle des **Unions départementales**, les situations étaient plus diverses. Un an après, quel prolongement à ces préparations de manifestations unitaires, ces prises de parole unitaires, ces repas conviviaux unitaires, ces réunions publiques unitaires, ces discussions informelles sur la nécessité de retisser une toile syndicale couvrant un maximum d'entreprises, d'associations, de services, peut-être en renonçant à se disputer des «parts de marché»?

De ce point de vue, le bilan semble mitigé. Le fait que pour une bonne part la **dynamique unitaire** venait du national et reposait sur les mots d'ordre nationaux explique en partie le recul unitaire au plan local: il ne s'agissait plus de décliner les appels nationaux, il fallait créer, construire, les événements locaux. C'est plus difficile, dès lors que l'envie est moins partagée, que les habitudes (bonnes et mauvaises) reprennent le dessus. Mais avant tout, cette situation montre l'insuffisante prise en compte d'un des bilans du **mouvement interprofessionnel national de 2023** (et de bien d'autres auparavant): croire qu'un tel mouvement, plus encore une **grève générale**, reconductible cela va de soi, est possible, sans se soucier de construire les outils syndicaux pérennes permettant un lien durable avec un maximum de travailleurs et de travailleuses, relève de la mystification.

Combien de défaites ouvrières encore, avant qu'enfin nous nous donnions les moyens de nos ambitions? L'**interprofessionnel**, ce n'est pas en plus de l'action de la section syndicale, du syndicat; l'interprofessionnel doit être une des activités de la section syndicale, du syndicat. À tous les niveaux, cela doit se retrouver dans les moyens qu'on accorde: les moyens humains, les moyens en temps, les moyens en argent, les moyens en termes de formation et d'information syndicales.

Et l'**intersyndicale nationale**? Elle persiste, mais on pourrait dire «*sans enthousiasme*». Les modifications intervenues dans les instances animatrices nationales de plusieurs organisations ne sont pas étrangères à cette modération. La dimension interpersonnelle ne doit pas être niée: la personnalisation n'est pas souhaitable, elle est peu compatible avec le **syndicalisme outil autonome d'organisation et de lutte des salarié-es**; il n'en reste pas moins vrai que les choses se réfléchissent, se discutent, se créent, se font, à partir d'individus; la confiance, le respect mutuel, se gagnent dans la durée. Au-delà de cet aspect, il y a aussi les évolutions politiques des organisations.

Depuis le **Congrès confédéral CGT** de fin mars 2023, chacun·e sait que des lignes ont bougé dans cette Confédération, notamment dans le rapport aux autres organisations. Une majorité du congrès a obtenu que soit gommée toute référence aux réflexions avec l'Union syndicale Solidaires sur l'avenir du syndicalisme, les possibilités ou impossibilités d'unité, d'unification, pour ne laisser mention que de la seule **FSU**, mais seulement dans une perspective d'absorption pour une partie de cette majorité. Un après sa mise en pratique, le débat sur les questions d'unité est en recul dans les équipes syndicales.

On peut s'en féliciter dans la mesure où il n'est pas souhaitable de décider à partir d'analyses nationales ne reposant pas sur des discussions dans les sections syndicales, les syndicats, les Unions locales. On doit aussi le déplorer, car refuser le débat, c'est faire le choix d'un statu quo par défaut, ce qui n'est jamais porteur de perspectives progressistes. Sur ce sujet aussi, il ne s'agit pas d'échanger à coup de formules, de slogans, mais de

discuter de ce qui est souhaitable, de la forme que cela peut prendre, etc., à partir des réalités et de notre volonté de construire un outil pour l'émancipation sociale.

Si l'appropriation de la dimension interprofessionnelle du syndicalisme est un enjeu important, il en est un autre, souvent moins bien partagé dès lors qu'il s'agit d'aller au-delà des déclarations de principe, des belles phrases de congrès: c'est l'**Internationa-**  
**lisme**. La tragique actualité en **Palestine** illustre ces difficultés, mais aussi les possi-



bles avancés. Il ne s'agit pas de livrer ici une analyse de la situation en **Palestine**. Une multitude de documents circule à ce sujet. Les quelques réflexions proposées n'ont d'autre ambition que de suggérer ce que pourrait être la solidarité syndicale internationaliste, c'est-à-dire quelque chose qui ait pour objectif de répondre aux besoins et aux demandes de celles et ceux qui sont sur place, plutôt que de s'empailler sur les mots qui sont ou ne sont pas dans un texte, voire sur l'ordre des dits mots; ceci, dans des textes qui ont pour point commun de ne rien changer, malheureusement, à la situation sur place.

Une fois dit cela, il est sans doute nécessaire de préciser qu'il ne s'agit pas là de naïveté. Bien entendu que les divergences autour de l'utilisation et de la place de mots comme «condamnation/horreur/massacre», «terroriste», «crimes de guerre», «**génocide**», «colonisation», «apartheid» et quelques autres ne sont pas anodins. La question est de savoir ce qu'on veut faire. S'il s'agit d'essayer d'organiser des actions de solidarité internationaliste sur une base de classe, antiraciste, anticolonial, antifasciste, alors quelques considérations assez simples devraient suffire à voir quel cadre commun est possible; et par conséquent, quelles alliances demeurent impossibles et lesquelles sont nécessaires.



### ÉVOLUTION DE LA PALESTINE DEPUIS 1946



La situation en **Palestine** est la conséquence du **colonialisme** mis en œuvre par «*les puissances occidentales*»<sup>1</sup>. C'est aussi le soutien de celles-ci, en premier lieu des **États-Unis** bien sûr, qui permet depuis des années la politique coloniale de l'**État israélien**, les occupations de territoire, y compris des «*territoires palestiniens*», expression compréhensible, mais tendancieuse puisque laissant penser que les autres parties ne sont pas la **Palestine**. Je ne m'étends pas sur l'horreur de ce que vivent les populations palestiniennes depuis des dizaines d'années. Je me permets de renvoyer à quelques documents de l'**Union syndicale Solidaires**: un numéro du *Bulletin international* (récent, mais écrit avant octobre 2023) et la *Revue internationale*, de 2020<sup>2</sup>, consacrée à ce sujet.

Bien entendu, de très nombreux autres documents pourraient être signalés. Précision: ne pas en dire plus sur la situation des **Palestiniens** et **Palestiniennes** dans ce court article ne signifie pas considérer que là n'est pas l'essentiel. C'est simplement ne pas vouloir récrire

<sup>1</sup> Rappelons qu'au début du 20<sup>ème</sup> siècle, c'était aussi, pour l'Angleterre, un projet (Balfour) pour se débarrasser de «ses» juifs; et, après la Seconde Guerre mondiale, ce fut le refus, par les pays occidentaux, d'accueillir les réfugié-es juifs rescapé-es des camps et donc le partage de la Palestine, avec le soutien de l'URSS.

<sup>2</sup> [www.solidaires.org/sinformer-et-agir/les-journaux-et-bulletins/solidaires-et-internationalistes/n120-special-palestine/](http://www.solidaires.org/sinformer-et-agir/les-journaux-et-bulletins/solidaires-et-internationalistes/n120-special-palestine/) et [www.solidaires.org/sinformer-et-agir/brochures/international/revue-internationale-n14-palestine-fragments-luttes-et-analyses/](http://www.solidaires.org/sinformer-et-agir/brochures/international/revue-internationale-n14-palestine-fragments-luttes-et-analyses/)

plus mal ce qui a déjà été décrit fort justement par bien d'autres; c'est aussi éviter, en voulant faire court, de minorer les oppressions, les expulsions, les humiliations, la violence, l'arbitraire, les arrestations, les destructions, les morts...

Les massacres organisés par l'**État israélien** depuis octobre sont inqualifiables. Ils se situent dans la suite de bien d'autres crimes perpétrés par l'État colonisateur, son armée, sa police, ses supporters d'extrême droite. Cela concerne **Gaza**, bien entendu, mais aussi la **Cisjordanie** où l'**État israélien** réprime, séquestre, attaque et tue également; et où il a délibérément organisé la colonisation dans l'objectif de rendre impossible tout **État palestinien**. Ces massacres viennent après un autre, celui organisé par le **Hamas**, le 7 octobre. Ils sont d'une échelle bien plus importante, ce qui ne justifie nullement le précédent. Pas plus que de dire que l'**État israélien**, ou du moins une partie de ses responsables, n'est pas exempt de responsabilités sur ce qui s'est passé le 7 octobre.

Le **Hamas** n'est pas un mouvement émancipateur. Le réaffirmer, ce n'est pas affaiblir la **Résistance palestinienne**. D'abord, parce que ce que nous disons ou écrivons ici n'a guère de portée sur ce qui est vécu sur place, d'autre part parce que le soutien «*inconditionnel*» mal compris est une absurdité. Utiliser l'expression «*soutien inconditionnel*» au sens de «*quoi que vous fassiez*», c'est reproduire les tragiques erreurs commises par une partie du mouvement ouvrier, notamment au fil du 20<sup>ème</sup> siècle. Se réserver le droit de critiquer, de douter, de discuter, ne signifie pas réduire son soutien; cela peut y conduire, en toute connaissance de cause, mais ce n'est pas l'objet premier.



L'argument selon lequel ce n'est pas à nous de décider de la forme et des moyens de résistance n'est pas recevable: avant tout parce qu'il ne s'agit justement pas d'en décider, mais d'avoir, le cas échéant, un avis sur la perspective émancipatrice ou non qui s'en dégage. Le différent n'est pas nouveau: au nom de la lutte contre le capitalisme, tout un courant du **mouvement ouvrier** a refusé, dénoncé et même combattu les critiques envers le **régime totalitaire en URSS**; d'autres ont soutenu les massacres du régime de **Pol Pot** au **Cambodge** car ils devaient conduire à un avenir radieux... pour autant, oui la destruction du régime tsariste en Russie était une bonne chose, oui la fin de l'impérialisme en Asie l'était aussi.

La situation actuelle oblige à se poser la question de ce que devrait et pourrait être une **action syndicale internationaliste** dans cette région du monde. On ne part pas de rien. Tout comme lors de l'invasion du territoire ukrainien par l'armée russe, nous nous sommes appuyé·es sur l'expérience des convois syndicaux vers la **Bosnie** ou la **Tchéchénie**, dans le cas de la **Palestine** nombre d'actions syndicales solidaires existent: les délégations sur place, les **témoignages de syndicalistes de Palestine** lors de rencontres internationales ou de congrès, les soutiens financiers à des projets concrets à **Gaza** ou en **Cisjordanie**, les flottilles de la liberté, la campagne **Boycott Désinvestissement Sanctions**, les contacts avec quelques collectifs israéliens aussi.

À partir de cela, on pourrait dégager quelques pistes pour le travail syndical :

- Tout d'abord, bien évidemment, reprendre contact avec les syndicalistes sur place; comme ailleurs, nous privilégions les **syndicalistes indépendant·es** des pouvoirs en place, de lutte, etc. Le **Réseau syndical international de solidarité et de luttes** essaie de maintenir les contacts avec le **syndicat des postiers (PPSWU)**, la **Fédération générale des syndicats indépendants de Palestine (GFIU)**, la **Nouvelle fédération des syndicats de Palestine (New fédération)**. C'est à nos camarades que nous devons nous adresser en premier lieu pour connaître leurs demandes, leurs besoins, pour leur donner un accès direct aux travailleuses et travailleurs des autres pays dans le monde.
- Pour autant, nous prenons en compte les réalités locales: en l'occurrence, l'**appel unitaire de nombreuses forces syndicales palestiniennes**<sup>3</sup>, daté de mi-octobre, ne peut être ignoré, ce qui n'oblige pas à tirer un trait sur la complaisance de certaines organisations vis-à-vis de l'**Autorité palestinienne**. Les demandes sont orientées vers l'expression d'un refus de la fabrication et du transport d'armes vers **Israël**, mais ils demandent aussi «*des mesures contre les entreprises complices qui participent à la mise en œuvre du siège brutal et illégal d'Israël*».
- Ce dernier point permet un lien direct avec la campagne de **Boycott, Désinvestissement, Sanctions**, lancée par de nombreuses organisations palestiniennes en... 2005<sup>4</sup>. Plus que jamais, c'est un cadre d'action décisif. Plusieurs entreprises françaises ont fait l'objet de campagnes visant à ce qu'elles cessent leurs investissements complices de l'occupation israélienne et de sa politique d'**apartheid**. Vu l'attitude de **Carrefour** qui refuse toute mesure en ce sens et s'enrichit même de ventes dans les colonies illégales en **Cisjordanie occupée**, cela pourrait être la cible d'une campagne de masse, assumée par le

---

<sup>3</sup> [www.laboursolidarity.org/fr/n/2913/appel-urgent-des-syndicats-palestiniens--mettez-fin-a-toute-complicite-arretez-d039armer-israel](http://www.laboursolidarity.org/fr/n/2913/appel-urgent-des-syndicats-palestiniens--mettez-fin-a-toute-complicite-arretez-d039armer-israel)

<sup>4</sup> [www.bdsfrance.org](http://www.bdsfrance.org)



mouvement syndical, un peu comme la **campagne de boycott des oranges Outspan** fut un symbole de la lutte contre l'**Apartheid en Afrique-du-Sud**, à compter des années 1970.

- Pour les organisations concernées, rompre toute relation avec la **Histradout**, Confédération syndicale israélienne qui est un rouage du système colonial et d'apartheid, devrait être une évidence ; comme son exclusion de la **Confédération syndicale internationale (CSI)**.
- Les liens avec ce qu'on nommait « *le camp de la paix* » en **Israël**, c'est-à-dire les quelques associations, groupes, courants refusant le colonialisme et l'apartheid doivent être maintenus.

Le mouvement syndical et les organisations progressistes et/ou révolutionnaires réclament un **cessez-le-feu en Palestine**. C'est la reprise d'un mot d'ordre de la **Résistance palestinienne**. Mais on ne peut s'empêcher de dire que le cessez-le-feu, s'il est nécessaire et urgent au vu des massacres perpétrés à **Gaza**, ne résout pas les questions politiques et

humaines de fond: **l'occupation des territoires, l'apartheid, les violences et discriminations quotidiennes**, etc. Le parallèle est saisissant avec **l'Ukraine**: la résistance syndicale et populaire ukrainienne ne saurait se satisfaire d'un cessez-le-feu qui entérinerait l'occupation du territoire par les forces armées du régime de Poutine!

Comme toujours, notre **action syndicale internationale** doit être ancrée dans notre quotidien, dans l'affrontement de classe là où nous nous trouvons. De ce point de vue, les gravissimes attaques à la liberté de manifestation et d'expression ne peuvent rester sans réponse. Si les cadres unitaires ont été quelque peu fluctuants, alors qu'il semblait s'en être créé un à l'occasion des manifestations contre les violences policières cet été, on peut noter que le syndicalisme a pris sa place dans ce combat ... qui n'est pas fini, loin de là.

Puisque la question de **l'antisémitisme** est présente dans les discussions relatives au sujet ici traité, disons, redisons que ce point n'est pas discutable. Aucune concession ne peut être faite sur le sujet. Pour autant, nous refusons que des actes antisémites soient utilisés pour effacer le crime en cours à **Gaza**. La confusion entretenue par certains courants politiques entre antisémitisme et rejet de la politique criminelle de **l'État israélien** est inacceptable. L'antisémitisme au prétexte de soutien aux **Palestiniens** et **Palestiniennes** n'est pas plus tolérable.

Nous agissons de façon pratique contre le racisme sous toutes ses formes dans nos entreprises, dans nos formations syndicales, nous n'avons de cesse de combattre ceux et celles qui sont effectivement racistes, ceux et celles qui couvrent leurs pratiques. Et, faut-il le préciser, cela ne peut se faire avec **l'extrême-droite**, avec les **fascistes**, avec les **racistes**, avec les **antisémites**, avec les **suprématistes**, avec les **fondamentalistes religieux**.



Un dernier mot, à propos de la guerre. On peut comprendre les discussions sur certains termes dans la mesure où leur utilisation ou non a des conséquences sur ce qui est envisageable en matière de **Droit pénal international**. Mais dans bien des cas, ce n'est pas de de cela dans les échanges ou invectives qui inondent les milieux militants. Pourtant, à quoi cela rime-t-il de contester qu'il y ait des crimes commis lorsqu'il y a la guerre? Quel sens cela a de discuter un niveau d'acceptabilité de tueries incluant des enfants? Et même lorsque ce ne sont pas des enfants, ne peut-on s'entendre sur le fait que la défense des vies humaines est préférable aux dynamiques de mort?

Évidemment, cela devrait amener à traiter, en profondeur, dans la durée et au sein de nos **organisations syndicales** (pas seulement!) des questions de désarmement, de production d'armes, de reconversion des usines d'armement, de non-violence active, de désobéissance civile, de démocratisation de la sécurité collective, etc.

*Christian Mahieux*



---

## L'ACTION INTERPROFESSIONNELLE DANS LE SYNDICALISME EST-ELLE UN MOYEN EFFICACE DANS LE COMBAT SOCIAL ?

Grande question, difficile à traiter sous le *triptyque thèse - hypothèse - synthèse* qui lui donnerait une certaine froideur académique, alors que le sujet est humainement brûlant et ne peut laisser indifférent quiconque s'intéresse un tant soit peu au **Mouvement ouvrier**.

Un syndicat est une organisation qui défend les droits collectifs et individuels, qu'ils soient sociaux, économiques et/ou professionnels des Travailleurs. Attaché aux valeurs de solidarité entre tous les travailleurs et de manière intergénérationnelle, cela implique une organisation structurée et unie, ainsi capable de porter avec plus de force la voix de ceux qu'elle représente et de la faire entendre.

Plus forts ensembles, certes, mais pas n'importe comment, le **Syndicalisme** est une action collective mais organisée, ce qui est absolument fondamental.

S'agissant du **Syndicalisme interprofessionnel**, il est aussi dénommé **Syndicalisme confédéré**. Une Confédération syndicale est une organisation ayant vocation à représenter l'ensemble des salariés. Le terme apparaît pour la première fois en France lors du **Congrès de Limoges**, du 23 au 28 septembre 1895, lors de l'unification de la **Fédération nationale des Syndicats** et de la **Fédération des Bourses du travail de France et des colonies**.

Il s'agit là de l'événement essentiel de la fondation du syndicalisme que nous connaissons de nos jours. Jusque-là les congrès des syndicats étaient des **congrès de corporations**, diverses et variées. Le terme de corporation est, dans ce cadre, issu de l'organisation du monde du travail sous l'**Ancien-Régime** jusqu'au 19<sup>ème</sup> siècle.

Mais ce genre de segmentations devient désormais caduque. Avec la fondation de la **CGT**, c'est l'ensemble du monde ouvrier et au-delà (employés, fonctionnaires...) qui s'unifie pour mieux défendre ses intérêts.

De nos jours, le fleurissement de collectifs n'est pas fondamentalement une véritable nouveauté. Ils succèdent aux **coordinations** et ils ont en commun une aversion du **Syndicalisme** en général et du **Syndicalisme interprofessionnel** en particulier.

Si certains pensent ardemment que c'est l'émergence d'une nouvelle forme de représentation, où les luttes sociales et sociétales peuvent cohabiter sans se percuter, d'autres pensent, tout aussi fortement, que c'est au contraire un recul, non seulement dans la forme, mais aussi et surtout sur le fond.

Si l'objectif est réellement de défendre les intérêts des ouvriers, il est pour le moins compliqué de mélanger l'**intérêt général des citoyens**, qui est d'essence éminemment politique, avec la défense des **intérêts très particuliers des salariés** qui est profondément syndicale. Des choux additionnés à des fleurs n'ont jamais donné des choux-fleurs!

Ces groupes s'apparentent dans les faits à des mouvements pré-syndicaux. Dans ce cadre assistons-nous à un remake de **Retour vers le futur** et est-ce une régression nécessaire? Rien n'est moins sûr.

Depuis les des **Gilets-Jaunes** ces formes de mouvements, ont une certaine audience; le nier reviendrait à nier les évidences.



Dernier exemple en date à la **SNCF**, où un collectif auto-organisé de salariés, s'appuyant sur la force des réseaux sociaux et une colère sociale sans filtre vient d'élaborer un week-end de grève en plein départ des vacances d'hiver 2024.

Ces collectifs refusent de facto d'être représentés par les organisations syndicales, mais n'hésitent pas à les solliciter pour déposer des préavis de grèves qu'eux-mêmes ne sont pas en capacité de déposer. Ils exigent en outre un dialogue direct avec les directions... qui rejettent ces demandes! Ces groupes initient un phénomène encore limité à quelques grandes entreprises souvent structurées en plusieurs métiers, ou à des métiers très identifiés et mobilisables comme tels.

**Coordinations** ou **collectifs** tentent de créer parallèlement à leurs revendications un rapport de force avec les **directions des organisations syndicales** qui sont d'office considérées

comme traîtres à la cause des salariés. Ils partagent cette propension à passer outre les **Syndicats** quand la revendication catégorielle voire ultra-catégorielle n'est pas satisfaite.

Ils prétendent reposer sur une base plus large que les organisations syndicales en regroupant syndiqués et non-syndiqués et récusent la pratique du dialogue social habituel qu'ils jugent dépassée. Ils entretiennent une véritable défiance à l'encontre de la forme traditionnelle de **délégation du pouvoir syndical** et recherchent d'autres rapports, plus proches du **mandat impératif**.

Cette pression vise à interdire toute négociation en dehors de la **coordination** ou du **collectif** qui apparaissent alors comme seuls légitimes.

C'est une forme de **démocratie directe** avec ses propres codes : quelques délégués élus et révocables à tout moment sur la base d'un mandat discuté et voté à main levée dans des assemblées générales. Ce qui revient à dire un homme égale une voix, mais uniquement sa voix.

Cette forme de **corporatisme**, sous des dehors très ouverts et très libertaires rencontre indéniablement un certain succès. Mais les raisons de ce succès sont aussi les raisons de leurs échecs: le refus de se structurer leur interdit inexorablement de faire surgir des revendications communes et rend quasiment impossible toute représentation du mouvement.

Cela les différencie, historiquement et fondamentalement, d'autres structures temporaires de mobilisation ou multisectorielles qui ont existé dans l'histoire, comme les **Conseils ouvriers** ou les **Soviets**.

Ces **collectifs** ont pour beaucoup, une particulière aversion du **Mouvement ouvrier** interprofessionnels organisé et adoptent des postures extrêmement pressantes, vis à vis des responsables syndicaux. Ils prônent auprès d'eux, dans une posture totalement schizophrénique, l'unité de toutes les organisations syndicales à tout prix et de préférence sur la base de leurs revendications!

Les **Réseaux sociaux** sont utilisés comme moyens de propagandes et d'informations. C'est la religion de l'**immédiateté** et d'un système de pensée consommable, qui s'adapte à une pseudo-demande plus ou moins latente de nouvelles voies et de nouveaux moyens de s'émanciper, en dehors du mouvement ouvrier organisé. La réflexion sur les causes (le passé) et les effets des actions (présentes et à venir) sont souvent parcellaires, partiales et sectorisées. La dimension interprofessionnelle, et donc de l'unité de tous les travailleurs, est bannie de ces raisonnements.



Ce mirage de l'unité parfaite et totale, tant voulue par ces groupes et d'autres... est pourtant mortifère à plusieurs titres. Elle se traduit trop souvent par une forme d'unicité castratrice où les caractéristiques des uns et des autres sont au mieux diluées, au pire annihilées les exemples sont hélas nombreux.

**Fernand Pelloutier, anarcho-syndicaliste et créateur des Bourses du Travail** avait, il y a plus d'un siècle, déjà très justement théorisé l'**illusion de l'unité**. Il aimait à dire préférer à l'unité du nombre, l'unité d'aspiration mille fois plus puissante.

Ce qui pourrait se traduire en clair par : **marchons séparément, mais frappons ensemble!**

Le **combat social** est inhérent au **mouvement ouvrier**, il en est la substantifique moelle. Dans une société organisée en classes, c'est le **Mouvement ouvrier interprofessionnel** qui constitue la grande majorité de la classe ouvrière, et c'est à lui d'impulser pour l'essentiel la lutte des classes; ce qu'il a d'ailleurs déjà démontré à de multiples reprises.

Pour autant les choses ne sont pas aussi simples que cela, et de nombreuses difficultés se dressent devant l'**Action interprofessionnelle**, qui l'empêchent d'être réellement efficace.

Le dernier conflit sur les retraites a démontré une nouvelle fois, qu'au moment crucial de la bagarre, à l'instant où toutes les forces de la classe ouvrière auraient pu s'engager pour faire véritablement basculer la situation, cela n'a pas été le cas pour des raisons diverses et variées... dont certaines sont très éloignées des intérêts matériels et moraux des salariés...

Les **Unions Départementales** ont joué un rôle essentiel entre informations, organisation, coordination qu'il a été nécessaire de mettre en place tout au long des six mois qu'a duré

le conflit. La **classe ouvrière** a donc encore subi une défaite, certes, mais à ce jour elle n'est pas défaite, bien au contraire et les adhésions syndicales affluent.

Reste maintenant et comme toujours, un immense travail d'information mais aussi et surtout de formation car **ce qui manque à l'ouvrier, c'est la science de son malheur!** (Fernand Pelloutier). Cette sentence est à ce jour, plus que jamais hélas, totalement d'actualité.

Faire prendre conscience aux salariés qu'ils doivent se regrouper n'est pas tâche aisée, dans une société qui pousse à l'**individualisme** et au repli sur soi sous la trompeuse apparence d'une liberté virtuelle; dans une société où l'on a des centaines d'amis sur **Facebook**, mais aucun camarade, des milliers de «likes», mais pas un seul engagement dans la Cité...

Se regrouper, s'organiser, se syndiquer, se fédérer, se confédérer c'est donner du poids à l'**Action interprofessionnelle**, c'est tenter de comprendre les enjeux du combat social sans réagir épidémiquement. C'est aussi combattre la politique du chien crevé au fil de l'eau.

C'est appréhender que la **Classe ouvrière** peut être très puissante si elle s'agrège dans le **Syndicalisme interprofessionnel**; à l'exact opposé d'un corporatisme délétère.

C'est concevoir que l'**Interprofessionnel** est un des seuls moyens efficaces de faire avancer le combat social en notre faveur.

Depuis l'invention de la roue, l'homme n'a pas trouver mieux pour rouler. Depuis que le **Syndicalisme interprofessionnel** s'est constitué, même s'il est imparfait c'est une évidence, la **Classe ouvrière** n'a pas trouvé mieux pour s'exprimer.

Bien entendu, toutes ces considérations seront qualifiées de **has been** par bon nombre de tenants des nouvelles méthodes d'**actions visibles** et surtout **réseaux socialisables**. Tous ceux qui tentent depuis des années de nous infuser l'intérêt général, l'équité, la déflation et le sauvetage de la planète... en lieu et place des **revendications de la Classe ouvrière**, ne seront pas d'accord sur ce postulat.

Nous tenterons de nous en remettre, et en tant que bon matérialiste, il n'est peut-être pas inutile de rappeler ce que disait **Karl Marx**: ce n'est pas la conscience des hommes qui déterminent leur existence, c'est au contraire leur existence sociale qui détermine leur conscience.

**Jean-Vincent Boudou**



---

## ÉTATS-UNIS, EUROPE, CHINE, RUSSIE ET AUTRES BRICS : UN VIEUX MONDE INSTABLE ET DANGEREUX, MAIS CONTESTÉ

« On fait la guerre quand on veut, on la termine quand on peut »

Nicolas Machiavel, *Le Prince*

Interroger les rapports économiques et politiques entre les États-Unis, la Chine, la Russie et les autres puissances émergentes (Brésil, Inde, Afrique du Sud) et tenter d'en deviner l'évolution probable, à supposer que cela soit raisonnablement possible, revient à examiner l'ensemble de la situation mondiale. Consécutive à la chute du **Mur de Berlin**, la globalisation de l'économie mise en œuvre à partir des années 1990, qui est en quelque sorte l'acmé de la mondialisation du marché capitaliste à l'œuvre depuis le 16<sup>ème</sup> siècle.

Elle constitue le décor aujourd'hui bien défraîchi, bien que peint à l'origine en trompe-l'œil aux couleurs d'un espoir de prospérité sans limite au bénéfice d'une pseudo-démocratie généralisée, dans lequel se déroule la reconfiguration actuelle du monde tel qu'il se présentait au sortir de la **Seconde Guerre mondiale**. Dans la mesure où cette globalisation connaît un afflux de critiques venues de la profondeur des peuples, elle nourrit en effet désormais, en retour, des aspirations légitimes d'émancipation sociale et/ou nationale, voire, à l'opposé, des discours nationalistes inquiétants.

Créée en 1995 pour impulser la généralisation de l'abaissement des barrières douanières, même si la première puissance économique d'alors, les États-Unis, a pris bien des libertés en la matière, l'**Organisation mondiale du commerce (OMC)** est entrée dans une phase de déclin à compter de la crise financière mondiale de 2008-2010: elle a ainsi suivi à bas bruit celui, plus général, du multilatéralisme instauré en 1945 avec la création de l'**Organisation des Nations-Unies (ONU)** et de ses agences ou la succession des difficultés de l'**Union européenne (UE)**. En dépit du maintien de la globalisation, les confrontations politiques et économiques entre États reviennent donc sur le devant de la scène au prix d'une résurgence de la guerre dite de haute intensité après les années de confrontation d'armées régulières avec des groupes terroristes ou des régimes qualifiés comme tels, d'ailleurs au départ le plus souvent impulsés ou soutenus par les puissances impérialistes.

La situation de bascule dans laquelle se trouve le monde actuel se traduit par son instabilité qui est à la fois source d'inquiétude et d'espoir d'émancipation.

### *Une période de retournement*

Deux éléments modifient en profondeur la situation mondiale: d'une part, le déclin des pays du **Groupe des sept (G7)** (États-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie

et Canada), notamment des États-Unis, confrontés à l'émergence de nouvelles puissances; d'autre part, la recherche d'un nouveau souffle pour maintenir le taux de profit du capital, notamment par le biais militaire.

**- La redistribution des cartes: un jeu plus ouvert**

De 1980 à 2022, en volume et en valeur exprimée en dollars courants, le produit intérieur brut (PIB) mondial et le commerce international, dans le cadre de la globalisation, ont été respectivement multipliés par quatre et presque huit selon une étude de l'**Institut national des statistiques et des études économiques (INSEE)**. Actuellement, les services, notamment financiers, représentent 70,5% du PIB, l'industrie 26,5% et l'agriculture 3,0%. Pour information, le rapport entre le montant des transactions financières et celui du PIB mondial nominal s'est considérablement accru: de 15,3 en 1990, la valeur de ce ratio est passée à près de 64 en 2007. Il était de 3 en 1914. Le **Capital financier** domine sans conteste l'économie réelle, à une échelle inégalée depuis l'émergence de l'impérialisme.

En fin de période, cette évolution globale a masqué un autre phénomène, celui de la montée en puissance du groupe des pays émergents créé en 2001, le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud (**BRICS**). Mesuré en parité de pouvoir d'achat (**PPA**), leur part dans le **PIB PPA** mondial est passée de 20,0% en 2003 à 28,7% en 2013 et 32,1% en 2023. Dans cet ensemble, la Chine a fait preuve d'un dynamisme exceptionnel: elle représentait près de 19,0% du **PIB PPA** mondial en 2023 au lieu de seulement 9% vingt ans plus tôt. L'Inde a également renforcé son poids économique pendant cette période: il est passé de 5 à 9% environ du **PIB PPA** mondial.

Par suite, l'influence des pays développés du G7 dans l'économie globale a diminué. Elle a reculé de 41,5% à 29,9% de 2003 à 2023, celle propre aux États-Unis ayant baissé de près de 20% à environ 14%. La crise des prêts hypothécaires de 2007-2008 ayant abouti notamment à la faillite de la **banque Lehman Brothers** a accéléré ce décrochage américain. Désormais, le **PIB PPA** de la Chine est supérieur à celui des États-Unis: l'économie-monde définie par **Fernand Braudel**<sup>9</sup> s'est déplacée en Extrême-Orient. Quant au reste du monde, sa contribution à la richesse globale est demeurée stable au cours de ces vingt années: de l'ordre de 38 à 39%.

---

<sup>9</sup> Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme: XV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle*, tomes 1, 2 et 3, Éditions Armand Colin, 1979.

Le tableau suivant résume ces constats :

Répartition du PIB PPA de 2003 à 2023			
Zones	G 7	BRICS	Reste du monde
2003	41,5	20,0	38,5
<i>Dont États-Unis</i>	20,0		
<i>Dont Chine</i>		8,0	
2013	32,5	28,7	38,8
<i>Dont États-Unis</i>	16,0		
<i>Dont Chine</i>		15,0	
2023	29,9	32,1	38,0
<i>Dont États-Unis</i>	14,0		
<i>Dont Chine</i>		19,0	

Source : FMI et Statista

Sans qu'il y ait de corrélation mécanique entre les mutations survenues dans l'inégalité des niveaux de puissance économique des États et les changements affectant leurs rapports de force politiques, ces derniers ont néanmoins également connu une évolution défavorable s'agissant des pays du G7.

Avant même que l'**Union soviétique** ait cessé d'exister à la suite notamment de l'échec, en août 1991, du coup d'État de la fraction stalinienne hostile à la politique conduite par **Mikhaïl Gorbatchev** de restauration définitive du capitalisme dans une Russie exsangue au profit d'une clique d'oligarques, les États-Unis se comportaient déjà comme une «*hyperpuissance*» pour reprendre la notion d'**Hubert Védrines**<sup>10</sup> selon qui «*[...] la suprématie américaine [s'exerçait] aussi bien sur l'économie, la monnaie, la technologie, les domaines militaires que sur les modes de vie, la langue et les produits culturels de masse qui submergent le monde [...]*».

Dès l'été 1990, ils constituaient une coalition de trente-cinq pays aux fins d'envahir l'Irak qui s'emparait du **Koweït** auquel Bagdad reprochait ainsi qu'à l'Arabie-Saoudite, les alliés indéfectibles des États-Unis au Moyen-Orient, de ne pas respecter le contingentement de leur production de pétrole fixé par l'**Organisation des pays exportateurs de pétrole**

<sup>10</sup> Voir Hubert Védrines, *L'Hyperpuissance américaine, Les notes de la Fondation Jean Jaurès*, n°17, septembre 2000.

(OPEP) et de consentir ainsi à la baisse du prix du baril. En effet, les États-Unis profitaient de cette situation de chute des cours – dérisoire en 1985, les importations américaines de pétrole auprès de l'Arabie-Saoudite atteignait près de 1,5 million de barils par jour en 1990<sup>11</sup>. En revanche, l'Irak voyait diminuer ses ressources et, par suite, sa capacité de remboursement de son importante dette extérieure à l'égard de l'Arabie Saoudite et du Koweït, qui s'élevait alors à soixante milliards de dollars.

Si, en 1991, **George Bush** père a résisté aux sirènes des néoconservateurs, inspirés notamment par **James Burnham** et **Irving Kristol**, en refusant d'aller à Bagdad pour renverser **Saddam Hussein**, en revanche, son fils **Georges W. Bush** y a cédé en 2001 en s'entourant de **Paul Wolfowitz**, **Richard Perle** et **William Kristol**, figures éminentes du *Projet pour le nouveau siècle américain*, un cercle de réflexion fondé en 1997 préconisant la domination sans partage du monde par les **États-Unis**.

Née dans l'euphorie de la chute de l'**Union soviétique**, la démesure américaine s'est toutefois rapidement heurtée à des obstacles majeurs. Pour la première fois de son histoire, une agression extérieure a frappé ce pays, le 11 septembre 2001 : un commando d'**Al Qaïda** a provoqué 3000 morts en percutant en avion deux tours jumelles à **New-York** et en endommageant le **Pentagone**.



---

<sup>11</sup> L'un des buts de guerre était même de mettre fin à la nationalisation du pétrole irakien.

Les ripostes entreprises pour combattre un terrorisme islamiste initialement suscité par **Washington** contre l'**Union soviétique** lorsque celle-ci occupait l'**Afghanistan**, ont échoué à long terme. En 2001, une coalition occidentale est intervenue en Afghanistan pour déloger les **Talibans**. Vingt ans plus tard, l'armée américaine pliait bagages en leur donnant les clés du pays.

En 2003, au prix de mensonges d'État sur la présence présumée d'armes de destruction massive en Irak, les **États-Unis** et le **Royaume-Uni** envahissaient à nouveau ce pays après douze ans d'embargo et des milliers de victimes de la faim et du manque de médicaments et de produits de première nécessité. Non seulement, l'unité occidentale de 1990 s'était fissurée treize ans plus tard la **France** refusa alors de participer à une guerre de nature à déstabiliser la région pour des décennies – mais le projet tendant à remodeler l'Orient aux couleurs de l'Amérique fit long feu. De 2009 à 2011, eut lieu le retrait progressif des troupes américaines, cette guerre ayant entraîné 500000 morts, coûté 2000 milliards de dollars et renforcé le poids de l'Irak dans la région, un pays contre lequel **Washington** avait pourtant poussé l'**Irak** à entrer en guerre en 1980.

Acquise dès 2005 à la contestation de la guerre en Irak, l'opinion américaine a regagné progressivement le lit de l'isolationnisme traditionnel: la doctrine de **Thomas Woodrow Wilson** repeinte aux couleurs du 21<sup>ème</sup> siècle prenait du plomb dans l'aile, sans pour autant que celle de **Thomas Jefferson** – préserver la république américaine des influences funestes de l'extérieur – eût regagné du terrain.

Aujourd'hui, l'**État fédéral** est en proie à une forme de doute existentiel. Pour des raisons économiques, il s'interroge notamment sur l'ampleur de son aide militaire en faveur des pays tiers. Le repli des États-Unis est en marche: au plan interne, les inégalités sociales et ethniques, assorties de violences en tous genres, minent le pays tandis que le personnel politique du **Premier impérialisme mondial**, aux mains de vieillards, est incapable de poursuivre le rêve messianique de la bourgeoisie protestante. Au plan extérieur, le pays profond entend s'impliquer moins dans les conflits qui fleurissent un peu partout, à la différence des élites, notamment des dirigeants du **Parti démocrate**. En effet, pour le capital financier américain, l'émergence de la **Chine** et ses ambitions de nouvelle puissance, de même que la volonté de la **Russie** d'affirmer les siennes, contrarient cette aspiration à une neutralité relative.

À la fin des années 1970, **Deng Xiao Ping** avait recommandé à la **République populaire de Chine** et à la bureaucratie au pouvoir depuis 1949 de réinsérer le pays dans le concert à caractère impérialiste des nations et de faire preuve d'une forme de discrétion et de neutralité au plan international, bien que la Chine fût membre permanent du **Conseil de sécurité de l'ONU** depuis 1971 à la place de **Taïwan**. Si le pays a profité de la globalisation

et de l'accroissement de la division du travail à l'échelle planétaire pour réintroduire, à côté de l'économie socialisée et sous la conduite du parti, le capitalisme, en revanche, il a infléchi sa doctrine en matière diplomatique à la suite de l'essor de sa puissance économique.

En 2001, la **Chine** a rejoint l'**OMC** et créé l'**Organisation de coopération de Shanghai** (Russie et républiques d'Asie centrale). En 2004, elle a engagé une politique d'influence culturelle en multipliant à travers le monde des **Instituts Confucius**. Au sein de l'**ONU**, elle a eu à cœur d'être le meilleur élève dans la participation aux différentes forces de maintien de la paix. À partir de 2017, elle s'est davantage impliquée dans le multilatéralisme en prenant la présidence ou le secrétariat général de l'Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture, de l'**Union internationale pour les télécommunications**, de l'**Organisation des Nations-Unies pour le développement industriel** ou de celle pour l'**aviation civile**.

De surcroît, en appui à l'**Union africaine**, elle a contribué fortement à l'élection d'un Éthiopien au poste de directeur général de l'**Organisation mondiale de la santé (OMS)**, en 2017. Sur le plan des relations bilatérales, elle a, d'une part, noué un partenariat stratégique avec la **Russie** en 1996, d'autre part, mis un terme à son litige frontalier avec l'**Inde** remontant à 1962, sans toutefois le vider complètement, enfin, renforcé son influence en **Afrique** au moyen notamment d'un plan de développement.

Dans ces conditions, dans le cadre du partenariat de grande puissance avec la **Russie**, la **Chine** paraît s'employer à devenir le chef de file de ce que d'aucuns désignent un peu hâtivement sous les termes de **Sud-Global**, un ensemble hétéroclite d'États émergents ou en voie de développement dont la contestation de la globalisation sous hégémonie américaine sert de fragile ciment. L'élargissement du groupe des **BRICS** en 2024 à six nouveaux pays en est un signe (**Arabie-Saoudite, Argentine, Égypte, Émirats arabes unis, Éthiopie, Iran**). Plus de trente autres États sont candidats à l'adhésion à ce groupe.

Par ailleurs, la **Chine** entend étendre son influence économique en ouvrant de nouvelles routes terrestres de la soie vers l'Europe à travers l'Asie centrale, l'Iran et la Turquie au Sud et la Russie au Nord. Elle sécurise également les routes maritimes par lesquelles transite le fret en provenance de ses ports parmi lesquels figurent six des dix plus importants du monde sans compter **Hong Kong**. Enfin, elle est devenue le deuxième partenaire des pays d'**Amérique latine** en 2015: le géant chinois a décidé de jouer sérieusement dans l'**arrière-cour des États-Unis**, devenue à cette époque hostile aux dictatures militaires imposées par Washington.

De son côté, sous la direction de **Vladimir Poutine**, la Russie a constamment œuvré au rétablissement de son lustre impérial passé. Dans cette perspective, elle a d'abord rétabli

son économie: très faible en 1992, son **PIB** a crû fortement depuis 2000, passant de moins de 300 milliards de dollars à 2200 milliards en 2013 avant de redescendre à 1900 milliards de dollars en 2021, à la veille de la guerre avec l'**Ukraine**. À la différence du reste de l'économie mondiale, la part de l'industrie, de l'ordre de 30%, reste encore relativement importante dans la valeur ajoutée globale de la Russie dont les perspectives de croissance sont plutôt bonnes. Cette proportion concerne principalement le secteur de l'énergie.

Dans ces conditions, la **Russie** dispose désormais d'importants atouts: elle est un des premiers exportateurs nets de produits agricoles et agroalimentaires (blé, orge, oléagineux, huile) vers la **Chine** et des pays du Sud; elle construit des centrales nucléaires et la société **Rosatom** est un opérateur incontournable pour l'approvisionnement en uranium enrichi des équipements européens, tout particulièrement en Europe de l'Est; sur le plan militaire, elle possède la technologie pour fabriquer des missiles hypersoniques et construire des drones tout en ayant noué un solide partenariat avec l'Iran pour en acquérir auprès de ce pays.

Sur le plan politique, la Russie a bien sûr fait en sorte de renouer des relations très fortes avec le continent africain où l'**ex-Union soviétique** avait mis en place de très solides réseaux. Elle a apporté à différents pays d'Afrique une assistance militaire qui a revêtu dans un passé récent la forme de l'intervention des **Milices Wagner**, aujourd'hui dissoutes à la suite de la disparition de leur état-major dans un opportun accident d'avion.



Elle a fourni également gratuitement des milliers de tonnes de blé à différents pays africains, comme le Mali. Enfin, deux **Sommets Russie-Afrique** ont eu lieu en 2019 et 2023, respectivement à Sotchi et Saint-Pétersbourg. Par ailleurs, une communauté d'intérêts s'est progressivement établie avec d'anciens rivaux de toute éternité, notamment la Turquie et l'Iran.

Sur le fondement d'ailleurs de liens culturels forts, la **Russie** a revendiqué une sorte de droit d'influence sur certains pays ayant accédé à l'indépendance à la suite de l'effondrement de l'**ancienne Union soviétique**. Au lieu de respecter ce besoin de sécurité, les États-Unis, par le biais l'**Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN)** ont multiplié les provocations: extension de l'alliance atlantique à de nombreux pays d'Europe de l'Est après la chute de l'Union soviétique, voire désormais à des pays neutres comme la Finlande et bientôt la Suède; déploiement de missiles américains en Pologne et en République tchèque à partir de 2007; équipement des armées de ces pays en matériels américains. Ainsi, la République tchèque vient d'acquérir vingt-cinq avions F.35.

### ***- La recherche d'un nouveau souffle dans la guerre et la lutte contre le réchauffement climatique***

Dans la mesure où l'**Impérialisme** s'est avéré incapable de porter l'**Humanité** dans son ensemble vers une nouvelle étape historique de son émancipation des contraintes de la rareté – à la différence du capitalisme de la révolution industrielle et en dépit des très rudes conditions d'exploitation imposées alors par celui-ci au prolétariat naissant –, les profonds changements économiques et politiques qui affectent le monde depuis deux décennies attisent à nouveau gravement les tensions entre les États dans un contexte de décomposition lente du multilatéralisme instauré en 1945.

Dans ces conditions, au prix de contradictions, le **Capital financier** cherche une planche de salut, d'une part, dans l'**industrie militaire et la guerre** – le moyen ultime de détruire un capital pléthorique et de la force de travail de manière à relancer la machine ultérieurement –, d'autre part, dans les promesses de profit dans divers domaines, en particulier celui de l'adaptation des sociétés au changement climatique.



Les **crédits de guerre** ont augmenté considérablement. À l'échelle de la planète, les dépenses militaires ont atteint 2240 milliards de dollars courants en 2022, soit 2,2% du **PIB mondial** et près de 85% de celui d'un pays comme la France. Mesurées en dollars de 2017, elles ont progressé d'un tiers de 1990, fin de la guerre froide, à 2022, début de la **guerre russo-ukrainienne**, et de près de 85% par rapport à 1998.

Le tableau suivant résume ces données :

Évolution des dépenses militaires mondiales de 1990 à 2022					
En milliards de dollars de 2017					
Année	1990	1998	2011	2018	2022
Montant	1411	1014	1728	1780	1876
Indice	100,0	71,9	122,5	126,2	133,0

Source : Statista

En dollars courants, les **dépenses militaires des États-Unis** ont atteint 757 milliards de dollars en 2022, soit un tiers de celles enregistrées pour l'ensemble du monde. Elles ressortaient à 295 milliards seulement en 2000 (+ 156,6%) et 578 milliards en 2013.

Exprimées en dollars à leur valeur de 2017, leur hausse demeure considérable sur près d'un quart de siècle: en termes réels, cette augmentation s'élève à plus de 52,5% par rapport à l'année 2000. Par rapport à 2013, elle est plus limitée: 3%. Ces dépenses représentaient 2,9% du **PIB américain** en 2000, 3,4% en 2013 et 3,5% en 2022.

Selon l'**Institut de recherche sur la paix de Stockholm**, les dépenses militaires en Europe au sens large, y compris le Royaume-Uni et l'Ukraine, se sont élevées à 480 milliards de dollars en 2022, soit plus du cinquième du total et 406,1 milliards de dollars valeur 2017. Environ la moitié de ce montant est imputable à l'**Union européenne** à vingt-sept. Dans la mesure où la contribution de l'Europe aux dépenses militaires s'avère nettement inférieure en termes relatifs à celle des États-Unis – globalement, les pays de l'Union européenne y consacrent 1,6% de leur PIB –, **Washington** exige désormais un effort plus important de celle-ci à sa défense. Les pays membres de l'**OTAN** sont invités à consacrer 2% de leur **PIB** aux dépenses militaires. La France a obéi rapidement à l'**Oncle Sam**: la dernière **Loi de Programmation Militaire** a fixé à 413 milliards d'euros sur sept ans les crédits consacrés aux armées, de 2024 à 2030 et d'ores et déjà son effort atteint 1,9% de son **PIB**.

De leur côté, en valeur courante, la **Chine** et la **Russie** ont respectivement consacré 292 et 92 milliards de dollars à leurs dépenses militaires en 2022, au lieu de 180 et 86 milliards

environ dix ans plus tôt, soit une augmentation brute de 62% pour la première et de 7% pour la seconde. Compte tenu du doublement de son PIB, l'effort est resté limité pour la **Chine** (1,87% en 2013 et 1,60% en 2022) tandis qu'il s'est avéré nettement plus fort et en augmentation pour la **Russie** (3,9 et 4,1%). Hors érosion monétaire propre au dollar de 2013 à 2022, la **hausse réelle en dollars constants de 2017** est de 27,6% pour la **Chine** tandis que les dépenses militaires de la **Russie** ont paradoxalement diminué de plus de 15%, en raison de la légère contraction de son **PIB** en 2021.

**Le tableau suivant montre l'évolution des efforts financiers des trois principaux acteurs de la scène mondiale au cours des dix dernières années en dollars constants 2017 :**

Évolution des dépenses militaires des États-Unis, de la Chine et de la Russie En dollars de 2017			
Année	2013	2022	Δ
États-Unis	624,5	640,5	2,6%
Chine	193,6	247,0	27,6%
Russie	92,5	77,8	- 15,9%

Source : auteur

L'accroissement des budgets militaires devrait probablement relativiser à terme la portée de l'autre levier sur lequel l'**économie capitaliste** fonde des espoirs de redressement, celui de la transition écologique: le feu du canon peut difficilement cohabiter avec le refroidissement et le verdissement de la planète. Au moyen d'une propagande effrénée issue des travaux du **Groupe intergouvernemental d'étude sur le climat (GIEC)**, les principaux pays préparent une transition climatique conçue comme une nouvelle révolution industrielle riche de promesses de profits.

Une loi américaine de 2022 prévoit de réduire de 40% les émissions de gaz à effet de serre (**GES**) en 2030 et de 50% en 2050 et fixe à 369 milliards de dollars le montant des aides publiques en faveur de l'installation de 950 millions de panneaux photovoltaïques, de 120000 éoliennes et de la construction de véhicules ne produisant pas de **GES**. La Chine a déjà réduit de 45% le volume des émissions de **GES** de 2007 à 2018 et entend les diminuer encore de 28%. En 2020, elle détenait déjà 71% du parc mondial de panneaux photovoltaïques et 40% de celui d'éoliennes, deux sources d'énergie renouvelable en réalité limitées: celles-ci représentaient respectivement 2,5 et 5,4% de ses besoins en électricité. Au début de la décennie 2020, elle entendait consacrer 100 milliards de dollars par an à la transition écologique. En ce qui concerne la **Russie**, le programme paraît plus flou.

Ces résultats et ces ambitions appellent trois observations, En premier lieu, les efforts consentis ou prévus pour amorcer la transition climatique par les deux géants mondiaux ne sont pas négligeables mais paraissent limités s'agissant du passé ou difficilement atteignables en ce qui concerne l'avenir. En deuxième lieu, des données objectives freinent leur marche vers cette nouvelle étape du capitalisme, prometteuse de profits améliorés, mais aussi de bulles financières en tous genres: les États-Unis disposent de très importantes réserves de pétrole et de gaz de schistes, la Chine de charbon et la Russie de gaz. Enfin, compte tenu des évolutions géopolitiques, les moyens consacrés à la transition climatique pourraient être redéployés vers la défense. Au regard de l'effort qu'ils consentent déjà en cette matière, il paraît difficile que les États-Unis et la Russie puissent mener durablement les deux de front.

L'essor des crédits militaires dans les budgets des principales puissances, l'instauration d'une véritable économie de guerre en Russie et le développement dans les autres pays d'une industrie d'armement dont les capacités de production sont en cours d'accroissement pour répondre aux besoins du conflit russo-ukrainien sont autant de signes, à la fois structurels et conjoncturels, d'une marche vers une conflagration plus globale en Europe, annonciatrice d'une confrontation plus lointaine entre les États-Unis et la Chine. Les préoccupations climatiques devraient s'en trouver reléguées au second plan.

### *Une période d'instabilité et d'incertitudes*

La redistribution des cartes du jeu géopolitique mondial entre les États-Unis et ses alliés, d'un côté, la Chine et les autres **BRICS**, notamment la Russie, de l'autre, ainsi que l'arrivée dans la partie des pays du Sud nourrissent une instabilité chronique des relations internationales et sont des sources de fragilité et de tension. La guerre de haute intensité sur le sol d'une Europe affaiblie, le regain de crises régionales, la perspective de conflits généralisés en constituent autant de signes. En dépit de l'importance des dettes publiques, qui fragilisent les économies et devraient poursuivre leur ascension, la marche à la catastrophe n'est pas ralentie.

#### *- Le mur de dettes publiques*

Selon le **Fonds monétaire international (FMI)**, la dette mondiale, publique et privée, a atteint la somme de **226000 milliards de dollars** courants en 2020, au lieu de 103800 milliards en 2000, c'est-à-dire 154800 milliards en valeur 2020. Elle représentait 255% du **PIB mondial** au lieu de 175% en 2000. Elle incombait aux États, à concurrence d'environ 88000 milliards de dollars (99% du **PIB**), aux ménages, à hauteur de 51000 milliards (58% du **PIB**), et aux sociétés non financières (**SNF**) pour un montant de 87000 milliards (98% du **PIB**). Vingt ans plus tôt et en dollars constants 2020, elle s'élevait à 66300 milliards pour

les États, 35400 milliards pour les ménages et 53100 milliards pour le **SNF**. En dollars courants, l'augmentation a atteint 119%, en termes réels hors inflation tout de même à 46%. Celle-ci recouvre des évolutions de rythme différent selon les catégories de débiteurs: hors érosion monétaire, la dette des États a crû d'un tiers, celle des ménages de près de 45% et celle des **SNF** de près des deux tiers.

Le tableau suivant résume ces données :

Dette publique mondiale					
En milliards de dollars constants 2020					
Années	2000	% PIB	2020	% PIB	2000 / 2020
États	66 300	75	88 000	99	+ 32,7 %
Ménages	35 400	40	51 000	58	+ 44,1 %
SNF	53 100	60	87 000	98	+ 63,8 %
<b>TOTAL</b>	<b>154 800</b>	<b>175</b>	<b>226 000</b>	<b>255</b>	<b>+ 46,0 %</b>

(Source : FMI et l'auteur)

De 2000 à 2020, la **dette publique des États-Unis** a crû de plus de 132%, passant de 10500 à 24400 milliards de dollars, en valeur constante 2020. Elle représentait près de 16% de la dette publique mondiale en 2000 et de 28% en 2020. Son montant était du même ordre que la somme de celles de l'UE et de la Chine, soit respectivement 13100 et 9900 milliards de dollars, c'est-à-dire 15 et 11% de la dette publique de l'ensemble des États. Il est à noter que la Chine et le Japon détiennent une partie significative des titres de dette souveraine des États-Unis. Quant à la Russie, son endettement atteignait seulement 238 milliards de dollars en 2020.

Le mur de dettes publiques vers lequel le monde, et singulièrement les **États-Unis**, fonce à tombeau ouvert ne conduit pas les pays occidentaux à renoncer pour autant aux dépenses militaires, bien au contraire. Il constitue néanmoins un élément majeur d'une situation d'ensemble marquée par des crises régionales et des perspectives plutôt sombres.

#### **- Faiblesse de l'Europe, crises régionales, et perspectives à long terme**

Après la démesure de la toute puissance américaine dans la décennie ayant suivi la chute de l'**Union soviétique** et des démocraties dites populaires, la préparation à la guerre s'est imposée par le biais de la croissance des budgets militaires dont les responsables n'aspirent qu'à les consommer. Les crises régionales se sont multipliées: tandis que l'Europe affaiblie

connaît un conflit majeur sur son sol, d'autres affrontements se réveillent ou se profilent à l'horizon dans le reste du monde.

Au sens géographique, l'**Europe** comprend cinquante États dont la **Russie**. Souvent riches en raison de leur nature de paradis fiscaux, certains sont des confettis, comme le **Lichtenstein**, **Andorre** ou **Monaco**. Vingt-sept d'entre eux sont membres de l'**Union européenne (UE)** dont le PIB brut a atteint 15905 milliards d'euros en 2022, soit 17119 milliards de dollars américains, un montant comparable à celui de la Chine (17450 milliards de dollars) qui compte toutefois trois fois plus d'habitants que l'**UE**, réceptacle pour nombre de pays d'Europe de l'Est issus de l'**Union soviétique** ou de son glacis de républiques populaires.

Si la construction européenne a constitué le prolongement du **Plan Marshall** par lequel les États-Unis avaient renfloué l'économie du vieux continent au sortir de la Seconde Guerre mondiale pour éteindre, dans sa partie occidentale, la vague révolutionnaire née en 1945, les ambitions politiques de ses fondateurs démocrates-chrétiens n'ont jamais complètement atteint leur objectif. En dépit de la création d'institutions complexes et antidémocratiques, à la suite de la **Communauté économique européenne (CEE)**, l'**UE** issue du **Traité de Maastricht** de 1992 – réponse régionale de l'impérialisme à la chute de l'**Union soviétique** et des démocraties populaires – prévoyait une intégration économique et politique progressive des nations qui n'a pas réussi à les faire disparaître, même si les normes supranationales constituent un obstacle à la pleine expression de la souveraineté des peuples. L'UE se trouve donc désormais affaiblie.



En premier lieu, sur le plan politique, sous l'œil bienveillant de l'**Église romaine**, secrètement tendue vers la réalisation du vieux rêve de reconstitution, dans le cadre de la globalisation des 20<sup>ème</sup> et 21<sup>ème</sup> siècles, du **Saint-Empire-romain-germanique** autour de la **France** et de l'**Allemagne** réconciliées, cette construction s'est lézardée avant même d'être achevée. D'une part, de manière indélébile, les peuples français et néerlandais ont marqué en 2005 leur opposition au **Traité constitutionnel européen (TCE)**, qui constituait un pas en avant vers un effacement des nations, tandis que **six États membres de l'UE** en suspendaient le processus de ratification (Irlande, Pologne, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni et Suède). Le réveil de ces nations vouées à disparaître a donc contrarié un projet inspiré par la seule globalisation sous emprise américaine. D'autre part, lus au travers des lunettes des gouvernements, les intérêts nationaux rendent impossible une diplomatie commune.

L'**Allemagne** ne jurait jusqu'à il y a peu que par la protection de l'**OTAN** et des **États-Unis** tout en recherchant en même temps un accord avec la **Russie** pour lui acheter du gaz, partenariat qui a d'ailleurs fait long feu sous la pression de Washington. En dépit d'un réalignement atlantiste depuis le quinquennat de **Nicolas Sarkozy**, la France se prévaut toujours de sa qualité de puissance nucléaire membre permanent du **Conseil de sécurité de l'ONU** pour tenter de jouer sa propre partition, devant un auditoire au demeurant de plus en plus réduit, son influence mondiale ayant diminué très nettement, notamment en Afrique. Les pays de l'Est et les pays baltes, récemment intégrés dans l'**UE** comme dans l'**OTAN**, n'ont confiance que dans le parapluie américain et se montrent d'excellents élèves de Washington en matière de défense. En outre, des fractures concernant la situation politique interne des États membres se sont peu à peu dessinées.

La poussée de l'**extrême droite** est désormais manifeste partout au sein de l'**UE**, au point d'aboutir à la participation de ces forces politiques réactionnaires aux gouvernements nationaux, comme en Italie ou en Hongrie, un pays favorable à **Vladimir Poutine**. Enfin, élément majeur, le **Royaume-Uni** a quitté l'**UE** le 31 janvier 2020 sans d'ailleurs en tirer un avantage immédiat: conjoncturellement le **PIB brut** de ce pays s'est contracté de 5,5% en 2020 avant de se rétablir depuis.

En second lieu, la politique d'intégration économique a connu et connaît encore de sérieuses limites. D'une part, elle a conduit à une désindustrialisation de l'Europe – l'Allemagne et la France ont perdu respectivement 2,6 et 3,1 millions d'emplois industriels de 1991 à 2012 – qui place l'UE dans la dépendance de pays tiers pour des approvisionnements stratégiques comme les médicaments. Si la création d'une zone euro a imposé depuis un quart de siècle une politique monétaire unique à vingt des vingt-sept pays membres de l'UE, au prix de sacrifices très importants de la part des États et des peuples du Sud de l'Europe, notamment au moment de la crise financière de 2008-2010,

en revanche, la pandémie de **SARS-Cov 2** a contraint l'**UE** à suspendre les critères du **Traité de Maastricht** et donc à renoncer temporairement à une convergence forcée des politiques économiques dans le cadre du **Pacte de stabilité et de croissance** de 1997.



En 2023, la **Commission européenne** a élaboré deux règlements et une directive tendant à réformer les modalités budgétaires à respecter par les États membres en espérant que ceux-ci se les approprieront vraiment dans l'avenir. Les politiques d'austérité de nature à disloquer les services publics restent donc d'actualité et peuvent à nouveau s'intensifier, comme c'est le cas en France. Le sel va continuer à brûler et creuser les plaies.

Après la dislocation programmée de la **Yougoslavie** dans les années 1990, l'Europe – dont l'**UE**, confrontée à ses limites intrinsèques et aux ruptures politiques internes, constitue le cœur –, vit à nouveau le cauchemar de la guerre dite de haute intensité en Ukraine, un conflit qui dure depuis deux ans et a provoqué la mort d'une centaine de milliers de militaires et d'environ 30000 civils.

En novembre 2004, l'élection de **Viktor Ianoukovitch** à la présidence de la République ukrainienne était contestée par son adversaire **Viktor Ioutchenko** ainsi qu'un demi-million de manifestants rassemblés sur la place de l'Indépendance à **Kiev**. La Cour suprême annulait les résultats du scrutin avec la bénédiction de plusieurs gouvernements occidentaux. Au terme d'une nouvelle consultation, **Viktor Ioutchenko**, qui avait préalablement bénéficié de 65 millions de dollars de la part de **Washington**, fut élu.

Dès 2005, celui-ci demandait un rapprochement avec l'**Union européenne** mais s'avérait incapable de juguler la crise de 2008-2010. En 2010, très impopulaire, il fut battu par **Viktor Ianoukovitch** qui revint au pouvoir et suspendit l'**accord d'association conclu avec l'Union européenne**. Fin 2013, début 2014, une nouvelle prétendue révolution, menée avec le concours des services secrets des États-Unis et des sociétés américaines de sécurité, débouchait sur la destitution de **Viktor Ianoukovitch**. En représailles, forte du soutien de la population russophone du **Donbass**, la Russie a envahi la Crimée en 2014, un territoire rattaché administrativement à l'Ukraine en 1954 par le gouvernement soviétique. Au terme d'une décennie de provocations occidentales, la guerre russo-ukrainienne commençait.

Le 21 février 2022, la Russie proclamait l'**indépendance du Donetsk et de Lougansk** et envoyait des troupes dans l'Est de l'Ukraine. Le 24, **Vladimir Poutine** ordonnait l'invasion de l'ensemble du pays et faisait procéder à des bombardements intensifs. De latente depuis

2014, «*l'opération militaire spéciale*», condamnable au plan des principes, s'est brusquement amplifiée, en 2022, et transformée en une guerre dite de haute intensité. Elle a revêtu rapidement les oripeaux des conflits meurtriers du 20<sup>ème</sup> siècle: comme à partir de 1915 sur le front occidental de la **Première Guerre mondiale**, les troupes russes et ukrainiennes se sont enterrées le long d'une ligne de front de mille kilomètres. Des batailles très rudes ont eu lieu pour le contrôle de certaines villes, voire de localités ne présentant pas par elles-mêmes d'intérêt stratégique majeur. Des crimes de guerre ont émaillé le conflit dont la fin ne semble pas proche.

En dépit de cette crise, inédite à cette échelle depuis 1945, descendus de leur **Olympe**, les États-Unis demandent désormais à l'Europe de faire face à sa propre défense, au moins en partie. Or, l'**Europe**, économiquement puissante mais intrinsèquement fragile, est un nain politique en dépit des rêves fédéralistes des partisans les plus zélés de l'**Union européenne**, sa partie la plus importante: le projet de défense commune demeure donc une chimère, en 2024 comme en 1954 lorsqu'échouait le projet de traité de **Communauté européenne de défense (CED)** de 1952 en raison du refus de la France de le ratifier.

Dans ces conditions, l'accroissement des dépenses militaires à la demande des États-Unis va nourrir des divergences politiques au sein des **États membres de l'UE**. Il va également peser sur les économies nationales de l'**Union**, dans un contexte marqué par le renchérissement des importations de sources d'énergie fossiles auprès des **États-Unis** et des partenaires de la Russie par lesquels transitent les livraisons de gaz et de pétrole russes, principalement l'Inde, la Chine, et, dans une moindre mesure la **Turquie**. Tandis que l'**UE** et plus largement le reste de l'Europe sont censés contenir les ambitions russes, les BRICS constituent le cadre de protection du commerce extérieur de la **Russie** et assurent à l'**Inde** et à la **Chine** des ressources supplémentaires, au détriment des deux principaux pays de l'**UE** – l'Allemagne et la France – et du Royaume-Uni. Bref: le processus d'affaiblissement de l'Europe devrait se poursuivre.

### ***En dehors de l'Europe, d'autres crises se réveillent ou se profilent à l'horizon***

En premier lieu, la zone d'influence de la **Russie post-soviétique** connaît, elle aussi, quelques fractures. En décembre 1991, trois des États fondateurs de l'**Union soviétique** – la Russie, le Bélarus et l'Ukraine – créaient la **Communauté des États indépendants (CEI)** qui comprenait douze membres. Seuls les trois pays baltes refusèrent alors d'y adhérer. Au fil du temps, quatre de ces pays quittaient la **CEI**, la Géorgie en 2009, la Moldavie en 2023, le Turkménistan en 1993 et l'Ukraine en 2018.

Deux des huit membres restants de la **CEI** actuelle sont en conflit depuis les années précédant immédiatement la disparition de l'Union soviétique. L'**Arménie** et l'**Azerbaïdjan**



se disputaient le contrôle de l'enclave arménienne du **Haut-Karabagh**, un territoire officiellement rattaché à l'Azerbaïdjan. Après la première guerre de 1988 à 1994, un second affrontement a eu lieu en 2020 au terme duquel l'Azerbaïdjan a poussé toute la population arménienne du Haut-Karabagh à l'exil en Arménie, soit 120000 personnes. En 2023, le gouvernement d'**Erevan** prenait ses distances avec la Russie qui, selon lui, n'aurait pas joué son rôle de puissance régionale pour éviter le conflit et l'exode de dizaines de milliers d'habitants de l'enclave. En réalité, les autorités arméniennes ont laissé à leur sort les séparatistes du **Haut-Karabagh** alors qu'était sur place une force russe d'interposition de 2000 hommes.

En deuxième lieu, toujours chaudes depuis trois quarts de siècle, les braises de l'incendie de la **Palestine** ont été brusquement ravivées en octobre 2023 et portées à un degré d'incandescence jamais atteint par le passé. Le **Hamas**, l'organisation politico-militaire proche des Frères musulmans à laquelle l'**État hébreu** avait confié l'administration de la **bande de Gaza** en 2005, a mené une incursion militaire sur le territoire israélien, semée de crimes de guerre et de prises d'otages, civils et soldats. Immédiatement, le gouvernement d'Israël a riposté avec pour objectifs officiels la libération des personnes détenues dans l'enclave de **Gaza** et l'éradication du **Hamas**.

Ce dernier but de guerre étant difficilement atteignable, compte tenu du nombre de combattants du **Hamas** et des installations souterraines où ces derniers se protègent, le conflit a pris un tour inédit depuis 1947, année de la partition de la **Palestine** prévue par le plan de la commission Peel de 1939 et validée par l'**ONU**, avec l'aval de **Washington** et de l'**Union soviétique**.

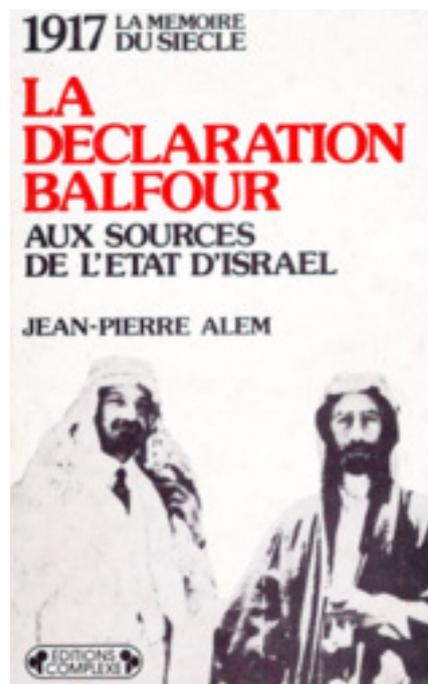
Le conflit d'aujourd'hui plonge ses racines dans cette partition inscrite dès 1917 dans la **Déclaration Balfour**. En 1947, se produisit un exode massif des populations arabes de **Palestine**, spoliées de leur terre et depuis lors réfugiées dans de nombreux camps dans l'ensemble du **Proche-Orient**, où survivent actuellement 5,5 millions de personnes. En 1967, **Israël** envahissait la **Cisjordanie** qu'elle a occupée militairement sans interruption et colonisée progressivement depuis lors, l'implantation de familles israéliennes en **Cisjordanie** ayant été érigée par la loi fondamentale du 19 juillet 2018 au rang de «*valeur nationale*».

En 2023, les bombardements très intenses et continus de l'**armée israélienne** ont entraîné, outre une destruction sans précédent des infrastructures et des immeubles de ce territoire, un déplacement massif de la population de **Gaza** du Nord vers le Sud de l'enclave tandis qu'était empêché systématiquement l'acheminement de l'aide humanitaire aux **Gazaouis** et organisée la famine dans les camps de réfugiés à la suite de la suspension du financement de l'**UNWRA** par les principaux contributeurs occidentaux, dont la France.

Cette fuite en avant d'un gouvernement israélien particulièrement fragile et sous l'emprise de **religieux fanatiques** procède à la fois de la sidération devant l'incursion du **Hamas** du 7 octobre, une première depuis 1948, et de la profonde contestation de sa politique intérieure par la population, hostile notamment à la réforme tendant à subordonner la **Cour suprême** au pouvoir exécutif. Au plan extérieur, elle produit l'effet d'une bombe à fragmentation.

D'une part, au sein du groupe élargi des **BRICS** se forme un **axe Iran-Russie** contre **Israël** tandis que la Chine approfondit son soutien à la **Palestine** et intensifie ses critiques à l'endroit de l'**État hébreu**. D'autre part, un membre important des **BRICS** a pris une initiative diplomatique substantielle: l'**Afrique-du-Sud** a saisi la **Cour internationale de Justice (CIJ)** de l'**ONU** qui a rendu une décision mettant en garde Israël contre sa responsabilité dans la commission d'un **génocide à Gaza**. Enfin, partout dans le monde, y compris aux **États-Unis** mais aussi très puissamment dans les pays du Sud, s'élève un immense concert de protestations.

Sans retirer son appui inconditionnel à Israël, le bras armé des États-Unis au Proche Orient, **Washington** est contraint d'appeler du bout des lèvres sa tête de pont à faire preuve d'un minimum de modération. Toutefois, l'Amérique n'entend pas subir une nouvelle défaite



indirecte en suspendant ses livraisons d'armes à Israël dont le stock de munitions permet à son armée de poursuivre pendant moins d'une semaine son offensive à **Gaza**. Par conséquent, tout en supportant la charge de l'approvisionnement en systèmes d'armement de l'**État hébreu** jusqu'à présent hostile à tout cessez-le-feu, elle subit en retour l'opprobre et l'isolement qui pèsent sur le gouvernement israélien ainsi que les conséquences d'une rupture interne avec une large frange de la population américaine, y compris des syndicats et d'une partie de la jeunesse fréquentant les universités les plus prestigieuses.

En troisième lieu, ces guerres intenses actuellement limitées à des parties différentes du monde constituent peut-être l'annonce d'une conflagration plus large à plus ou moins long terme, mettant aux prises une Amérique et une Europe en état de relative faiblesse avec les puissances eurasiatiques ou asiatiques, tout particulièrement la Chine et la Russie. L'une installe des bases militaires sur des îles situées dans le sud de la mer éponyme, notamment à **Haïnan**. Elle organise régulièrement des manœuvres de sa flotte dans l'ensemble de la zone, notamment à proximité de **Taïwan** comme lors de la venue de Mme **Nancy Pelosi**, Présidente de la **Chambre des représentants des États-Unis**, en 2022. Au cours de ces exercices, elle a procédé à des envois de missiles dans la zone économique exclusive du Japon qui a violemment protesté.

Bien qu'encombrante parfois, son alliée la **Corée-du-Nord**, qu'elle soutient fortement sur le plan économique, multiplie les provocations en tirant, elle aussi, des missiles à longue portée. Quant à la Russie, le Chancelier **Olaf Scholz** prédit une guerre entre l'Europe et ce pays à horizon de cinq à huit ans. Cette prédiction mérite d'être prise au sérieux.

\*

Le 21 octobre 2021, la **Fédération nationale de la Libre Pensée (FNLP)** publiait une déclaration intitulée «**La Guerre qui vient**». Le tour du monde auquel il vient d'être procédé confirme le bien-fondé d'une prise de position que le déclenchement de la phase intense du **conflit russo-ukrainien** a confirmé quatre mois plus tard. Cette confrontation aux allures de guerre de tranchées de l'aube du 20<sup>ème</sup> siècle, inédite sur le sol de l'Europe depuis 1945, n'exprime pas qu'un différend territorial. Elle constitue une première secousse d'une mutation très profonde du monde issu de la **Seconde Guerre mondiale** puis de la **Chute du Mur de Berlin**.

Elle annonce d'autres mouvements telluriques de grande ampleur si rien n'est fait. Elle procède, en effet, du déclin bien installé, tant économique que politique, des impérialismes occidentaux, grands et petits, au profit de nations rétablissant leur lustre d'un plus ou moins lointain passé, la **Chine** et dans une moindre mesure la **Russie**, derrière lesquelles se rangent les **pays du Sud**. Ces derniers s'invitent d'ailleurs timidement mais de manière

insistante à la table des puissants. En particulier, la plupart d'entre eux ont délibérément décidé d'ignorer le concert des récriminations occidentales contre la Russie et d'appuyer le **peuple palestinien** contre Israël. Certains ont aussi pris le parti de renforcer le groupe de **BRICS** qui représentait près d'un tiers de l'économie mondiale en 2023.

Pour desserrer cet étau, suppléer à la perte de marchés désormais captés par d'autres, notamment la **Chine** et les **BRICS**, et relancer l'économie capitaliste, en dépit de la montagne de dettes menaçant de s'effondrer, les **États-Unis** et l'**OTAN** ont multiplié les signes poussant à la guerre, élargi leur sphère d'influence à l'Est du **Vieux-Continent**, impulsé l'accroissement des budgets consacrés à la défense et cherché à impliquer davantage l'**UE** dans le coût des opérations militaires en cours ou à venir, bien que celle-ci reste un nain politique, au surplus divisé sur le projet fédéraliste.

D'ores et déjà, les **accords de défense bilatéraux** récemment signés par la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni avec l'Ukraine attestent du relais pris non pas par l'**UE**, mais les deux principaux pays autour desquels elle s'articule et un ancien membre d'une fidélité atlantiste à toute épreuve. Détruire du capital surabondant pour enrayer la baisse de long terme du taux de profit et s'engager dans des investissements sans rapport avec besoins réels des populations, sous réserve que ces orientations soient compatibles, demeurent les recettes classiques de l'**Impérialisme** pour parvenir à ses fins, qu'il agisse à partir de son centre ou de sa périphérie proche.

Pour autant, il ne faudrait pas tirer de tout cela que l'avenir sombre qui semble se dessiner à l'horizon serait écrit d'avance. Les réactions des peuples constituent un facteur susceptible de modifier la donne en profondeur. À cet égard, des mouvements d'ampleur paraissent esquisser des formes de résistance avec lesquelles il faudra compter. La décennie 2010 à 2019 marque à cet égard un tournant. En 2011, dans le sillage de la crise financière mondiale de 2008, le **monde arabe** a vécu une poussée de contestations dirigées contre les gouvernements et les régimes en place, inféodés à l'impérialisme et corrompus.

Le processus révolutionnaire tunisien, ouvert par l'immolation du marchand de légumes de **Sidi Bouzid**, a gagné l'Égypte et d'autres pays arabes. Ce mouvement a connu des répliques, sans lendemain faute de structuration politique, jusqu'au cœur des pays occidentaux: **Indignés** en Espagne, **Occupy Wall Street** aux États-Unis, **Nuit debout** au moment de la discussion de la loi El Khomri, puis **Gilets Jaunes** en France. En janvier 2015, les **Grecs** portaient même au pouvoir le parti **Syriza** qui, avant de trahir le





peuple hellène, se présentait comme l'adversaire résolu des politiques d'austérité imposées à la Grèce par le **FMI** et l'**UE** sur injonction allemande notamment.

Cette vague de contestations a aussi eu d'importants échos dans les pays du Sud: Colombie, Chili ou Haïti par exemple s'agissant de l'Amérique-latine; Liban et Algérie en 2019, le Président **Bouteflika** ayant été contraint à la démission.

Ces mobilisations multiformes s'articulent toutes autour des mêmes exigences: défense des salaires, lutte contre les inégalités sociales, rejet des politiques d'austérité, aspiration à une réelle vie démocratique, dénonciation de la corruption et des privilèges, voire demande de résolution de la question nationale, comme en **Catalogne**.

Toujours d'actualité comme l'ont démontré les puissances grèves en Angleterre de l'été 2023, elles ont revêtu d'autres contenus. Ainsi, un vaste mouvement anti-guerre s'est produit non seulement en Allemagne mais au Japon, en Australie, l'Iran ou les États-Unis. De même, le soutien au peuple palestinien donne lieu à une puissante vague de protestations à travers le monde. Si **Jean Jaurès** avait raison de dire que «*Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage*», il n'est pas interdit de penser que les peuples peuvent aussi «*rallumer tous les soleils*».

**Dominique Goussot**



---

## LE NUCLÉAIRE EST-IL MOINS POLLUANT ET UNE POSSIBLE SOLUTION ÉCOLOGIQUE ?

Pour répondre à cette question pertinente il faut s'en poser deux autres: qu'est-ce qu'un **polluant** et qu'est-ce qu'une **solution écologique**? La définition de ces deux notions ne fait pas consensus.

### *Moins polluant que quoi? De quels polluants parle-t-on?*

D'après le dictionnaire **Le Robert**, polluer c'est «*salir en rendant malsain, dangereux*» et d'après le **Larousse**: «*Dégrader l'air, un lieu, quelque chose, les rendre malsains, dangereux en y répandant des matières toxiques: Les usines ont pollué la rivière.*» Ces définitions ne peuvent s'appliquer au **gaz carbonique** qui n'est pas un polluant. Aux concentrations très basses de ce gaz dans l'atmosphère, même si elles ont significativement augmenté depuis un demi-siècle, il ne rend pas l'air malsain ni dangereux, il n'est nullement toxique. Il est bénéfique pour les plantes, pour la biodiversité, pour les rendements agricoles.

L'accusation actuellement portée contre le gaz carbonique, et qui devient une obsession médiatique, est que l'accroissement de sa concentration accentue l'«*effet de serre*» et augmente la température moyenne de l'atmosphère. C'est une question totalement distincte de la pollution, ce qui n'empêche pas les médias de confondre allégrement les termes et de traiter le **CO<sup>2</sup>** comme un «*polluant*».

Cette première définition, en entraîne une autre: qu'est-ce qu'une «*solution écologique*»? Le **Larousse** donne de l'adjectif écologique les deux définitions suivantes:

1. Relatif à l'écologie ou qui se réclame de cette science.
2. Qui respecte l'environnement.

Il est évident que la question de la «*solution écologique*» se rapporte à la deuxième définition, et dans le contexte actuel on peut la traduire par «*qui ne pollue pas et n'émet pas de CO<sup>2</sup>*».

### *La question du CO<sup>2</sup>*

Le principe général des centrales nucléaires est d'utiliser la fission contrôlée d'un élément radioactif (**uranium** ou plutonium) pour porter de l'eau à ébullition et faire tourner une turbine. Cette dernière va actionner un alternateur qui produit lui du courant électrique.

Par fission contrôlée, on entend le même processus que celui déclenché dans une bombe atomique, mais considérablement ralenti. Le processus explosif de la réaction en chaîne

est converti en simple dégagement de chaleur. Cette chaleur est la source d'énergie de la centrale. Le combustible est donc la matière fissile (par exemple **uranium 235**) qui se désintègre en plusieurs éléments plus légers possibles: le **Krypton**, le **ruthénium** et le **strontium**. Ils constituent les «*déchets nucléaires*». Ces derniers sont partiellement radioactifs et toxiques et doivent donc être stockés.

Les centrales nucléaires ne dégagent pas de **CO<sub>2</sub>**, seulement de l'eau et de la vapeur d'eau. Ces deux formes de l'eau circulent dans un circuit totalement distinct de la matière fissile et ne sont donc pas radioactives, sauf pollution accidentelle par fuites de produit radioactif dans leur circuit. Si l'on attache de l'importance au dégagement de **CO<sub>2</sub>** dans l'atmosphère (ce à quoi les médias «*sensibilisent*» le citoyen matin, midi, et soir ainsi que la nuit pour les insomniaques), alors le **nucléaire** est une énergie «*propre*».



Cette absence de production directe de **CO<sub>2</sub>** dans l'atmosphère ne satisfait pas les extrémistes du «*bilan carbone*» qui réclament la transparence sur le **CO<sub>2</sub>** émis par leur construction, par leur maintenance et par leur destruction en fin de vie. Qu'en sait-on?

Selon l'**EDF**, l'émission de carbone des centrales est de 4 grammes par kilowatt produit. À comparer avec les 1050 grammes de **CO<sub>2</sub>** par kilo watt-heure produits par une centrale à charbon (263 fois plus), et aux 418 grammes des centrales à gaz (100 fois plus).

Si on la compare aux industries vertueuses croit-on par nature telles que l'hydroélectricité, on obtient le tableau suivant:

Source	Grammes de CO <sup>2</sup> par KW produit
Centrale à charbon	1050
Centrale à gaz	418
Centrale hydroélectrique	24
Solaire photovoltaïque	24
Nucléaire mondial d'après le GIEC	12
Éolien offshore	11
Nucléaire français d'après EDF	4

Tableau 1: bilan carbone de divers modes de production d'électricité

Il y a bien des polémiques autour de ces chiffres que je donne à titre indicatif. Cependant, de manière globale, le **nucléaire** apparaît parmi les champions de la décarbonation. Ces statistiques rendent malades les anti-nucléaires qui sont en même temps des pourfendeurs de CO<sup>2</sup>, parce que du point de vue des «gaz à effet de serre» le nucléaire est probablement l'énergie la plus propre.

### *La question des déchets radio-actifs*

Le principal inconvénient courant de la production nucléaire d'électricité est la génération de sous-produits radioactifs couramment désignés sous le nom de «déchets». Leur stockage pose des problèmes techniques et des problèmes d'admissibilité sociale. Ce ne sont pas *a priori* des problèmes d'environnement, mais ils peuvent être ressentis comme tel.



En France: 1,64 million de mètres cubes de déchets radioactifs fin 2018, 1,76 millions de mètres cubes en 2021. Un cube de 121 mètres de côté ou 470 piscines olympiques. C'est assez considérable et pose bien entendu la question de leur stockage ou de leur retraitement.

Notons que sur cette quantité seulement 60% provient des centrales électriques nucléaires. Sur les 40% restants, 27% viennent de la recherche (essentiellement **CEA**) et 9% de l'armement. Les 4% restant proviennent de diverses industries et du médical. Ils sont l'objet d'un double classement:

- Par l'intensité de la radioactivité: **TFA, FA, MA, HA**, c'est-à-dire très faible, faible, moyenne et haute activité.
- Par leur durée de demie vie: **VTC, VC, VL** pour Vie Très Courte (inférieure à 100 jours), Courte (inférieure à 31 ans) et Longue (supérieure à 31 ans).

Leur répartition est illustrée par la Figure 1.

Isotope	Masse atomique	Sigle	État	Intensité	Demi-vie
Thorium	231	231 Th	solide	10.103 Bq.g-1	703 millions d'années
Radon	223	223 Rn	gazeux	5,73x10 <sup>15</sup> Gbq	4 jours
Carbone	14	14 C	solide	165 Gbq	5730 ans
Plomb	209	209 Pb	solide	aucune	3,2 heures
Plomb	208	208 Pb	solide	aucune	-
Plomb	206	206 Pb	solide	aucune	-
Bismuth	210	210 Bi	solide	aucune	-
Fluor	23	23 F	gazeux	aucune	2,23 secondes
Tritium	3	3 H	gazeux	aucune	12,32 ans

Tableau 2: les produits de désintégration de l'uranium 235

Ils sont coulés dans du béton ou confinés dans des fûts. Jusqu'en 1982, ils étaient immergés dans des océans très profonds (ils y sont toujours), opération désormais interdite. Les déchets de plus haute activité doivent en plus être refroidis. C'est le rôle des « piscines » de stockage en surface de l'usine de La Hague qui est actuellement très proche de la saturation. La gestion de ces déchets est confiée à l'**ANDRA** (Agence Nationale pour la gestion des Déchets Radio Actifs). C'est cette agence qui a généré le **Projet CIGEO** de stockage géologique profond dans la commune de Bure (Meuse). La sécurité de toutes les

installations nucléaires y compris des déchets est assurée par l'**ASN** (Agence de Sécurité Nucléaire).

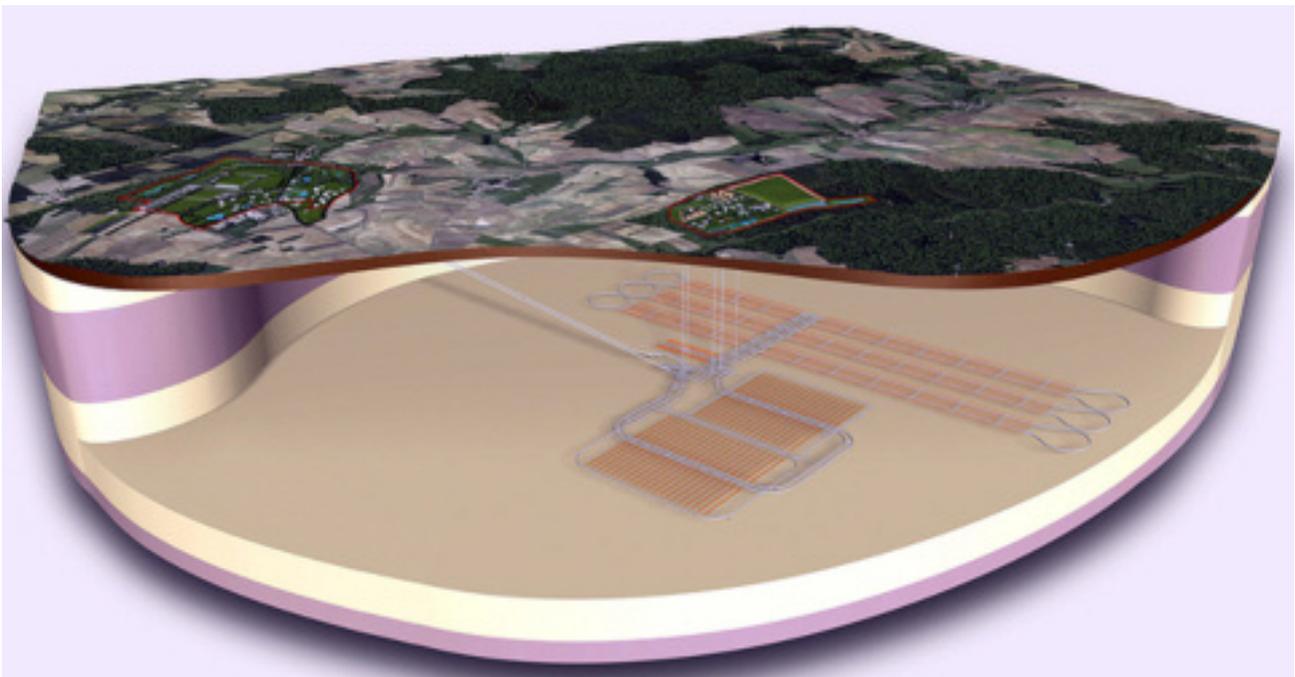
Les déchets de faible activité sont gérés par le **CIRES** (Centre Industriel de Regroupement, d'Entreposage et de stockage) à Morvilliers dans l'Aube. Il s'agit essentiellement de vêtements, de gants et de matériel contaminé. C'est cependant le projet d'Enfouissement Géologique Profond (**CIGEO**) qui a généré les plus fortes polémiques.

### ***L'enfouissement géologique profond***

Concerne les déchets à forte et moyenne activité et à vie longue. Ils représentent 10% du volume total à traiter soit 176000 mètres cubes, mais sur ce total 3% seulement sont concernés, le reste étant confiné en « piscines » à **La Hague**. Il consiste en un stockage en couche géologique profonde. Cette solution a été votée par le parlement en 2005 et modifiée en 2015. Le site de **Bure** en Lorraine a été choisi en raison de la présence d'une couche d'argile profonde, étendue et très épaisse à cinq cents mètres de profondeur.

Selon **Greenpeace** qui instruit à charge (voire à surcharge), c'est une mauvaise solution et de toutes façons « *aucun État n'a trouvé de solution* ». Les affiches de **Greenpeace** proclament: « *no solution* » et, bien sûr, quand on ne veut pas qu'il y ait de solution, il n'y en a pas.

**Greenpeace** affirme également que l'**ASN** elle-même a émis un avis critique. Quand on consulte son avis on lit, tout d'abord que: « *la méthode retenue pour l'établissement de l'inventaire des déchets à stocker dans l'installation Cigéo retenu par l'ANDRA au stade*



du DOS est satisfaisante»; avec cependant des recommandations d'amélioration. Un blog écologiste, **Futura**, a par ailleurs affirmé que «le site de **Bure** devra tenir cent mille ans!» faisant l'hypothèse d'un abandon total des déchets sans aucune surveillance pendant des dizaines de milliers d'années.

Cependant, le rapport de l'**ASN** conclut: «L'**ASN** estime que a) le projet a atteint globalement une maturité technologique satisfaisante au stade du dossier d'options de sûreté; b) le dossier d'options de sûreté est documenté et étayé et constitue une avancée significative par rapport aux dossiers «argile 2005» et «jalon 2009» ayant fait l'objet respectivement des avis de l'**ASN** du 1<sup>er</sup> février 2006 et du 26 juillet 2011 susvisés».

Tout en précisant: «L'**ASN** estime nécessaire que le dossier de demande d'autorisation de création présente et justifie la stratégie de surveillance de l'installation et les moyens à mettre en œuvre». Soulignant ainsi qu'il n'est pas question de laisser le stockage sans surveillance. L'horizon exigé de cent mille ans laisse perplexe et prête à sourire: qui sait où en sera l'**Humanité** à une échéance aussi lointaine?

### ***Le risque d'accident nucléaire majeur***

Les accidents nucléaires sont classés en 7 niveaux, le plus grave, illustré par les catastrophes de **Tchernobyl** (1986) et de **Fukushima** (2011) consiste en la fusion d'un cœur de centrale, provoquant un niveau de radioactivité énorme et une pollution radioactive dans un rayon de plusieurs dizaines de kilomètres. Pour résumer l'historique des accidents connus:

- **1957**: explosion d'un réservoir de stockage d'une usine de retraitement à **Kyshtym** (ex-URSS) - niveau 6
- **1979**: fusion du cœur du réacteur à **Three Miles Island** (États-Unis) - niveau 5
- **1986**: **Tchernobyl** (ex-URSS) - niveau 7
- **2011**: **Fukushima** (Japon) - niveau 7

Le parc nucléaire français enregistre en moyenne 1 à 2 incidents de niveau 1 par réacteur et par an. Depuis 2000, trois événements de niveau 2 ont été constatés et un de niveau 3, donc relativement bien contrôlés.

En ce qui concerne l'accident de **Tchernobyl**, un des plus graves jamais connu, on est absolument confondu par la cascade d'erreurs humaines qui ont entraîné l'accident et par l'amateurisme incroyable et criminel avec lequel il a été traité. Il existe des films et des livres entiers racontant l'enchaînement de ces erreurs et l'inertie de la bureaucratie d'**URSS** pour y répondre de manière adéquate, sans compter le sacrifice délibéré d'une cohorte d'ouvriers et le déplacement forcé de la population avoisinante. Si cette expérience est terrifiante, elle préfigure hélas les risques auxquels expose tout laxisme dans la



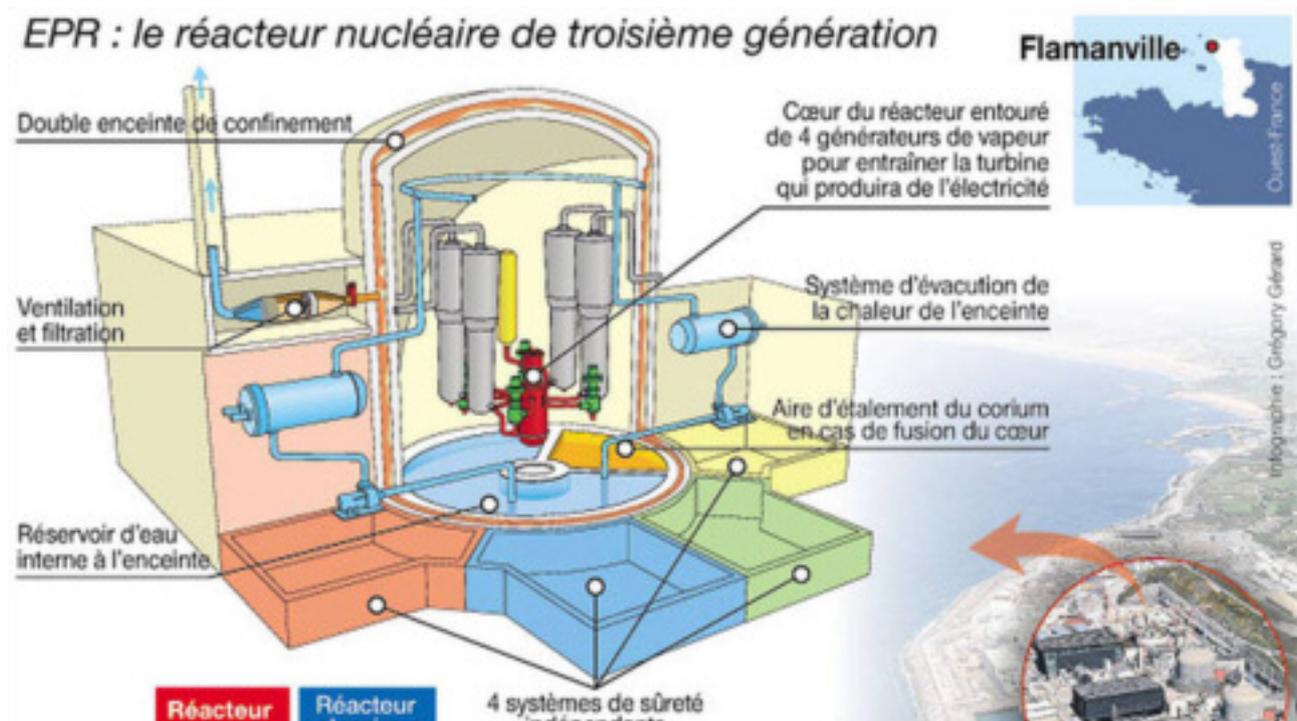
maintenance. Cette dernière était bureaucratique en **URSS**, elle devient privatisée en France et dans d'autres pays ce qui ouvre la porte à des objectifs de rentabilité à court terme extrêmement dangereux.

En ce qui concerne **Fukushima**, l'origine de la catastrophe prend racine dans une erreur de conception et d'évaluation des risques. Dans un pays volcanique, soumis à des **séismes** très violents et à des **tsunamis** dévastateurs, l'enceinte de protection de la centrale était bien insuffisamment haute ce qui a permis sa noyade par le **terrible tsunami de 2011**. Notons cependant que les morts occasionnés par cet accident nucléaire ont été en nombre infime comparé au gigantesque massacre causé par le tsunami. Mais, là encore, les habitants voisins ont dû quitter précipitamment leurs maisons et se reloger tant bien que mal ailleurs. Ce fut tout à fait dramatique.

Notons tout de même que sur **443 centrales en service dans le monde**, on ne dénombre que **quatre accidents majeurs** dépassant le niveau 5. Étant donné l'ampleur des dégâts et la pollution qui en résulte, ce sont évidemment quatre de trop.

### *L'évolution prévisible de la production d'électricité nucléaire*

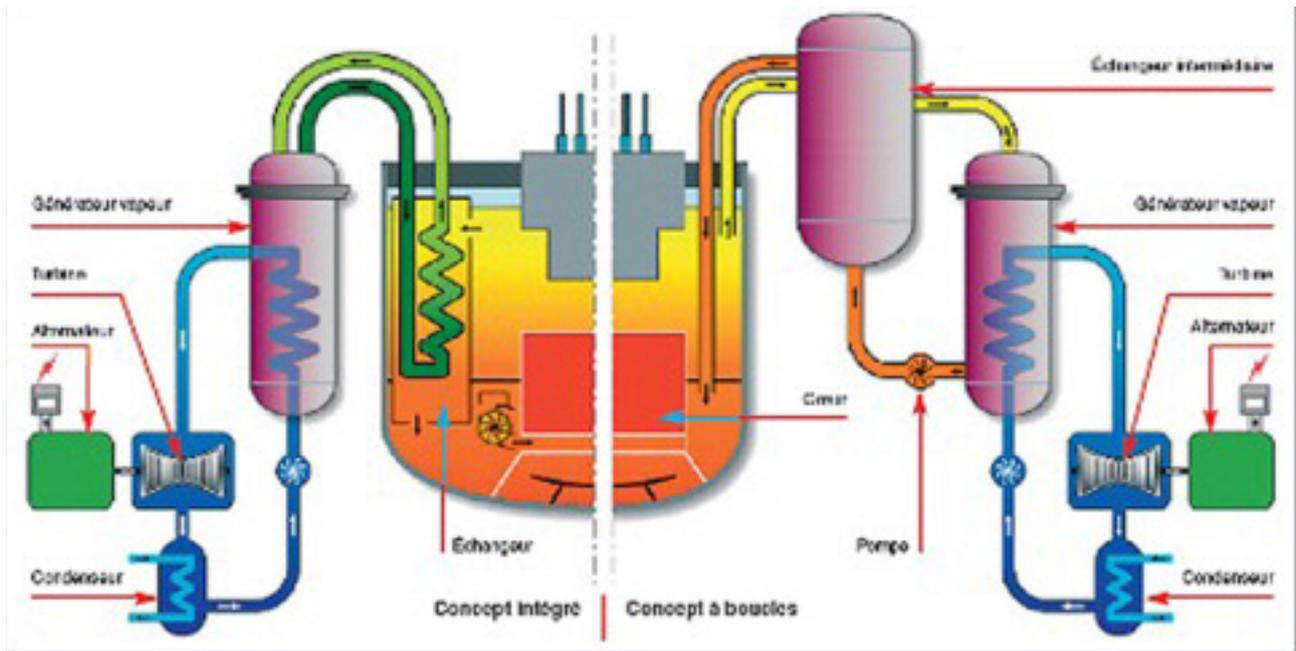
Construite voici 50 à 70 ans, les centrales nucléaires actuelles vieillissent et posent des problèmes d'obsolescence voire de démantèlement. La question de leur remplacement se pose. Les pistes d'évolution sont trop nombreuses pour être évoquées de manière concise ici. Deux filières sont envisageables : **l'amélioration des centrales à fission** et la perspective du **recours à la fusion nucléaire**.



Pour l'amélioration des centrales à fusion, on peut évoquer trois grandes voies: les **surgénérateurs**, les **microcentrales** et les **EPR**. Les surgénérateurs étaient théoriquement capables de régénérer du combustible nucléaire y compris à partir de déchets. Le projet français de **Creys-Malville**, super phénix, fut abandonné définitivement en 1997 sous la pression des Partis écologistes mais aussi à la suite d'un très grand nombre de problèmes techniques mal résolus et d'incidents problématiques. L'opposition à cette technologie fut l'objet de plusieurs manifestations émaillées d'affrontements graves avec les forces de police.

Cette technologie est répandue dans le monde et le recours à celle-ci est de nouveau envisagée en France. Les **microcentrales** sont de petites structures nucléaires copiées de celles qui propulsent les navires atomiques (sous-marins et porte-avions). Cette évolution est très étudiée au **Royaume-Uni**. Leur principal intérêt est de limiter considérablement les zones irradiées en cas d'accident majeur. Les **EPR** (European Pressurised Reactor), usines de très forte puissance sont actuellement au nombre de 3 dans le monde. En France, celui de **Flamanville** a multiplié les incidents de construction et explosé les coûts. On ne sait pas très bien quand il pourra finalement être mis en service. C'est un peu la voie inverse des microcentrales, celle d'une concentration de puissance.

Reste l'espoir de la fusion qui progresse assez lentement. Source potentielle d'énergie inépuisable elle pose des problèmes technologiques extrêmement difficiles. Il faut confiner un plasma porté à plusieurs millions de degrés et entretenir la réaction de fusion entre deux atomes d'hydrogène «*lourds*», le **deutérium** et le **tritium** donnant un atome d'**hélium** en libérant un **neutron**. C'est la copie de ce qui se passe au sein du soleil. Le projet



international **ITER** est situé en France près de **Cadarache**. Son sigle signifie: *International Thermonuclear Experimental Reactor* (Réacteur Thermonucléaire International Expérimental). Le projet a subi plusieurs restrictions budgétaires au cours de son développement. S'il a pu produire de l'électricité avec la puissance prédite, son fonctionnement est pour l'instant limité à une durée de quelques minutes.

### **Durabilité**

Les éléments radioactifs actuellement utilisés (**Uranium, Plutonium**) ne sont pas des énergies fossiles, mais des ressources minières, donc épuisables. Selon la **RGN** (*Revue Générale Nucléaire*) «*L'examen des ressources actuelles, à la lumière de l'histoire des découvertes passées comme de l'évolution des techniques, montre que l'énergie nucléaire possède les ressources nécessaires pour son fonctionnement durant le siècle à venir, même si on double le nombre des réacteurs en service. Au-delà il sera prudent d'utiliser la technique des réacteurs à neutrons rapides qui multiplie les ressources par un facteur compris entre 50 et 100. L'énergie nucléaire deviendra alors une énergie durable, au même titre que les énergies renouvelables* ».

Les fournisseurs ne sont pas sans poser des problèmes géopolitiques en effet, les pays produisant plus de 100 tonnes par année sont le **Kazakhstan** (28%), le **Canada** (20%), l'**Australie** (16%), la **Namibie** (8%), la **Russie** (7%), le **Niger** (6%), l'**Ouzbékistan** (5%), les **États-Unis** (3%), l'**Ukraine** (2%), la **Chine** (2%), l'**Inde** (1%), l'**Afrique-du-Sud** (1%), la **République Tchèque** (1%), le **Brsil** (1%) et le **Malawi** (< 1%). En France l'approvisionnement provient à 80% de quatre pays: le **Kazakhstan** (environ 27%), le **Niger** (environ 20%), l'**Ouzbékistan** (environ 19%) et la **Namibie** (environ 15%).

Le territoire métropolitain a compté une trentaine de mines uranifères exploitées de la fin de la guerre aux années 1990 du 20<sup>ème</sup> siècle, mais actuellement toutes fermées. Le pays est donc totalement dépendant des exportations pour sa production d'électricité nucléaire.

### *En conclusion*

La **production nucléaire d'électricité** est, de toutes les sources d'énergies la moins productrice de gaz carbonique. À l'heure du matraquage médiatique insensé pour la décarbonation de l'économie, elle devrait être encensée. Malheureusement c'est depuis les années 1970 la bête hideuse des organisations écologistes, antinucléaires par principe. Au niveau industriel elle assure une production régulière, puissante et bon marché. Bien que non-renouvelable, son horizon d'exploitabilité semble bien étendu. Les deux problèmes majeurs qu'elle pose sont ceux des déchets et le spectre de l'accident majeur.

Pour ce qui est des **déchets**, les solutions d'entreposage en surface sont en voie de saturation et leur extension ne peut qu'être condamnée par les diverses associations antinucléaires, **Greenpeace** en tête. L'enfouissement profond dans des couches géologiques stables semble une solution raisonnable et dépourvue de dangers réels, mais elle est combattue par les mêmes associations avec une batterie d'arguments relevant pour la plupart de la plus totale mauvaise foi. Confinant soigneusement ses **déchets l'électricité nucléaire** ne pollue pas, mais l'accumulation de ces derniers pose réellement un problème.

Le risque d'accident majeur quant à lui, ne peut être évité que par une maintenance intransigeante des installations. La privatisation de celle-ci et le désengagement de l'État vis-à-vis du problème introduit des objectifs de profits incompatible avec la notion nécessaire de «*risque zéro*». Le plus grand danger du nucléaire c'est la **gestion capitaliste du parc**.

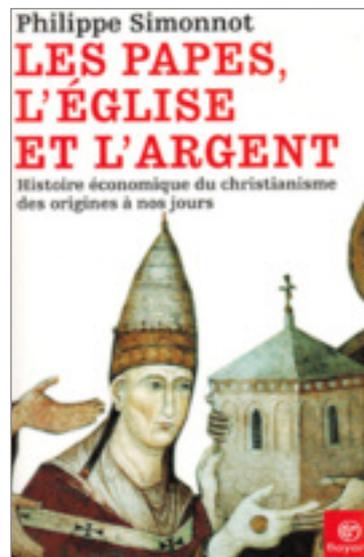
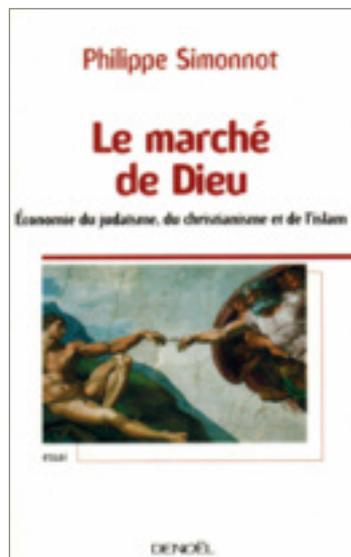
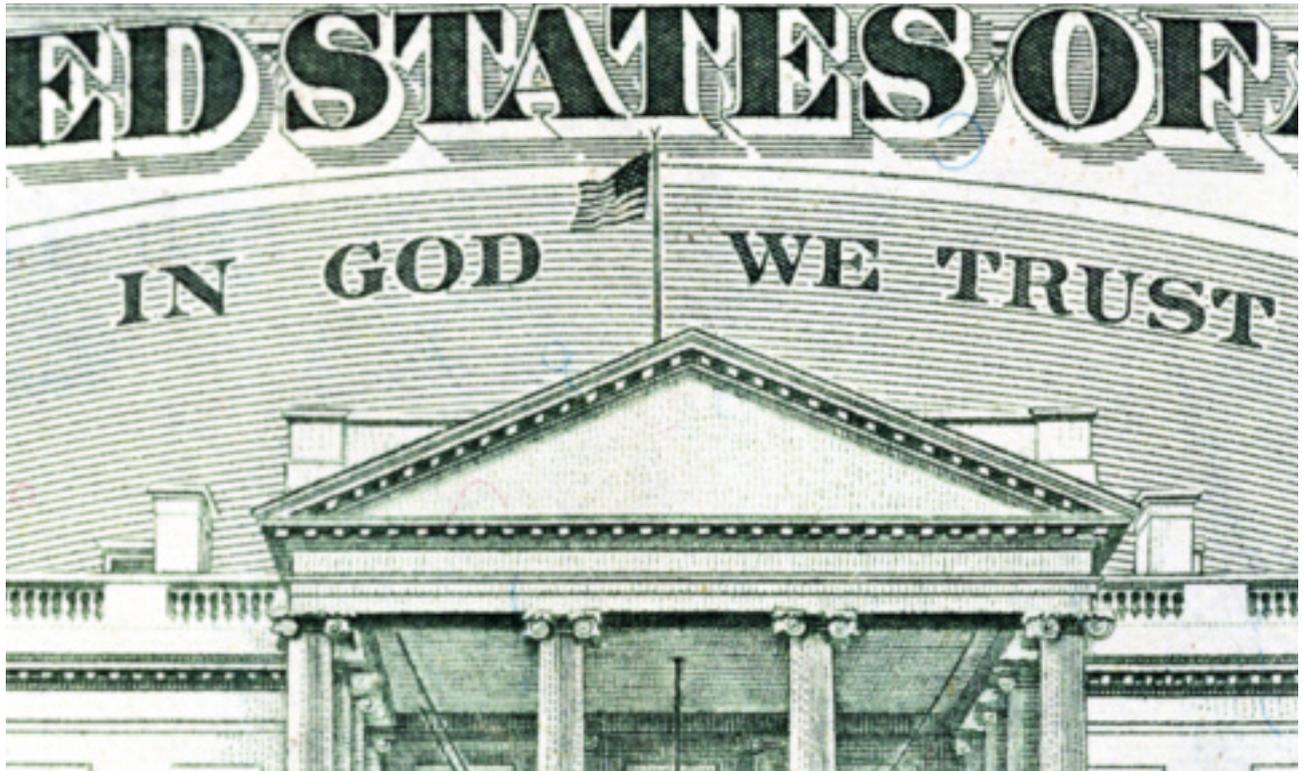
Peut-on pour autant qualifier le nucléaire de «*solution écologique*»? Cela n'a pas grand sens quand on parle d'une technologie industrielle très lourde. Comme par ailleurs le terme n'a plus de définition si ce n'est «*acceptable par les écologistes (politiques)*» elle n'a aucune chance d'être qualifiée ainsi. Demandons-nous plutôt si elle est bénéfique pour la population.

**Jean-Sébastien Pierre**

---

(1) Avis n° 2018-AV-0300 de l'Autorité de sûreté nucléaire du 11 janvier 2018 relatif au dossier d'options de sûreté présenté par l'Andra pour le projet Cigéo de stockage de déchets radioactifs en couche géologique profonde.





---

## ÉCONOMIE ET RELIGIONS

Cet article est fait à partir de deux ouvrages très intéressants de **Philippe Simonnot**, ouvrages cités en référence en bas de ce texte. L'auteur fait un parallèle constant entre **l'économie en général** et les **religions**, pour démontrer que les mêmes ressorts les animent.

Il s'inscrit dans la pensée d'**Adam Smith**, dans *la Richesse des Nations*, qui avait déjà fait cette comparaison en montrant qu'une religion en situation de monopole offre un produit de moins bonne qualité que s'il y avait une concurrence et qu'en conséquence, la tendance naturelle en est d'appeler à la **force de l'État** pour défendre ce monopole. Il note aussi que le **Bas-Clergé** est un meilleur serviteur des intérêts de **l'Église** que le **Haut-Clergé**, les curés de base devant inciter le **Peuple** à croire, car de cette croyance dépend sa pitance, puisqu'il vit des dons des fidèles. Il a donc un «*intérêt participatif*» à ce que gens s'agenouillent davantage. C'est ce qui a dû inspirer le **Général de Gaulle** avec sa «*Participation*» des **Travailleurs aux entreprises**.

Il constate que, par exemple, il y a une dynamique du **don financier** suscité par la religion, les recettes dépassant les dépenses, il convient d'avoir une utilisation de cette «*plus-value*» appelée par des auteurs «*la part bénite*». **Adam Smith** note que **l'Hospice** et la **Charité** ne sont pas faits pour des vertus évangéliques, mais par la nécessité d'écouler un surplus de dons.

Et cela est valable pour toute religion. Le **Prophète Aggée** s'adresse aux **exilés de Babylone** pour reconstruire le **Temple de Jérusalem** pour qu'ils fassent des dons afin que cela entraîne un mouvement de capitaux vers **Sion**: «*J'ébranlerai toutes les nations et j'emplirai de gloire ce Temple, dit Yahvé et Sabaot. À moi l'argent! À moi l'or!*». Le **Trésor du Temple de Jérusalem** sera aussi un enjeu au début du **Christianisme** entre les **Juifs** et les **Chrétiens**, mais les **Romains** régleront le problème en confisquant tout à leur profit, ce qui fit que les **Chrétiens** se désintéresseront de **Jérusalem** pour **Rome**, bien plus enviée pour sa richesse.

Il lui faudra patienter un peu; c'est seulement en 315 que **l'Église** pourra légalement recevoir des dons et des legs, la **V<sup>ème</sup> République** ne fera que reprendre cela en copiant sur **l'Empire finissant**. En 313, elle pourra recouvrir ses biens confisqués à plusieurs reprises, **l'Édit de Milan** qui décrétait cela n'a laissé aucune trace écrite de son existence. **Théodose** va poursuivre **Constantin** en faisant de la **Religion chrétienne** la religion officielle, il interdit le **Paganisme** en 391 et les **Jeux Olympiques** sont supprimés en 394.

«*La Papauté, étayée sur l'Empire, est bien devenue à certains moments de l'Histoire, l'une des plus grandes puissances financières de monde, attirant les banquiers les plus influents: les Médicis, les Fugger, les Rothschild pour ne citer que les plus connus.*»

«Évidemment, cette emprise économique de l'**Institution religieuse** vient concurrencer celle de l'**État**. Dans la **Jurisprudence du Moyen Âge**, on trouve une expression qui en dit long à ce sujet: "Ce que le **Christ** ne prend pas, le **Fisc** le confisque". Elle trouve son origine dans le célèbre **Décret de Gratien**... établi vers 1140 et resté en vigueur jusqu'en 1918». C'était une reprise de chez **Matthieu** «Rendre à **César**...». Au fil du temps le **Fisc** va prendre un caractère sacré pour le **Prince** et pour l'**Église**, au point qu'il pourra être dit que «le **Fisc** représente l'**État** et le **Prince**», il est signe de toute puissance pour les **Pouvoirs Temporel** et **Spirituel**.

### L'État et le Monopole religieux

C'est pourquoi, l'**État** préfère toujours avoir affaire à un **seul interlocuteur religieux** ou à un **cartel organisé** de quelques-uns qu'à plusieurs car, nombreux, ils deviennent de redoutables concurrents fiscaux. «D'où de multiples politiques concordataires, renouvelées récemment dans notre pays avec "l'**Islam de France**" à



l'initiative d'un **ministre de l'Intérieur** nommé **Sarkozy**». L'auteur note que toutes les religions ne sont pas traitées à égalité: on entend le bourdon de la cathédrale de **Notre-Dame** à pleine volée, mais jamais l'appel à la prière du **Muezzin** de la **Mosquée de Paris**.

Le paramètre «**économie**» explique aussi que **Yahvé** ait conclu un «**contrat**» avec les **Hébreux** le faisant «**Peuple élu**», en échange de son adoration comme «**seul et unique Dieu**». C'est un **contrat synallagmatique** à contraintes réciproques. C'est pourquoi, en lisant les **Prophètes** dans la **Bible hébraïque**, on peut dire que le **Judaïsme** est avant tout une religion nationale, contrairement au **Christianisme** et à l'**Islam**.

Il est clair que c'est la terre cultivable qui est le centre des préoccupations; c'est pourquoi, dans tous les écrits des différents monothéismes, le désert est présenté comme le domaine de **Satan**. À ce propos, l'auteur note la curiosité de la ville de **Jérusalem** qui est à l'écart de toutes les routes commerciales et explique son «**succès et sa notoriété**» par le fait qu'elle était réputée pour être un lieu de repos et de débauches à l'abri du monde qui voyageait. Une base arrière du **Guerrier** en quelque sorte pour le repos du même nom. On est bien loin de la «**Ville Sainte par le Temple**».

C'est pourquoi aussi, il est dit que **Yahvé** proclame que la terre lui appartient et qu'il la prête seulement aux **Hébreux**. La **Tradition du Jubilé** (7 ans le **Petit**, 49 ans pour le **Grand**,

soit 7 fois le **Petit**, le 7 était un chiffre biblique par excellence) indique qu'à la fin des 49 ans, la terre prêtée ou louée doit revenir à **Yahvé** pour qu'il la redonne aux **Hébreux** collectivement. L'aliénation de la terre ne peut excéder 50 ans.

L'auteur note les influences réciproques entre religions et civilisations différentes. L'**inceste** est expliqué par la rareté des terres cultivables au **Moyen-Orient**. Il fallait préserver le bien familial comme le sang familial par des mariages incestueux. Cela est très pratiqué dans l'**Égypte antique** où, par exemple, **Cléopâtre** doit se marier avec son frère **Ptolémée XIII**, ou encore à **Babylone** où les enfants de **Cyrus** se marient entre eux. Dans la **Genèse hébraïque**, les deux filles d'**Abraham** couchent avec leur père pour assurer la descendance. La famille sous **Hérode** n'est qu'un vaste inceste, où tout le monde couche avec tout le monde et se marie ensemble pour préserver le **Capital** et les biens.

La **prohibition de l'inceste**, outre les questions morales, était une revendication de l'**Église** aussi. C'est elle, par les tribunaux ecclésiastiques, qui autorisait les mariages entre parents très proches et les remariages après les séparations de couples. C'était là une source de revenus importante, car l'**Église** ne fait jamais rien pour rien.

La **circoncision** est relativement inconnue chez les **Israélites** avant l'**Exode** à **Babylone**. C'est à leur retour, l'ayant empruntée à la **Mésopotamie** qu'elle devient obligatoire pour le «**Peuple élu**». L'**Empereur Hadrien** va l'interdire tellement il considérait que c'était une mutilation sexuelle et une horreur pour les **Canons de la Beauté** et considérait aussi que c'était une marque de fierté jubilatoire pour les **Juifs** pour se distinguer des autres. L'**Église** reprendra cette idolâtrie de l'intégrité du corps en interdisant, encore aujourd'hui, aux personnes diminuées physiquement d'être ordonnées prêtres.

Quand les **Romains** détruisent le **Temple de Jérusalem** en 70 (la **Deuxième Destruction**), **Vespasien** confisque les dons obligatoires des **Juifs** pour le **Temple** (imposables à tous les **Juifs mâles** à partir de 20 ans) à son profit, il crée ainsi le **Fiscus Judaicus**. C'est pourquoi, on les dénudait souvent pour savoir s'ils devaient payer le **Fiscus Judaicus**, l'impôt spécial pour les Juifs. Cela durera jusqu'à ce que l'**Empereur Hadrien** rétablisse les **Juifs** dans leurs droits, car après leur écrasement, ils ne constituent plus un problème, mais au contraire une source appréciable de revenus. Va alors commencer la persécution des **Chrétiens** qui refusent de payer le **Tribut à l'Empereur**.

### *Sur la trace de leurs aînés*

Le **Christianisme** va utiliser les mêmes ficelles que le **Judaïsme** pour s'implanter, puis supplanter le **Judaïsme** et le **Polythéisme**: «*Quand on veut contester un monopole, il faut s'attaquer à sa racine. Or, en religion, la racine tire sa force et sa valeur de l'ancienneté...*

*Pour entrer sur le « marché religieux », il vaut donc mieux présenter un produit patiné par les siècles, même et surtout s'il est neuf.»*

**Jean-le-Baptiste** va donc prendre **Moïse** par la gauche en prétendant que les **Chrétiens** sont les seuls vrais descendants d'**Abraham** et que les **Pharisiens** et les **Saducéens** ne sont «*qu'une race de vipères*». Il faudra quand même neuf siècles à l'**Église** pour en finir avec le **Paganisme**, qui resurgira cependant sans cesse sous des formes multiples. Mais elle n'arrivera jamais à faire disparaître le **Judaïsme**, que sa **Diaspora** protégeait. Sur **6 millions de Juifs**, seuls 500000 vivaient en **Palestine** et il y en avait 80000 à **Rome**, ce qui en faisait une communauté très importante dans la **Capitale de l'Empire**.

L'**Islam** fera de même en prétendant que son histoire est écrite dans la Bible. Mais il faudra la réécrire, d'où le récit de la **Dictée divine du Coran** par l'**Archange Gabriel** à **Mahomet**: «*Ne s'agit-il pas là d'un cas unique dans l'Histoire: un peuple apprend son existence dans le Livre sacré d'un autre peuple, empruntant son destin tout en niant qu'il l'emprunte?*».

Les ressemblances ne s'arrêteront pas là: Le **Pape** est le **Vicaire**, d'abord de **Pierre**, puis du **Christ** (après quelques falsifications pour glorifier davantage le «**Souverain Pontife**»), comme les **Califes** seront les **Vicaires** de **Mahomet**. Ils connaîtront les mêmes problèmes de succession, mais plutôt familial que «*spirituel*». **Aïcha**, femme de **Mahomet**, lui succède à sa mort. Puis le père d'**Aïcha** prend le flambeau. Lui succède **Omar**, dont la fille a épousé aussi **Mahomet**. **Omar** est assassiné et c'est un gendre, **Othman**, qui gagne le pouvoir, mais est aussi assassiné. Survient alors **Ali**, cousin et gendre d'**Aïcha** qui s'approche du pouvoir. Il est évincé et un lointain cousin ramasse la timbale qui fondera la **Dynastie des Omeyyades**. De là, naît la scission entre **Chiïtes** et **Sunnites**. Hormis chez les **Chiïtes**, il n'y a pas de **Hiérarchie ecclésiastique**, car tout est présumé écrit dans le **Coran**. Il y a cependant une **Hiérarchie de juristes** qui «*interprètent la Loi*».

C'est un peu la même histoire que la descendance de **David** et de **Salomon**. Ce n'est pas comme dans **Dallas**, il ne faut pas rater un épisode! On y trouve les mêmes falsifications «*historiques*». Les successeurs du **Prophète** diront que la **Tradition** est dans les **Hadiths** (anecdotes de la vie du **Prophète**), cela sera considéré par le **Jésuite orientaliste Henri Lammens** en 1910 comme «*une des plus grandes supercheries dont les annales littéraires aient gardé le souvenir*.»

### ***Invention et religions***

Dans la religion antique romaine, les «*dévots*» pouvaient payer l'impôt religieux à l'**Empereur** partout où il y avait un **Temple**. Chez les **Juifs**, c'est le monopole du **Temple de Jérusalem**: tout doit converger vers lui et pour lui. Alors, les **Chrétiens** vont fusionner

le monopole du **Temple Juif** et la **multilocalisation gréco-romaine**. C'est vers le **Pape** (qui fait le même office que le **Grand Prêtre** chez les **Juifs**) qu'il faut payer et depuis n'importe quel endroit. Dans l'**Islam**, les **dhimmis** (protégés), c'est-à-dire les autres croyants que ceux de l'**Islam**, devront s'acquitter aussi d'un impôt religieux. Pour échapper à cet impôt, on verra beaucoup de conversions: religion rime toujours avec pognon.

En commentant le remarquable ouvrage de **Karl Kautsky**, *L'origine du Christianisme*, j'écrivais: Il est frappant de constater aussi que dans l'**Ancien-Testament**, il n'est pratiquement pas question de la **Résurrection des morts**. Le **Christianisme** l'emporte sur le **Judaïsme** en inventant le **Paradis** qui offrait un espoir après la mort. Surtout après que l'aspect «**révolutionnaire**» contre l'**Empire romain** pour la **libération nationale** de la **Palestine** ait été complètement étouffé par le développement du **Clergé** qui va se vendre littéralement à l'**Empire** pour obtenir reconnaissances et prébendes.

Le **Paradis** permettait une levée de fonds très lucrative, que ne ferait-on pas pour y avoir une place? Ce «*placement à vue*», afin d'extraire la «*part bénite "du Capital religieux"*», a été complété plus tard par une autre géniale invention: le **Purgatoire**, qui redonnait une petite chance aux malchanceux qui ne s'étaient pas bien comporté de leur vivant, moyennant finances bien sûr. Rien n'est jamais gratuit en ce bas monde.»



Comme l'**Église catholique**, à tous les niveaux, va devoir pratiquer l'usure à des taux moindres que les **Juifs** et les **Banquiers italiens**, elle va inventer le **Péché véniel** (qui signifie digne de pardon, au contraire du **Péché mortel**) pour faire passer le tout. Pour rassurer le **débiteur** et le **créditeur**, un petit passage au **Purgatoire** et en route vers le **Paradis**, sans oublier de passer à la caisse! «*Il était beaucoup plus facile de racheter tous ses péchés d'un seul coup à la veille de sa mort en léguant ses biens à l'Église que de tenter de réformer sa vie au jour le jour.*» Le **Païen** pouvait se faire baptiser juste avant sa mort **Articulo mortis**, il était assuré d'aller tout droit au **Paradis**, ce que fit **Constantin**.

L'auteur remarque qu'à partir de 692, la **monnaie-or** qui fait foi dans le commerce, et même dans les **Tributs**, versée à **Charlemagne**, aux **Empereurs** et **Rois** et aussi à la **Papauté** est le **dinar-or** (*dinar* dérive du mot **denier**), frappé de citations du **Coran**, monnaie

internationale comme le dollar après 1945. L'argent n'a décidément pas d'odeur! Le centre du monde économique se déplacera de plus en plus vers l'**Orient**.

### *Finances et religions*

Le **Judäisme** et le **Christianisme** ne prohiberont pas l'abomination de l'**esclavage de masse**. Au contraire, ils en vivront largement. L'**esclavage individuel** s'explique par contre par la sécurité qu'il procure: le vivre et le couvert étaient assurés, alors que la liberté condamnait souvent à une précarité bien pire. L'**esclavage de masse** provenait d'une autre problématique économique: il fallait que la productivité des esclaves dépasse largement les fonds investis pour les acheter, afin d'extraire une **plus-value** importante qui rapporte gros. L'**esclavage individuel** se fait «à la maison» avec le maître, l'esclave fait quasiment partie de la famille et peut être affranchi.

L'**esclavage de masse** se fait en «caserne», ce qui interdit toute reproduction «interne» et il faut donc sans cesse renouveler le «cheptel», par la guerre surtout, ce qui permet d'acquérir des esclaves à moindre prix. Le **Serf** n'était pas un esclave, ni un homme libre, mais un «entre-deux». Il pouvait utiliser une maison (souvent louée au **Seigneur**) et vivre en famille et se reproduire, ce qui était l'intérêt du **Maître**, car les enfants des Serfs étaient serfs à leur tour et cela accroissait les biens du propriétaire.

Les **Théologiens chrétiens** vont théoriser et actualiser le **Droit romain sur la propriété**. Ils définissent trois entités: l'**usus** (le droit d'utiliser le bien), le **fructus** (le droit d'en tirer des revenus), l'**abusus** (le droit de le vendre ou de le donner). C'est ce qui fonde à peu près les principes du **Capitalisme**. Dans l'**Islam**, la notion de «*personne morale*» n'existe pas, la notion de **biens Habous** (*waqf*) est réglementée par un **Hadith** du **Prophète** qui considère qu'un bien peut être retiré du marché et immobilisé pour alimenter une action charitable envers les pauvres.

On ne saurait réduire la question de la **Papauté**, par exemple, par son seul aspect économique, mais celui-ci est aussi fondamental pour comprendre son rôle, sa place, son influence et ses problèmes. L'histoire de l'influence du **Vatican** se mesure à la question financière notamment parce qu'il quête sans arrêt et à propos de tout. Tout doit lui rapporter. L'**Église** a mis en place tout un système pour capter l'argent et les donations: célibats, indulgences, rachat des péchés, justice ecclésiastique pour les affaires de famille, décès, héritages, etc.

Le **Mariage** n'est nullement un sacrement dans l'**Église primitive**, il le deviendra au 13<sup>ème</sup> siècle pour fixer le troupeau des serfs qui avait tendance à se disperser vers d'autres cieux plus cléments (voir **Le Chevalier, la Femme et le Prêtre** de **Georges Duby**). Il a donc

pour point de départ une raison économique et l'Église imposera une cérémonie religieuse pour conférer ce **Sacrement** et en tirer quelques sous, et toute sa gestion (séparation, annulation, héritage, etc.) dépendra de la **Justice ecclésiastique** qui n'est jamais gratuite.

Autre aspect, la question des **Croisades** présentait bien des aspects très matériels et économiques. D'abord, cela permettait aux **Chevaliers** – qui ne cessaient de se battre entre eux pour accaparer des biens terrestres, ce qui dévastait la **Noblesse de sang** et leur pays –, d'aller se battre ailleurs et de ficher une paix royale aux habitants. Ainsi, les mêmes aventuriers à cheval se taillaient des empires à l'extérieur du pays et pillaient d'autres gens que les habitants de leurs pays. C'est d'ailleurs au moment des **Croisades** que l'Église va élaborer véritablement la notion de « **Guerre juste** » et surtout va l'imposer, notamment dans des périodes où il était interdit de se battre.



Notons que c'est au moment des **Croisades** qu'apparaît, en 1099 avec **Urbain II**, qui a lancé la **Croisade** au **Concile de Clermont** en 1095, le **premier Camerlingue** (nom qui vient de *camera*, la chambre noire) qui est un **ministre des Finances** qui va fusionner **deux Offices**: recevoir les dons, taxes et dîmes et les dépenser. **Collecteur** d'une main et **Ordonnateur** d'une autre. De là vient sans doute l'adage: « *Que ta main gauche ignore ce que fait ta main droite* ».

Il y avait aussi un très important aspect financier qui allait avec ce système. Des **dîmes** et des **taxes** étaient levées pour financer les **Croisades**, au passage, le **Vatican** et les **Rois** plongeaient avec avidité les mains dans la caisse pour se servir. Le **Pape** consentait des avantages fiscaux très importants aux **Croisés** et permettra même plus tard, quand les **Croisades** se transformeront en fiasco militaire, que les Nobles se croisent, et versent une somme conséquente pour ne pas y aller, sans perdre le bénéfice des **Indulgences** pour leurs péchés.

L'une des conséquences politiques des **Croisades** est que cela va renforcer le pouvoir du **Pape** sur l'Église dans son ensemble: plus la guerre dure, et elle dure sans fin, plus l'araignée papiste tisse sa toile et renforce son pouvoir.



### *La question du Clergé*

Dans le **document collectif** sur «**Famille, Sexualité, Genres et la Libre Pensée**», j'écrivais: «Le **Judaïsme** avait un clergé, les **Lévites**, qui était un clan ou une tribu. Les Lévites pouvaient se marier entre eux et avoir une progéniture. Le **Clergé Juif** se reproduisait par le **Clergé Juif**, le milieu reproduisait le milieu. Les autres tribus ou clans ne pouvaient accéder à cette sorte de prêtrise que constituaient les **Rabbins**.

L'**Église chrétienne** voulait faire du prosélytisme (contrairement aux **Israélites** qui étaient le "**Peuple élu**", donc nul besoin de convertir et de recruter, on en faisait partie ou pas, ce n'est pas l'individu qui décidait). L'**Église** s'ouvrait au monde et le système lévite était un obstacle à cela. Il fallait que **tout le monde puisse devenir prêtre**. Il ne fallait donc pas que le **Clergé chrétien** puisse se reproduire par lui-même et en lui-même. D'un certain point de vue, l'**Église**, par cette conception d'ouverture de la prêtrise à tous, était devenu un "ascenseur social", tous sont appelés, tous peuvent être élus.

D'autant plus que la **prêtrise** était une sorte de **permanentariat** à la charge de l'**Église**, avoir une femme et des enfants aurait grevé le budget ecclésiastique plus lourdement pour leur assurer le quotidien, les soins, la nourriture, etc. Et cela aurait aussi entraîné une conséquence difficile: les querelles d'héritages entre descendants des prêtres mariés, alors que l'**Église** avait constitué tout un système de captage des héritages par les **dons et legs** qui garantissaient une place au **Paradis**. Le **mariage des prêtres**, et inévitablement les enfants qui s'en suivraient, diminuaient ainsi par les deux bouts les finances de l'**Église** (entretien et perte d'héritage).

La **question de l'adoption d'enfants** est aussi importante pour l'**Église**. On sait que c'est une véritable tradition chez les **Romains**, les **Empereurs** désignaient ainsi parfois leurs successeurs en adoptant qui ils voulaient, sans qu'ils soient obligatoirement de sang impérial. **Tu quoque mi fili! Brutus** n'était pas l'enfant biologique de **César**.

L'**Église** était en guerre ouverte avec ce système qui nuisait à la captation d'héritages. Pendant quinze siècles après la **Chute de l'Empire romain**, elle réussit à l'interdire de fait. Il faudra attendre, par exemple, 1892 pour que réapparaisse en **France** une **Jurisprudence** à ce sujet. En **Angleterre**, la **première loi sur l'adoption** date de 1926. Le nombre de couples sans enfants ne pouvant léguer ses biens, faute de progéniture, augmentait ainsi les possibilités de legs pour l'**Église**. Rappelons que les biens de mainmorte (dont une partie pouvait revenir au **Clergé** par dotation seigneuriale) représentaient au moment de la **Révolution française**, un tiers des propriétés et des biens.»

Il faut ajouter que le **Vatican** ne cessera de combattre le «**Nicolaïsme**» qui voyait les **Ecclésiastiques** à tous les niveaux vivre en concubinage et faire des enfants à qui ils transmettraient leurs charges. C'était le plus grand danger pour l'**Église** de voir se reconstituer une sorte de caste de «**Lévites**», ce qui aurait posé le **problème des héritages** qui lui auraient échappés.

Il y a eu aussi une autre source importante de financement: les **Années-Saintes** dites aussi **Jubilés**. Le **premier Jubilé** formellement organisé par la **Papauté** fut celui décrété en 1300 par le **Pape Boniface VIII**, invitant les chrétiens à se rendre à Rome pour bénéficier de l'indulgence plénière accordée auparavant aux **Croisés**, car la perte du **Royaume de Jérusalem** rendait difficile le **pèlerinage à Jérusalem** et développait fortement celui de **Rome**. D'ordinaire, elles avaient lieu tous les 100 ans, mais comme l'affaire, financièrement parlant, étaient juteuses, le délai entre deux **Jubilés** fut raccourci, d'autant que, de besoin d'argent pour le **Vatican**, il y en avait besoin très souvent.

En 1950, l'**Année-Sainte** connaît un grand succès. **Pie XII** vient de créer, au nom du dogme de l'**Infailibilité pontificale** créé en 1870 au **Concile de Vatican-I**, le dogme de l'**Assomption** (Fête religieuse catholique, célébrant l'enlèvement au ciel de la **Vierge-Marie**), le dogme accouche du dogme. Il double la mise en 1954 en décrétant l'**Année-Mariale**. Les pèlerins et les dons coulent à flot.

Comme l'affaire est profitable aux finances de la **Curie romaine**, le **Pape François** a annoncé la tenue d'un **Jubilé ordinaire** en 2025 à Rome (Italie). Celui-ci succède au **Grand jubilé** de l'An 2000 proclamée par **Jean-Paul II** (24 décembre 1999 et 6 janvier 2001) et au **Jubilé extraordinaire de la Miséricorde** (2016) pour commémorer la fin de la clôture du **Vatican II** (1962-1965).

Indiquons que le 13 avril 1059, un décret est pris au **Vatican** qui fait des **Cardinaux** les électeurs du **Pape**. En fait chaque **Cardinal** est titulaire d'une paroisse à Rome et c'est en tant que **prêtre de Rome** qu'il élit l'**Évêque de Rome** qui devient le **Souverain Pontife**. L'**Empereur germanique** n'y joue plus en principe aucun rôle.

Le **Pape** était élu en achetant ses électeurs, il nommait les **Cardinaux** et les **Évêques**, moyennant **Tribut**. Ceux-ci nommaient les **Prêtres** dans les paroisses, moyennant **Tribut**. Chacun payait à tous les niveaux pour se voir attribuer un **Office** (une **Charge**) qui devait rapporter pour compenser «l'achat» du titre, faire vivre sa collectivité autour de lui et dégager des profits substantiels. Cela fonctionnait ainsi du **Pape** au **Desservant** de la paroisse. C'était un **système économique et financier** qui brassait des sommes colossales.

Le **Pouvoir Temporel** essaie de limiter les **Offices** à l'aspect «**Spirituel**» pour mieux s'appropriier les biens terrestres et en jouir. L'**éminent Eminence**, le **Cardinal Humbert** répond: «*Quelqu'un achète-il un cheval? Qu'achète-t-il sinon la faculté de le monter et d'en user à sa guise. On ne conçoit pas non plus un agriculteur qui deviendrait propriétaire d'un champ qu'il ne labourerait pas, n'ensemencerait pas et dont il ne tirerait aucun bénéfice? De même, le **Simoniaque** se laisse vendre un évêché ou une dignité ecclésiastique pour exercer les prérogatives qui lui sont attachées. Donc la **dignité spirituelle** et les biens temporels sont inséparables: le Saint-Esprit est vendu avec les biens.*»

### **Conflits entre le Spirituel et le Temporel**

Toute l'**Histoire de l'Église** est faite de conflits entre le **Pape**, les **Rois**, les **Empereurs** pour la possession de biens terrestres. Le conflit entre les **Guelfes** (partisans du **Pape**) et les **Gibelins** (partisans de l'**Empereur**, qui tiraient leur nom du château de **Waiblingen**, propriété des **Hohenstaufen**) se faisait «*sonnant, trébuchant et militairement*» et non pour des raisons «*spirituelles*». Qui dominait l'autre pouvait lui prendre sa bourse. Ceci fit évoluer la domination de l'**Église** sur la tête des **Empereurs** et des **Rois** et débouchera, après bien des vicissitudes sur la **Séparation du Temporel et du Spirituel**.

Ce conflit est souvent violent. **Henri IV de Germanie** organise un concile d'Évêques germaniques qui révoquent le **Pape Grégoire VII**. Celui-ci répond par l'excommunication de l'**Empereur**. Cela se termine par le repentir d'**Henri IV de Germanie** à **Canossa** où il restera en chemise, les pieds nus dans la neige trois jours durant, avant d'être reçu et de recevoir la **levée de l'excommunication** et le **Pardon papal**.

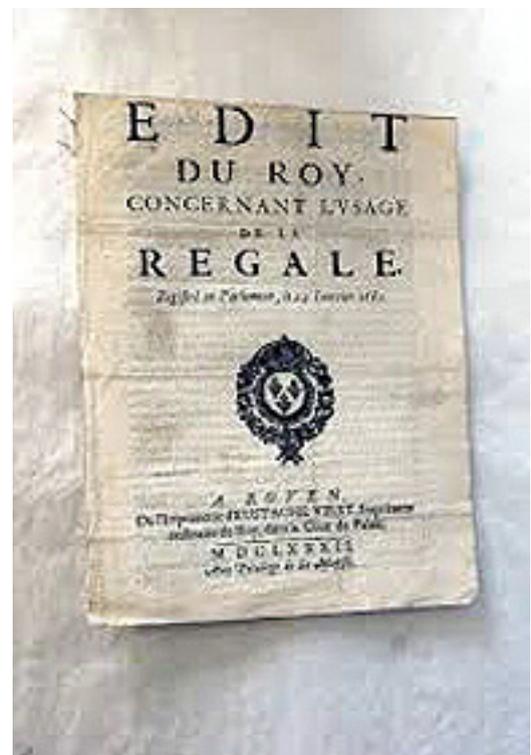
Autre affaire: celle de l'**Ordre du Temple** qui est aussi, d'abord et avant tout, une question d'argent où **Philippe-le-Bel** veut mettre la main sur les **Richesses du Temple**, ne pas payer

ses dettes et annihiler un **Ordre militaire** qu'il ne contrôle pas. Le **Temporel** se mêle de plus en plus du **Spirituel**, ce qui fait que le **Grand-Schisme** va apparaître à nouveau, où un **Pape** sera à Avignon (qui est en fait le centre harmonique de la **Chrétienté** de l'époque) et un autre à Rome. Il y aura même une année où il y aura en trois, suite au **Concile de Pise** du 25 mars 1409. *Trop de Papes tue le Pape.*

Cela débouchera aussi sur un paradoxe: plus l'**Église** est faible financièrement, moins elle peut assumer ses tâches «*charitables*» et plus l'**État** devient «*Providence*». C'est un retour à la **République** et à l'**Empire romain**. L'**Église** a triomphé en se fondant dans **Rome**, mais **Rome** a fini par l'emporter par un retour aux sources, même s'il a fallu la destruction de **Rome** par les **Barbares** pour que l'**Église** triomphe ; la chute de **Rome** est datée du 23 août 476. Rome survivra en **Constantinople**, mais en 1054, le **Grand-Schisme** (un de plus!) arrive entre les **Catholiques** et les **Orthodoxes** et dure encore aujourd'hui. L'**Histoire** est souvent ironique.

Autre paradoxe, le **Pouvoir Temporel**, en s'en prenant aux biens terrestres de l'**Église** et l'**Église**, en retirant, par rétorsion, souvent l'aspect «*spirituel et sacré*» des représentants du **Pouvoir Temporel**, poussent à la **Séparation des Églises et de l'État**. *Jupiter rend fous ceux qu'il veut perdre.*

**Louis XIV**, pourtant très «*religieux*», entend prendre sa part et ne pas la laisser aux chiens. Par un décret du 10 février 1673, il impose que la **Régale** (La **Régale** ou **droit de régale** est l'ensemble des droits que le **Roi de France** avait sur les **diocèses catholiques** qui temporairement n'avaient pas d'**évêque** titulaire. On distinguait la **Régale temporelle** qui donnait au Roi les revenus de l'évêché et la **régale spirituelle** qui permettait au Roi de pourvoir pendant la vacance aux **benéfices** qui étaient à la **collation** de l'**évêque** – *Wikipédia*) soit appliquée sur tout le territoire, même les contrées récemment conquises. **Colbert** théoriserait en indiquant sa devise: «*Plumer l'oie de façon à obtenir le plus possible de plumes avec le moins possible de cris*».



### ***Le temps de la Réforme***

L'**Histoire** télescope aussi les choses. 1515, c'est **Marignan**, en position de force contre l'**Italie**, les **Territoires Pontificaux** et le **Pape, François I<sup>er</sup>**, impose le **Concordat de Bologne** en 1516 qui rééquilibre les pouvoirs entre le **Temporel** et le **Spirituel**, et en 1517, **Martin Luther** affiche ses **95 Thèses** sur le portail de l'église de Wittenberg. Il y dénonce le trafic des **Indulgences** et il va enclencher la **Réforme**. Celle-ci s'appuie sur la volonté des Princes du Nord et de l'Est de l'Europe d'avoir désormais une «*Église à bon marché*», tant la pression fiscale de la **Papauté** devenait exorbitante.

L'exigence de rompre avec le **Saint-Empire-Romain** va faire émerger les **États-Nations**. Tout cela entraîne à la fois un nouveau **Grand-Schisme** et une étape importante dans l'avènement de la modernité et des **Lumières**. Puis ce sera l'affrontement entre **Deux Grands: François I<sup>er</sup> et Charles Quint** qui seront les deux prétendants pour ceindre la **Couronne impériale**. Entre les deux, le cœur du **Pape** ne balancera pas, son banquier fera élire le **nouvel Empereur: Charles Quint**. La **Finance** est encore au cœur de l'**Histoire**.

Mais cela n'empêchera nullement, au contraire, la **Réforme** de se développer. Le **Protestantisme** est une religion bourgeoise, elle incarne le **Capitalisme** qui pointe. **Max Weber** dira même qu'elle est sa religion naturelle. C'est pourquoi **Friedrich Engels** dira que les **Guerres de religion** n'étaient que des **luttés de classes**. Le développement des Manufactures en Italie présume le Nord financièrement, le **Pape** exige en plus le paiement des dîmes et des taxes toujours plus importantes, le Nord ne peut plus payer les créances. C'est la **Rupture**, c'est la **Réforme**.

On verra même dans le conflit économique entre la **France de Louis XIV** (le Roi «*le plus puissant de l'Univers*» à l'époque) et les **Provinces-Unies** (Hollande) ces dernières l'emporter: «*Le gros pot de terre français, catholique, à la fois subventionné et grevé d'impôts, se brisera au contact du petit pot d'étain hollandais, protestant et industriel. Une fois encore, la France se heurte au souple règne du Capitalisme*».

Pour sauver un système monopolistique, même en matière religieuse, il faut à un moment une concurrence extérieure pour le stimuler et le faire se renouveler. Rien de tel que de désigner un «*bon ennemi*» pour cela, pour ressouder les rangs. Mais à ce moment de l'**Histoire**, le concurrent ne peut plus venir de l'extérieur, comme le **Judaïsme** ou l'**Islam**. Il émerge de l'intérieur de la **Chrétienté** elle-même, c'est le **Protestantisme** qui, sans nul hasard, va se vêtir des ornements du **Judaïsme** retrouvé. Notons que l'**Investiture** vient du **Vêtement** que l'on portait lorsque l'on accédait à une charge ou à un office. Pour avoir l'**Investiture sacrée**, le **Protestantisme** va se vêtir des apparats théologiques du **Judaïsme**, car il faut que cela soit à la fois **ad intra** et **ad extra**.



La **Réforme** engendra la réponse du **Concile de Trente**, la **Contre-Réforme**, mais qui ne pourra renverser la vapeur, la marche en avant du **Protestantisme** qui incarne la **Modernité** est irrésistible. L'**Église catholique** essaie de supprimer les aspects les plus scandaleux des **Indulgences** en exigeant une démarche de contrôle de qualité, mais elle ne peut chasser l'argent qui en est le produit.

Elle crée alors le «**Saint-Office**» qui organise la répression contre toutes «*les hérésies*». Elle fait condamner **Galilée**, **Thomas More** et **Giordano Bruno**. Une des conséquences inattendues est que le «**Sacré-Collège**» va élire des **Papes** de plus en plus vieux pour qu'ils ne durent pas longtemps et que chaque nouvelle élection papale débouche sur un **spoils-système** qui renouvelle le **personnel ecclésiastique** et la **vente de charges**, tout cela engrangeant des rentrées d'argent importantes.

Le **Jansénisme** empruntera les mêmes armes que la **Réforme** en attaquant le monopole papal. Au prix d'une exigence supérieure en matière de morale de comportement, il offrait aux fidèles un accès au «*salut éternel*» moins couteux en espèces sonnantes et trébuchantes; il nourrit un individualisme naissant. Mais le **Jansénisme** va commettre une erreur tactique profonde que ne fera pas **Martin Luther**: il s'en prend à la fois au pouvoir **papal** et au pouvoir **royal**. Le **moine Augustin**, lui, tranchera en faveur des Nobles dans la **Guerre des paysans** que menait **Thomas Müntzer**.

Le phénomène de contestation du **Pape** se répand partout. À peine sur le trône impérial d'Autriche-Hongrie, **Joseph II** entend régenter l'**Église catholique** à la manière de **Louis XIV**: à sa botte avec une bonne dose de **Jansénisme** en plus. Ce sera le **Joséphisme**.

Arrive ensuite la **Révolution française** et l'émergence de la **Nation**. Celle-ci se concrétisera par la venue en masse du **Bas-Clergé** dans la **Salle des Menus-Plaisirs** où le **Tiers-État** va se proclamer **Assemblée nationale**, puis plus tard **Constituante**. C'est la revanche du **Gallicanisme** et du **Jansénisme**. Les **États-Généraux** furent convoqués (les premiers depuis 1614!) pour une levée de nouveaux impôts. Devant le refus des Mitrés de faire un «**don**

**gratuit**» (en lieu et place de l'imposition de l'**Église**), l'**Assemblée nationale** décrète la **nationalisation des biens du Clergé**, leurs ventes et la **fin des vœux monastiques**. La relation **Argent/Religion** se dégrade à une vitesse vertigineuse. C'est à cette occasion que furent prononcés pour la première fois les mots de « **salaire** » et de « **salariés** » par **Mirabeau** en disant qu'ils n'étaient pas honteux.

La tourmente révolutionnaire entrainera la grande vague de déchristianisation, l'enfermement du **Pape**, puis l'arrivée de **Bonaparte** qui conclura le **Concordat** en 1801. Pour « **terminer la Révolution** ». **Bonaparte** détruira toute trace du **Gallicanisme** en faisant du **Pape** le chef de l'**Église ultramontaine**. Quel paradoxe! Le **Premier Consul** va richement doter l'**Église** pour clore l'épisode de la **nationalisation des biens du Clergé** sur laquelle « **il ne sera pas revenu** ». Les religions **catholique, protestante, juive** deviennent des services publics et les ministres des Cultes sont reconnus fonctionnaires. Cela entrainera une petite scission qui donnera « **la Vieille-Église** » qui végétera; elle s'appuiera sur la famille **Berliet** de Lyon. La chute de **Napoléon**, la venue de la **Restauration** ne nuira pas à l'**Église catholique**, bien au contraire; c'est sous **Charles X** qu'elle retrouvera une puissance inégalée et cousue d'or.

Si les religions catholique, protestante et israélite sont reconnues, elles ne sont pas subventionnées à égalité. Le **Statut clérical d'exception d'Alsace-Moselle** est le produit du **Concordat de 1801**, de la **Loi Falloux** et des **Lois de Bismarck**. Voici actuellement l'indice auquel est payée la plus haute autorité de chaque religion:

- Évêque catholique : 925
- Président du Directoire protestant : 625
- Grand Rabbin Israélite : 505

Il vaut mieux être **Évêque** que **Grand Rabbin**.

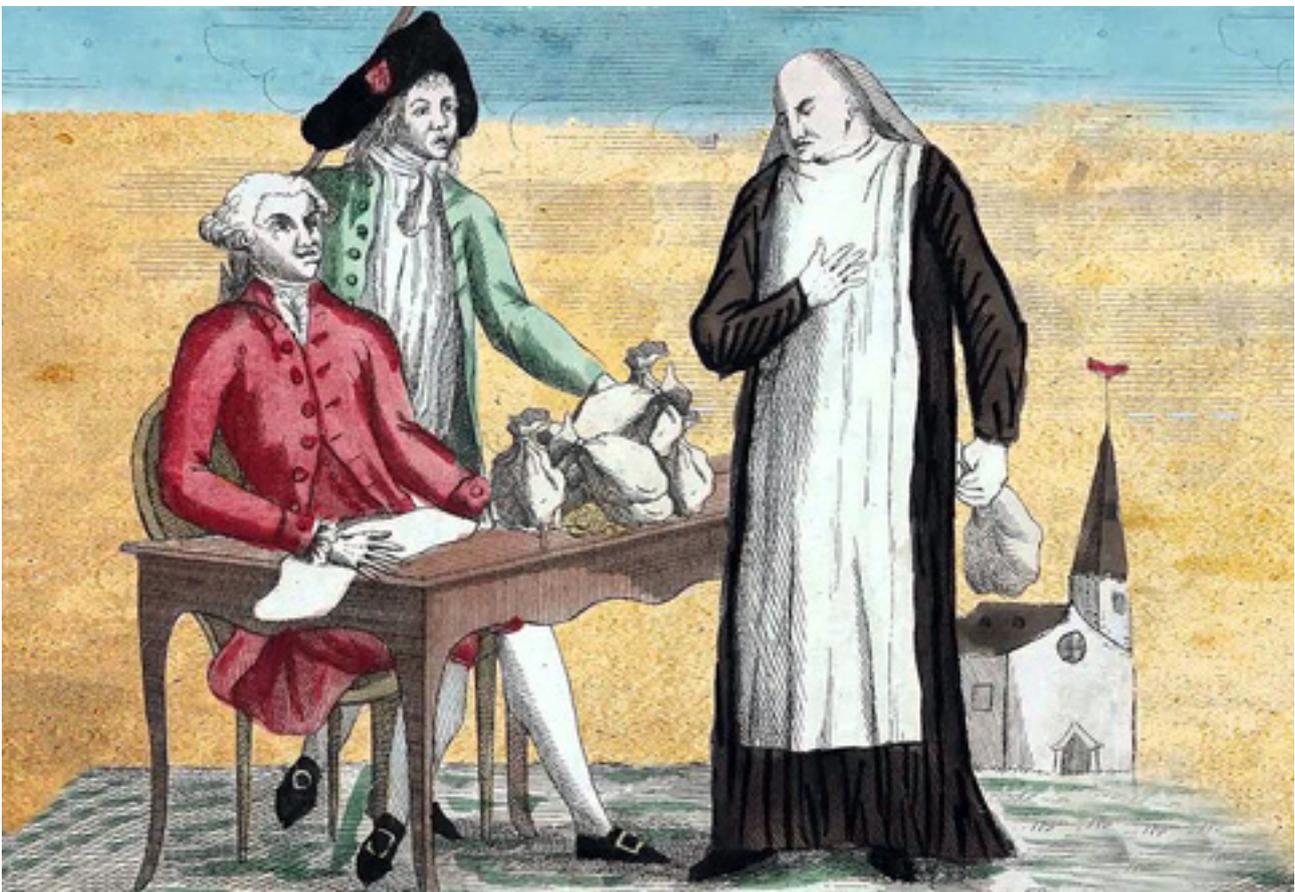
«*À la fin du 18<sup>ème</sup> siècle, commente **Daniel-Rops**, l'univers catholique se présentait comme une sorte de **Confédération** dont le chef, tout honoré et respecté qu'il fût, voit limiter ses pouvoirs par les traditions et les droits des **Églises Nationales**; il ne se fait obéir que dans les cas graves, et parfois au prix de nombreuses difficultés. À la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, l'**Église** apparaîtra comme un **État** rigoureusement centralisé et soumis à l'autorité quasi-absolue du **Pape**.»*

### ***En France, le temps de la Laïcisation est venu***

Les **décrets des 23 prairial an XII** (18 mai 1806) confient le monopole des funérailles au **Clergé catholique**. L'**Église** va s'enrichir indécentement sur le dos des morts. On compte neuf classes d'enterrements à des tarifs différents. La première classe est 122 fois plus chère que la neuvième. Les quêtes et les dons constituent un véritable racket lucratif.

La **III<sup>e</sup> République** va procéder à la municipalisation des obsèques et à la laïcisation des services publics. La **Libre Pensée**, qui a toujours combattu pour l'**obtention des funérailles civiles** et qui s'est d'abord constituée sur cette bataille, va soutenir ce mouvement et fournir l'armement théorique et les hommes pour mener ce combat.

La **Libre Pensée**, à partir de 1847, a édité un certain nombre de journaux, de revues et s'est inscrite dans le mouvement social et dans le mouvement politique pour faire triompher ses idées. Il y a eu un très grand nombre de **Libres Penseurs** qui ont pris des responsabilités extrêmement importantes dans la **Commune de Paris**. Celle-ci, pendant les quelques semaines pendant lesquelles elle a vécu, avait décidé, pour la deuxième fois dans l'histoire de notre pays, de décréter la **Séparation de l'Église et de l'État**.



Les **lois laïques scolaires** de notre pays ont été pensées, élaborées et votées par des **Libres Penseurs**. Le directeur de cabinet de **Jules Ferry** – celui qui va mettre en œuvre les lois scolaires, la loi sur la gratuité, l'obligation et la laïcité – c'est **Ferdinand Buisson** qui deviendra le Président de l'**Association Nationale des Libres Penseurs**.

Quand, plus de vingt ans après, sera votée la **loi de Séparation des Églises et de l'État**, le Président de la **Commission parlementaire** qui présente le projet est toujours **Ferdinand Buisson**, et le Rapporteur de cette commission est **Aristide Briand** qui est aussi un des responsables de cette association. C'est dire que la laïcité a été véritablement l'enfant de

la **Libre Pensée**, qui est l'organisation-mère de la laïcité en France, et a toujours été la conscience du **Mouvement laïque**. La **Libre Pensée**, au début de ce siècle, a un intergroupe parlementaire, le plus puissant de l'**Assemblée Nationale**. Elle a trois quotidiens.

La **laïcisation des Institutions et des services publics** va frapper l'**Église** à la bourse. D'un seul coup, sa source principale de recrutement et de sa puissance, qui était le paiement des hommes, des femmes, des services rendus, n'existe plus. Elle vivait sur le dos de la société, celle-ci se débarrasse de ses parasites. De là vient l'effondrement des vocations. **Brassens** chantait: «*Pas d'argent, pas d'épices*», là c'est: «*Plus d'argent, plus d'offices*». Les lois laïques (1886, 1901, 1904, 1905) renationalisent les biens du **Clergé**, ce qui va avoir des conséquences drastiques sur les finances de l'**Église**. On voit, a contrario, que la question des finances et de l'économie est fondamentale dans l'analyse de la Religion.

### *Les dictateurs au service de l'Église et de ses finances*

Les «*divines surprises*» au cours de la première moitié du 20<sup>ème</sup> siècle vont se multiplier pour le **Vatican**: **Mussolini, Salazar, Hitler, Franco, Pétain**. La première, et de taille, seront les **Accords du Latran** entre la **Curie romaine** et le **fasciste Mussolini** en 1929. C'est un renvoi d'ascenseur. La **Banco di Roma** (aux mains du **Vatican**) va soutenir l'aventure coloniale d'Italie en **Libye** en 1911, elle continuera à le faire contre l'**Éthiopie** et financera les **Fascistes italiens**. L'homme du redressement financier de l'**Église** est **Eugenio Pacelli** et sa famille. Le **Vatican** lui en sera tellement reconnaissant qu'il en fera le **Pape Pie XII**.

**Mussolini** fut un anticlérical forcené. Au début, le programme fasciste prévoyait la confiscation de tous les **biens du Clergé**, le futur **Duce** réclamait même l'expulsion du **Pape** hors de Rome. En 1929, pour montrer l'hypocrisie de **Mussolini**, la **Libre Pensée** republiera une brochure de celui-ci contre l'**Église**. **Mussolini** a pris le pouvoir en 1922, mais a besoin du soutien du **Latran**. Un accord est négocié pour redoter le **Vatican** de biens terrestres conséquents (terres, propriété, argent, privilèges politiques, etc.). Jamais la formule de **Chateaubriand** «*Le Vice au bras du Crime*» ne fut si bien illustrée.

L'**État italien** donne 44 hectares et des sommes considérables pour compenser les «*confiscations*» des **États pontificaux**. **Mussolini** cède sur tout: les effets civils du mariage religieux, la dénonciation de la **Franc-Maçonnerie** alors qu'une grande partie de celle-ci l'avait soutenu dans sa conquête du pouvoir, il restera nombre de **Fascistes Francs-Maçons** jusqu'à la fin, enseignement de la religion catholique dans les écoles publiques, etc.) Le **Pape** se voit même attribuer une gratification personnelle régulière. Ce sont ces **Accords du Latran** qui sauveront le **Vatican** de la faillite financière de 1929, suite au **Krach de Wall-Street**.

«**L'État du Vatican**», le «**Saint-Siège**» a droit à sa diplomatie particulière, sa police, ses prisons, sa monnaie. Sur tout le territoire de l'Italie, les ecclésiastiques seront jugés par la **Justice du Vatican** et non par celle de l'**État**. En échange, l'**Église** dissout toutes ses organisations de jeunesse pour qu'elles soient intégrées aux **Bambinis fascistes**. **Adolf Hitler** applaudit à tout rompre, il appliquera la même chose en 1933 avec le **Concordat nazi** avec le **Saint-Siège**. Il s'en servira pour faire plier **Von Papen** et le **Zentrum** (Parti Chrétien) qui refusait l'alliance avec le **NDSAP** d'**Hitler** pour la conquête du pouvoir.

C'est à ce moment-là que les **financiers du Vatican** vont acheter en masse de l'**or**, car ils pressentent (*les voies du Seigneur sont impénétrables* pourtant) que le **dollar** va être dévalué, ce qui ne va pas manquer. Quelques temps plus, la crise étant passé, ils investissent en masse dans la **Bourse américaine**. Les profits sont si juteux que cela doit créer un malaise chez **Pie XI**, car celui-ci, dans son encyclique **Caritate Christi Compulsit**, fustige: «*ce petit nombre d'hommes, en vérité très petit nombre, qui, depuis qu'ils sont dotés d'immenses richesses semblent contrôler le gouvernement du monde*». Si l'hypocrisie religieuse était une valeur boursière, le **Vatican** s'appellerait **Crésus** et elle s'appelle **Crésus**. Suite à ces investissements lucratifs, le **Vatican** obtiendra de **Roosevelt** la réouverture de l'ambassade des **USA** auprès du «**Saint-Siège**», laquelle avait été supprimée en 1867 pour condamner le **Syllabus**.

Le **Vatican** investira aussi en masse dans les entreprises, notamment d'armement, en Italie, c'est son soutien à l'action belliciste du **Duce**. Là aussi, l'hypocrisie est reine. Le **Latran** ne condamnera jamais l'invasion coloniale en **Éthiopie**, c'est le temps des affaires. Quand il est élu, **Pie XII** place toute sa famille dans les affaires de l'**Église**, on peut être célibataire et avoir le sens de la famille.

Le 1<sup>er</sup> juillet 1933, en échange du soutien du **Zentrum** qui lui permet de devenir **Chancelier** par la démission à ce poste de **Von Papen**, **Hitler** va conclure le **Concordat catholique** du 1<sup>er</sup> juillet 1933. Il stipule que «*tous les **Catholiques allemands** seront soumis au nouveau **Code de Droit canon**, que les œuvres catholiques recevront le soutien de l'**État** et que la critique de la **Doctrine catholique** sera interdite dans les écoles et sur la place publique.*» Le **Kirchensteuer** (impôt d'Église), qui est aussitôt mis en place, va bientôt rapporter 100 millions de dollars par an, ce qui fera de l'**Épiscopat allemand** le plus riche du monde avec celui des **USA**.

**Hitler** déclarera au **Conseil des Ministres** du 14 juillet 1933: «*Le **Concordat du Reich** a donné une occasion à l'**h**; une sphère de confiance a été créée qui sera particulièrement significative dans la lutte pressante contre la **Juiverie internationale**.*» Il rajoutera dans une lettre au **Parti nazi**: «*Ce Traité montre clairement et sans équivoque au monde entier que prétendre que le **National-Socialisme** est hostile à la religion est un mensonge.*»

### ***Le temps de la tourmente***

En 1887 est créé l'**Istituto per di religione (IOR)** qui est conçu comme une banque pour apparaître «*lambda*» et se fondre dans la sphère financière. Il est modifié en 1942 pour échapper aux trop grandes curiosités du **Fascisme italien** qui s'intéresse d'un peu trop près aux **finances du Vatican**. Cet **Istituto** a ses comptes courants, ses carnets de chèques et ses transferts d'argent, et plus tard ses cartes bleues (qui seront refusées pendant un long moment dans tous les commerces d'Italie, quand le scandale de l'**IOR** éclatera). Mais tout le monde ne peut être client, les heureux gagnants sont triés sur le volet.

Cependant, sa banque sert à tout, notamment à blanchir l'argent de la **Maffia**. Le scandale couve, le responsable des Finances, le **Cardinal Agostino Casaroli** décide de larguer les amarres et d'éponger les créances auprès de la **Banque Ambrosiano** (Président **Roberto Calvi** de la **Loge P2**). Coût du rachat: 224 millions de dollars. L'**Archevêque Paul Marcinkus** à la tête de l'**IOR** refuse cette opération, mais il y est contraint par l'entourage du **Pape**, sinon par celui-ci en personne.

Les affaires sont tellement juteuses à ce moment-là, que le **Vatican** règle rubis sur l'ongle les créances. Mais le scandale de la **Banque Privata** de **Mechele Sindona**, un homme d'affaires véreux lié à la **Maffia** qui a ses entrées à l'**IOR**, éclate et tout part en quenouille. Le **Vatican** y perd près d'un milliard de dollars. **Roberto Calvi** est retrouvé pendu sous les arches du **Blackfriars Bridge** à Londres, «*une allusion transparente aux Frères noirs de la Maffia*». **Le Parrain n°3** de **Francisco Ford Coppola** raconte cela et c'est assez fidèle aux faits.

Cette affaire est très gênante pour le **Vatican** (outre les pertes financières énormes), car doivent se renégocier dans les années 1980 les **Accords du Latran de 1929**. C'est la fin de la **Religion d'État** et des aides directes à l'**Église**. Pour compenser cela, est créé l'**Impôt «8 pour 1000»** qui va finalement rapporter plus d'argent à l'**Église Italienne** que les dotations de **Mussolini**. C'est aussi la séparation en matière de finances entre le **diocèse de Rome** et la **Curie romaine**. Au final, les deux feront des bénéfices.

Dans la deuxième moitié du 20<sup>ème</sup> siècle, le centre financier du **Vatican** se déplacera aux **USA**, **Impérialisme** oblige... jusqu'à ce que les affaires de pédo-criminalité du **Clergé** portent un coup sévère aux finances ecclésiastiques. Il faudra, à la fin des années 1980, éloigner les affaires de l'**Italie** qui sent trop la **Maffia** et aussi le souffre. L'**IOR** avait beaucoup investi, entre autres, dans les films pornographiques, cela faisait beaucoup jaser. Aussi, est fondée en 1987 la **Fondation Jean-Paul II** aux **États-Unis** qui servira de pompes à finances pour «*soutenir l'œuvre du Pape*».

De 1970 à 1992, les recettes sont dans le rouge, mais ensuite, le **Vatican** connaîtra à nouveau des excédents. Le **Denier de Saint-Pierre**, qui n'est pas prévu pour cela, est allégrement ponctionné pour cela. Il y a des protestations contre cela. Alors en 1993, le **Règlement** change et ne dépend plus que du **Souverain Pontife**, on n'est jamais mieux servi que par soi-même.

Mais le **21<sup>ème</sup> siècle** va voir réapparaître les problèmes de déficit. Malgré l'**Année-Sainte** de l'**an 2000** (20 millions de pèlerins), le déficit apparaît, sur un budget de 200 millions d'euros. Les déficits seront de 3,4 millions en 2001, 13,5 en 2002, 9,6 en 2003. Le seul recours est toujours l'**Amérique-du-Nord** qui crache au bassinet.

C'est là que l'offensive généralisée initiée par l'**Impérialisme américain** sur les **crimes de pédophilie** dans l'**Église catholique** à travers le monde et sur tous les continents prend toute son importance. Ce n'est pas la **Morale** ni l'**Éthique** qui guident cette offensive, mais la volonté de faire aligner complètement la diplomatie du **Saint-Siège** sur celle de **Washington**, notamment à propos d'**Israël** et de la **Chine**. On estime à un **milliard de dollars** le cout des procès et des indemnisations des victimes en **Amérique-du-Nord**, sur une fortune estimée à près de **8 milliards** de l'**Épiscopat nord-américain**. On est exactement dans la même épure et problématique en **France**.

C'est dire que l'avenir des **Finances du Vatican** et de ses **succursales nationales** n'est pas au beau fixe. C'est plus qu'un avis de tempête, c'est la tourmente qui se déchaîne. Même si on sait que là où est le **Goupillon**, le **Coffre-fort** n'est jamais loin et que le **Vatican** a toujours sa **Doctrin sociale** au service des puissants pour justifier l'exploitation économique et capitaliste, il est loin d'être sûr que l'**Église catholique** puisse s'en sortir à si bon compte cette fois-ci. La crise sur les **affaires des crimes du Clergé** est si puissante qu'elle peut tout emporter.

**Shakespeare** ne disait-il pas du destin et de ses jouets: «*C'est une mouche aux mains des dieux*»?

**Christian Eyschen**



**LES CAHIERS DE L'OBSERVATOIRE  
social sont sous la responsabilité  
de la Fédération nationale de la Libre Pensée**

**Les propos tenus le sont sous la seule  
responsabilité de leurs auteurs**

**Directeur de la publication : *Jean-Sébastien Pierre***

**Rédacteur en chef : *Christian Eyschen***

**Maquette : *Philippe Floris***